
Balance suisse des paiements
2012

Table des matières

Page

| | |
|-----------|--|
| 6 | Evolution de la balance des paiements en 2012 – Résumé |
| 10 | Composantes de la balance des paiements – Examen à long terme et commentaires 2012 |
| 10 | Balance des transactions courantes |
| 12 | Marchandises |
| 16 | Services |
| 23 | Revenus du travail |
| 24 | Revenus de capitaux |
| 28 | Transferts courants |
| 29 | Mouvements de capitaux |
| 30 | Investissements directs |
| 34 | Investissements de portefeuille |
| 36 | Produits dérivés et structurés |
| 37 | Autres mouvements de capitaux |
| 37 | Crédits des banques commerciales |
| 38 | Crédits des entreprises |
| 39 | Crédits de la Banque nationale |
| 40 | Autres investissements |
| 41 | Réserves monétaires |
| 42 | Erreurs et omissions nettes |
| 43 | Importance de la place financière dans la balance des transactions courantes |
| 50 | Adaptation des statistiques dans les domaines de la balance des paiements, de la position extérieure nette et des investissements directs aux nouvelles normes internationales et à l'accord bilatéral y afférent avec l'Union européenne |
| 56 | Commentaires |
| 59 | Fondements juridiques |
| 59 | Fondements méthodologiques |
| 61 | Définition des groupes de branches |
| 62 | Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs |

Page

A1 Tableaux

| | | |
|-----|------|--|
| A4 | 1.1 | Balance suisse des paiements, aperçu |
| A6 | 2.1 | Marchandises |
| A7 | 3.1 | Services |
| A9 | 4.1 | Revenus du travail et de capitaux |
| A10 | 5.1 | Transferts courants |
| A11 | 6.1 | Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs |
| A12 | 6.2 | Investissements directs suisses à l'étranger – Pays |
| A14 | 7.1 | Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs |
| A15 | 7.2 | Investissements directs étrangers en Suisse – Pays |
| A16 | 8.1 | Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres |
| A17 | 8.2 | Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie |
| A18 | 9.1 | Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie |
| A19 | 10.1 | Crédits des entreprises – Répartition par branches |

A20 Informations complémentaires sur la balance des paiements et les thèmes spéciaux

Evolution de la balance des paiements en 2012 – Résumé

En 2012, le solde actif de la balance suisse des transactions courantes a augmenté de 14 milliards pour atteindre 66 milliards de francs. Mesuré au produit intérieur brut (PIB), il s'est donc inscrit à 11% (2011: 9%). Les revenus de capitaux ont contribué d'une manière déterminante à cette progression; l'excédent de recettes qu'ils ont dégagé a passé à 40 milliards de francs; il a ainsi marqué une hausse de 17 milliards d'une année à l'autre. Les recettes accrues tirées des investissements directs suisses à l'étranger ont joué un rôle prépondérant dans cette évolution. Les échanges de marchandises et de services avec l'étranger se sont soldés par un excédent de recettes de 57 milliards de francs, contre 59 milliards l'année précédente. Ce léger recul s'explique par le fait que la croissance des recettes (+2%) découlant des exportations de marchandises et de services a été un peu moins forte que celle des dépenses (+3%) résultant des importations dans ces domaines.

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de fonds de 97 milliards de francs, contre 37 milliards en 2011. Ils ont été marqués par les achats de devises de la Banque nationale. Mesurées aux transactions effectuées, les réserves monétaires se sont accrues de 175 milliards de francs (2011: +43 milliards). Une exportation nette de capitaux a également été enregistrée du côté des investissements directs (27 milliards). Par contre, les opérations de crédits et de dépôts des banques, les crédits de la Banque nationale et les investissements de portefeuille ont dégagé des importations nettes de capitaux de respectivement 58 milliards, 23 milliards et 13 milliards de francs.

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

Dans les échanges de marchandises avec l'étranger (commerce spécial), tant les recettes que les dépenses ont augmenté de 1%. Les ventes à l'étranger d'instruments de précision, de montres et de bijoux ont progressé de 7% et celles de produits de l'industrie chimique et pharmaceutique – principale branche exportatrice –, de 6%. Par contre, les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique (-10%) et celles de la métallurgie (-8%) ont subi un net repli. Du côté des importations, les achats à l'étranger de biens de consommation ont progressé de 4%. Les dépenses au titre des

agents énergétiques se sont accrues notablement (+13%), ce qui est dû essentiellement à l'évolution des prix. En revanche, les importations de matières premières et de produits semi-finis, mais aussi celles de biens d'équipement ont diminué de respectivement 4% et 2%. Le solde actif des échanges de marchandises (commerce spécial) s'est maintenu à 24 milliards de francs d'une année à l'autre.

Dans les échanges de services avec l'étranger, les recettes se sont inscrites 1% au-dessus de celles de 2011. Progressant de 10%, les rentrées découlant des droits d'utilisation de la propriété intellectuelle (licences et brevets) ont contribué dans une forte mesure à cette évolution. De même, les recettes tirées des exportations de prestations d'assurances et celles qui sont issues des transports ont augmenté par rapport à l'année précédente. Dans le commerce de transit, les rentrées ont par contre reculé de 3% pour s'établir à 19 milliards de francs. Les recettes provenant du tourisme et des services financiers sont restées stables, se chiffrant à 15 milliards de francs pour chaque poste. Au total, les dépenses au titre des services fournis par l'étranger ont porté sur 44 milliards de francs, un montant supérieur de 9% à celui de 2011. Le plus fort accroissement, soit 14%, a été enregistré par les dépenses résultant des licences et brevets. Les dépenses pour des voyages à l'étranger ont elles aussi marqué une sensible hausse (+7%). Celles pour les transports ont également dépassé leur niveau de 2011. L'excédent de recettes dans les échanges de services a reculé de 3 milliards pour s'inscrire à 41 milliards de francs.

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes) ont atteint 66 milliards de francs en 2012, progressant ainsi de 23 milliards. En particulier, les sociétés financières et holdings ont enregistré des recettes accrues, mais l'industrie a également pu augmenter ses revenus tirés des investissements directs à l'étranger. Quant aux revenus issus des investissements directs en Suisse (dépenses), ils ont marqué une hausse de 4 milliards pour se chiffrer à 38 milliards de francs. En ce qui concerne les investissements de portefeuille, aussi bien les revenus tirés des investissements de portefeuille à l'étranger (recettes) que ceux qui

SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

En milliards de francs

Tableau 1

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|-------------|--------------|---------------|--------------|--------------|
| Balance des transactions courantes | 11.9 | 58.5 | 84.4 | 52.5 | 66.3 |
| Marchandises | 15.1 | 16.4 | 13.2 | 14.4 | 15.5 |
| Services | 50.2 | 45.9 | 48.9 | 44.1 | 41.2 |
| Revenus du travail | -13.2 | -13.6 | -15.0 | -16.7 | -18.0 |
| Revenus de capitaux | -26.2 | 22.8 | 49.7 | 22.4 | 39.6 |
| Transferts courants | -14.0 | -13.1 | -12.4 | -11.8 | -11.9 |
| Transferts en capital | -3.8 | -3.8 | -4.6 | -8.4 | -1.9 |
| Mouvements de capitaux | -7.9 | -21.5 | -106.3 | -37.4 | -96.8 |
| Investissements directs | -32.6 | 2.7 | -49.2 | -26.4 | -27.1 |
| Investissements de portefeuille | -38.5 | -32.1 | 31.0 | -16.8 | 13.2 |
| Produits dérivés et structurés | 7.4 | 2.5 | 1.3 | 4.5 | 5.0 |
| Autres mouvements de capitaux | 60.0 | 52.1 | 48.4 | 43.9 | 86.8 |
| dont Crédits des banques commerciales | 62.8 | 43.2 | 13.6 | 49.0 | 57.6 |
| dont Crédits des entreprises | -12.3 | -5.2 | -4.0 | 11.5 | 1.3 |
| dont Crédits de la Banque nationale | -35.1 | 17.9 | 30.6 | -9.0 | 22.8 |
| dont Autres investissements | 39.2 | -3.9 | 8.0 | -6.9 | 5.4 |
| Réserves monétaires | -4.1 | -46.8 | -137.8 | -42.6 | -174.6 |
| Erreurs et omissions nettes | -0.2 | -33.2 | 26.6 | -6.7 | 32.3 |

sont issus des investissements de portefeuille en Suisse (dépenses) se sont accrus de 1 milliard de francs, s'établissant à respectivement 30 milliards et 21 milliards de francs. L'augmentation observée du côté tant des recettes que des dépenses s'explique par le versement de dividendes plus élevés. Dans les revenus des autres placements, les recettes et les dépenses ont également dépassé quelque peu leur niveau de 2011.

MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Les investissements directs à l'étranger (exportations de capitaux) ont passé de 48 milliards à 28 milliards de francs d'une année à l'autre. Les investissements directs du secteur des services ont diminué, alors que ceux de l'industrie ont progressé légèrement. L'UE, l'Asie et l'Amérique centrale et du Sud ont absorbé chacune un tiers de ces flux de fonds. Les investissements directs étrangers en Suisse ont accusé un repli particulièrement prononcé, s'établissant à 1 milliard de francs, contre 21 milliards l'année précédente. Ce recul est dû à des désinvestissements dans les sociétés financières et holdings. En revanche, le groupe de branches *Transports et communications* a vu affluer des fonds au titre d'investissements directs à hauteur de 5 milliards de francs. Après des désinvestissements opérés les deux années précédentes, le secteur de l'industrie a de nouveau bénéficié d'investissements directs; ces derniers ont porté sur 1 milliard de francs.

Les investissements de portefeuille suisses à l'étranger ont conduit à des rapatriements pour un montant de 1 milliard de francs. Du côté des investissements de portefeuille étrangers en Suisse, une importation de capitaux de 12 milliards de francs a été enregistrée en 2012. Les investisseurs étrangers ont acquis des titres de participation d'émetteurs suisses pour 14 milliards de francs, tandis qu'ils ont cédé des papiers monétaires pour 2 milliards.

Dans les banques, les opérations de crédits et de dépôts ont généré une importation nette de capitaux d'un montant de 58 milliards de francs (2011: 49 milliards). La part principale de cette importation est issue des opérations avec la clientèle à l'étranger. Une importation nette de capitaux, soit 23 milliards, a également résulté des opérations de crédits de la Banque nationale. Une exportation de capitaux élevée a par contre été enregistrée dans les réserves monétaires; mesurées aux transactions effectuées, celles-ci se sont accrues de 175 milliards de francs (2011: +43 milliards).

Le présent rapport comprend deux thèmes spéciaux. Le premier porte sur l'importance de la place financière dans la balance des transactions courantes. Le second aborde les adaptations prévues en 2014 des statistiques dans les domaines de la balance des paiements, de la position extérieure nette et des investissements directs aux nouvelles normes internationales¹ et à la version mise à jour de l'accord bilatéral en matière de statistiques conclu entre la Suisse et l'UE.

En raison du passage aux nouvelles normes statistiques, aucun rapport annuel sur la balance suisse des paiements ne sera publié en 2014. Les données portant sur 2013 seront commentées dans le rapport sur la balance des paiements au 4^e trimestre 2013, qui paraîtra en mars 2014.

¹ *Balance of Payments and International Investment Position Manual*, 6^e édition.

Composantes de la balance des paiements – Examen à long terme et commentaires 2012

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

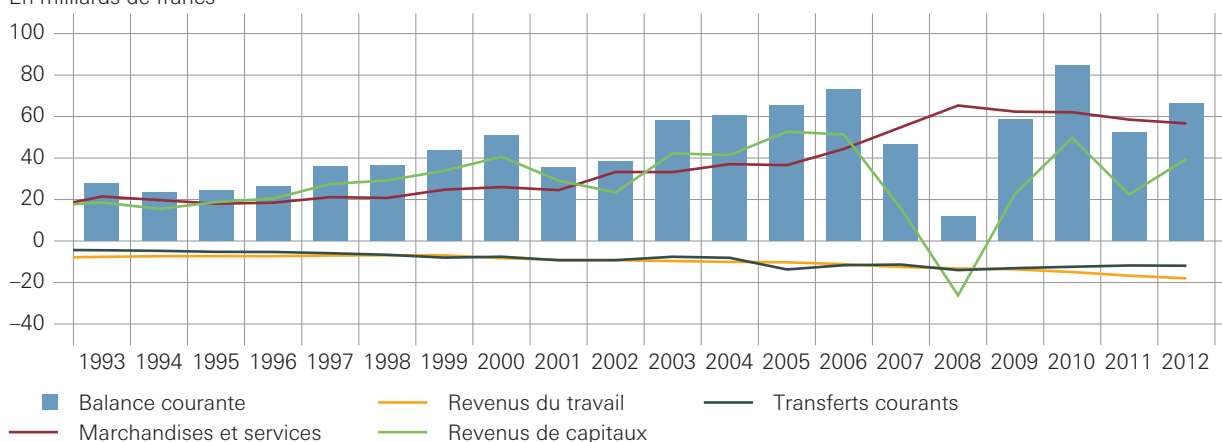
L'évolution économique en Suisse et à l'étranger et la situation sur les marchés financiers influent fortement sur les principales composantes de la balance des transactions courantes, à savoir les échanges de marchandises et de services et les revenus de capitaux. Les revenus du travail et les transferts courants dépendent également en partie de la conjoncture, mais ils ne sont pas déterminants pour l'évolution de la balance des transactions courantes. Dans les années 1990, la croissance économique en Suisse était faible en comparaison avec celle observée, par exemple, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni; elle s'est toutefois renforcée à la fin de cette décennie. L'éclatement de la bulle Internet, au début des années 2000, a provoqué un effondrement de la conjoncture à l'échelle mondiale, qui a été suivi d'une forte reprise économique entre 2004 et 2007. Par la suite, la croissance économique s'est effondrée en Suisse et à l'étranger du fait de la crise financière. En 2008, les turbulences sur les marchés financiers ont particulièrement affecté les recettes de la Suisse issues des placements de capitaux à l'étranger.

Le solde de la balance des transactions courantes s'établissait à 15 milliards de francs au début des années 1990, soit à 4% du produit intérieur brut (PIB). Hormis un affaiblissement en 1994 et en 2001, il a augmenté de manière continue jusqu'en 2006 pour atteindre 73 milliards de francs (15% du PIB). Il a subi de fortes fluctuations les années suivantes. En raison de la crise financière, il a accusé un net fléchissement: en 2008, il s'inscrivait à 12 milliards de francs (2% du PIB). Par la suite, le solde des transactions courantes s'est de nouveau accru pour s'élever à 84 milliards de francs en 2010, ce qui correspond à 15% du PIB. En 2011, il a toutefois reculé sensiblement, s'établissant à 53 milliards de francs. Les revenus nets de capitaux ont été déterminants pour l'évolution de ce solde: ils ont passé de 17 milliards de francs en 1992 à 53 milliards en 2005, malgré une forte baisse au début des années 2000. En 2007, ils ont marqué un repli prononcé en raison de la crise sur les marchés financiers et se sont chiffrés à 16 milliards de francs. En 2008, ils ont enregistré un solde passif (26 milliards), pour la première fois depuis que la balance des transactions courantes est dressée (1947). Ils ont cependant

Graphique 1

SOLDE DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

En milliards de francs

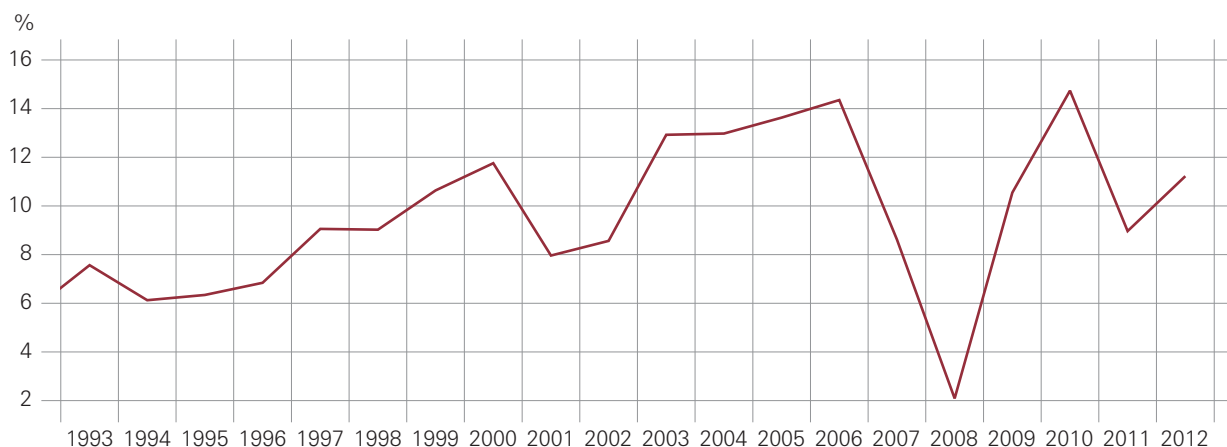


de nouveau dégagé un excédent de recettes en 2009 (23 milliards) et en 2010 (50 milliards). Mais l'excédent a diminué en 2011 pour s'inscrire à 22 milliards de francs. Ces fortes fluctuations tenaient principalement aux revenus des investissements directs. Dans le commerce des marchandises et des services, le solde actif a eu tendance à progresser depuis 1992 et a atteint 59 milliards de francs en 2011. Le solde actif des échanges de services a constamment été positif, alors que le solde des échanges de marchandises a fortement varié. Ce dernier a généralement été négatif entre 1992 et 2001, puis, les années suivantes, il a toujours affiché des valeurs positives allant de 3 milliards à 16 milliards de francs. Les revenus du travail, déterminés par les salaires versés aux frontaliers étrangers, et les transferts courants accusaient constamment des soldes passifs, qui ont passé respectivement de 8 milliards à 17 milliards de francs et de 4 milliards à 14 milliards de francs entre 1992 et 2011.

En 2012, le solde actif de la balance des transactions courantes a augmenté de 14 milliards pour atteindre 66 milliards de francs, ce qui représente 11% du PIB. Cette évolution résulte principalement d'un solde actif accru du côté des revenus de capitaux. Il a en effet passé à 40 milliards de francs, progressant de 17 milliards. En particulier, les revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes) ont marqué une hausse. Dans les échanges de marchandises, l'excédent de recettes s'est inscrit à 16 milliards de francs, contre 15 milliards l'année précédente. Dans les échanges de services en revanche, il a reculé de 3 milliards pour s'établir à 41 milliards de francs. Le repli s'explique par une augmentation des dépenses au titre des droits pour l'utilisation de licences et de brevets. Comme les années précédentes, les revenus du travail ont enregistré un solde passif; ce dernier s'établissait à 18 milliards de francs (2011: 17 milliards). Les transferts courants se caractérisent traditionnellement par un solde passif; en 2012, celui-ci est resté stable à 12 milliards de francs.

Graphique 2

SOLDE DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES, EN % DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



MARCHANDISES

COMMERCE EXTÉRIEUR (COMMERCE SPÉCIAL)

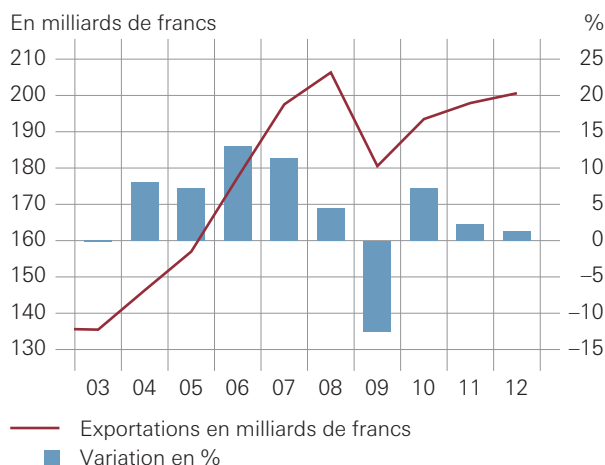
Le commerce extérieur (commerce spécial) dépend notamment de l'évolution de la conjoncture en Suisse et à l'étranger et des cours de change. Après avoir reculé au début des années 2000, les exportations se sont fortement accrues jusqu'en 2007. Puis la crise financière a entraîné un fléchissement en 2008, et les exportations ont même diminué en 2009. L'année suivante, elles se sont redressées et, en 2011, ont à nouveau augmenté légèrement. Leur composition s'est modifiée ces dix dernières années: la part des biens de consommation a passé de 40% à plus de 50%. Cette progression est notamment imputable à l'industrie chimique et pharmaceutique, principale branche exportatrice, dont les exportations ont enregistré la croissance la plus vigoureuse entre 2002 et 2009, et qui n'a pas souffert autant que les autres branches du fléchissement du début des années 2000, car ses exportations sont moins liées à la conjoncture¹. Les exportations d'instruments de précision, de montres et de bijoux ont elles aussi connu de fortes progressions. Les ventes à l'étranger de ces branches se sont, par là même, hissées au deuxième rang des exportations en 2010, à la place de l'industrie des machines et de l'électronique. Cette dernière dépend dans une large mesure de l'évolution économique à l'étranger; dans l'ensemble, elle a affiché une croissance nettement plus faible. La ventilation géographique des exportations n'a guère changé durant cette période; toutefois, des économies émergentes ou en transition, comme la Chine, ont gagné en importance. Ces dix dernières années, l'Allemagne a absorbé 20% environ des exportations, les Etats-Unis en ont absorbé 10%, et la France et l'Italie, entre 8% et 9% chacune.

Du côté des importations, les parts des différents groupes de marchandises ont peu changé entre 2002 et 2011. Les biens de consommation constituaient le principal groupe (41% en moyenne). Les parts des biens d'équipement ainsi que des matières premières et produits semi-finis s'établissaient, en moyenne, à 26% chacune. Les matières premières et les produits semi-finis servent d'ordinaire aux prestations en amont dans la production des marchandises d'exportation et réagissent souvent plus tôt et plus fortement aux fluctuations conjoncturelles que les exportations. L'importation d'agents énergétiques a été sensiblement marquée par des variations de prix. Près d'un tiers des

¹ Voir également le chapitre «Evolution à long terme de la balance commerciale» dans la Balance suisse des paiements 2010.

Graphique 3

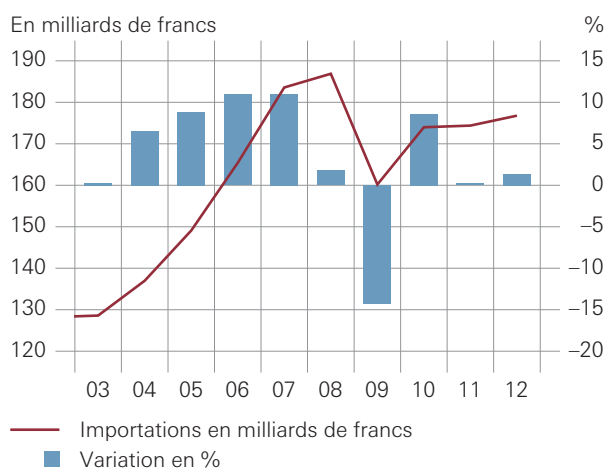
COMMERCE EXTÉRIEUR, EXPORTATIONS



Source: AFD.

Graphique 4

COMMERCE EXTÉRIEUR, IMPORTATIONS



Source: AFD.

importations totales provenait d'Allemagne, une proportion de 10% à 12%, de France et une part semblable, d'Italie. La Chine, qui compte au nombre des économies en transition, a relevé sa part pour la porter à 4% en 2011.

Entre 2003 et 2011, la balance commerciale a toujours affiché un excédent des exportations. Durant cette période, celui-ci a passé de 7 milliards à 24 milliards de francs.

Dans le commerce extérieur (commerce spécial), tant les recettes tirées des exportations que les dépenses dues aux importations ont augmenté de 1% en 2012. Les exportations et les importations sont toutefois demeurées inférieures aux pics atteints en 2008, soit respectivement 206 milliards et 187 milliards de francs. Le solde actif issu du commerce des marchandises est resté inchangé à 24 milliards de francs. Les ventes à l'étranger des diverses branches ont évolué inégalement. Les

livraisons du groupe de branches instruments de précision, montres et bijoux, qui se sont accrues de 7%, ont enregistré la plus forte progression. L'industrie chimique et pharmaceutique, la principale branche exportatrice avec une part de 40% environ aux exportations totales, a pu relever de 6% ses ventes à l'étranger. L'industrie des machines et de l'électronique a toutefois accusé un repli de 10% de ses exportations. Quant à la métallurgie, elle a également livré moins de marchandises à l'étranger qu'en 2011 (-8%).

Les exportations à destination de l'Union européenne (UE) ont diminué de 1% du fait de la faible croissance économique en Europe. En ce qui concerne les livraisons à l'Italie, qui, au sein de l'UE, est le troisième partenaire commercial de la Suisse, elles ont fléchi de 9%. Les exportations vers les deux grandes économies que sont l'Allemagne et la France ont stagné. Les ventes aux Etats-Unis ont cependant progressé de 12%. De même, les exportations vers les pays émergents et les pays en développement ont augmenté de 5% pour chacun de ces groupes. Par contre, les livraisons aux pays en transition ont reculé de 9%, voire de 12% pour les exportations à destination de la Chine.

Du côté des importations, les livraisons d'agents énergétiques ont enregistré la plus forte augmentation, soit 13%, principalement en raison de l'évolution des prix. Les importations de biens de consommation ont elles aussi marqué une hausse (+3%). L'accroissement de 8% des importations de médicaments – le poste le plus important au sein de ces biens – a joué à cet égard un rôle déterminant. Les livraisons de biens d'équipement ainsi que celles de matières premières et de produits semi-finis ont diminué de respectivement 2% et 4%.

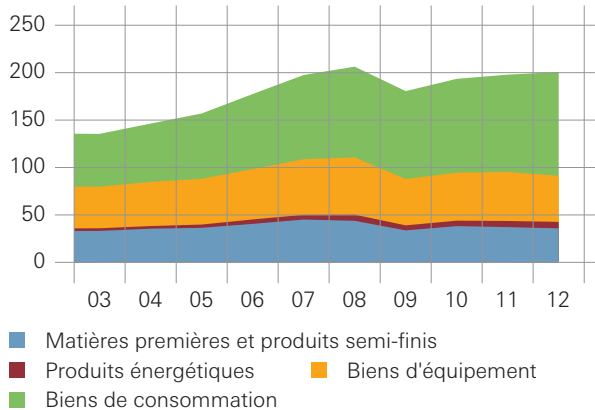
L'origine des importations a fait l'objet d'une nouvelle classification. Le «pays d'origine» remplace dorénavant le «pays de production». Il en a découlé des modifications dans la classification des pays. On peut toutefois partir de l'hypothèse que les importations provenant d'Europe ont légèrement reculé et que celles qui sont issues des Etats-Unis ont marqué une nette hausse.

Graphique 5

COMMERCE EXTÉRIEUR, EXPORTATIONS

Exportations selon l'utilisation des marchandises

En milliards de francs



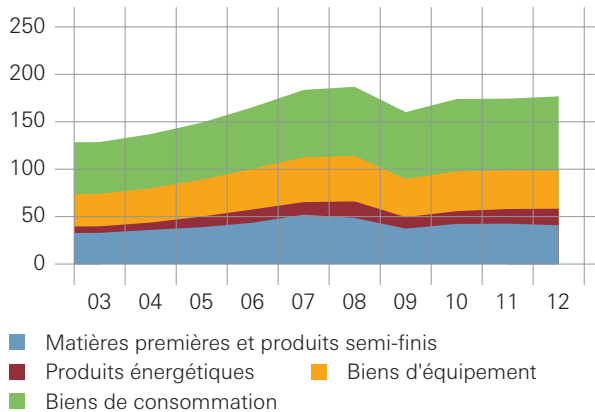
Source: AFD.

Graphique 6

COMMERCE EXTÉRIEUR, IMPORTATIONS

Importations selon l'utilisation des marchandises

En milliards de francs



Source: AFD.

COMMERCE EXTÉRIEUR (COMMERCE SPÉCIAL) EN 2012¹: RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Tableau 2

| | Exportations en milliards de francs | Importations en milliards de francs | Exportations variation en % par rapport à l'année précédente | Importations variation en % par rapport à l'année précédente |
|-------------------------|---|---|--|--|
| UE | 112.4 | 134.5 | -1.1% | - |
| dont Allemagne | 39.9 | 54.0 | 0.0% | - |
| dont France | 14.3 | 14.9 | -0.7% | - |
| dont Italie | 14.4 | 18.3 | -8.7% | - |
| Etats-Unis | 22.3 | 9.3 | 11.5% | - |
| Economies en transition | 12.1 | 11.9 | -9.2% | - |
| dont Chine | 7.4 | 10.3 | -12.2% | - |
| Economies émergentes | 23.9 | 9.0 | 4.9% | - |
| Pays en développement | 17.4 | 7.3 | 5.2% | - |
| Autres | 12.5 | 4.8 | 7.2% | - |
| Total | 200.6 | 176.8 | 1.4% | - |

1 Dorénavant, les importations sont ventilées selon le pays d'origine et non plus selon le pays de production. Ce changement biaise les variations en % qui ont été enregistrées en 2012 pour les différents pays.

Source: AFD.

AUTRES MARCHANDISES

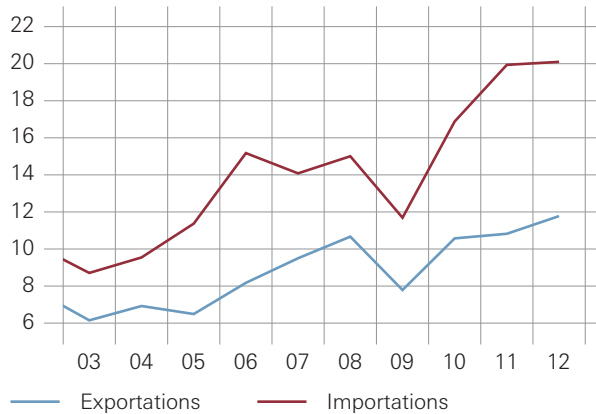
Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle déterminant dans l'évolution du poste *Autres marchandises*. Cette composante des échanges de marchandises peut subir de fortes fluctuations, tant sur le plan des quantités que sur celui des prix. Entre 2003 et 2011, les importations étaient toujours supérieures aux exportations, le solde passif fluctuant entre 2 milliards et 9 milliards de francs. Figurent également sous ce poste l'importation d'or industriel, l'achat et la vente de bateaux pour le Rhin et de navires de haute mer, le trafic non contrôlé de marchandises (c'est-à-dire la contrebande) et les réparations de marchandises.

En 2012, les recettes découlant des exportations ont augmenté de 9% pour atteindre 12 milliards de francs. La raison principale de cette progression réside surtout dans des recettes accrues tirées des exportations de métaux précieux et de pierres gemmes. Les dépenses dues aux importations ont stagné à 20 milliards de francs. Dans l'ensemble, le solde passif a passé de 9 milliards à 8 milliards de francs d'une année à l'autre.

Graphique 7

MÉTAUX PRÉCIEUX, PIERRES GEMMES, OBJETS D'ART

En milliards de francs



Source: AFD.

SERVICES

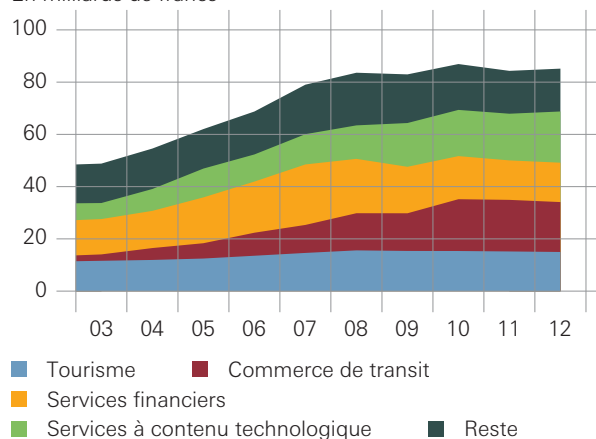
Les recettes tirées des principales catégories de services ont évolué de façon contrastée au cours des dix dernières années. Celles qui sont issues des services financiers représentaient près d'un tiers du total entre 2002 et 2007, constituant alors la principale catégorie des exportations. Elles ont considérablement reculé en raison de la crise financière, et leur part dans les recettes totales a diminué jusqu'en 2011 pour représenter à peine un cinquième. Les recettes découlant du commerce de transit (*merchandise*) ainsi que des licences et brevets (qui figurent sous la rubrique *Services à contenu technologique*) ont en revanche fortement progressé ces dernières années. En 2010, les premières ont dépassé les recettes tirées des services financiers, faisant perdre à ceux-ci leur place de principale catégorie des exportations. Les recettes provenant du tourisme ont peu influé sur l'évolution globale; leur part dans le total des recettes a légèrement fléchi. Du côté des dépenses, la forte croissance des services à contenu technologique a déterminé l'évolution du total. Lesdits services sont devenus en 2009 la principale catégorie des importations, devant le tourisme.

Les recettes issues des échanges de services ont progressé de 1% durant l'exercice sous revue. Celles tirées des exportations de services à contenu technologique, des assurances et des transports ont augmenté, tandis que les recettes découlant des services financiers sont restées stables. Par contre, les recettes liées au commerce de transit et au tourisme ont reculé. Les dépenses pour des services provenant de l'étranger étaient supérieures de 9% à leur niveau de l'année précédente. Leur accroissement dans le domaine des licences et brevets a été déterminant à cet égard. Les dépenses en matière de tourisme et de transports dépassaient également celles de l'année précédente.

Graphique 8

SERVICES, RECETTES

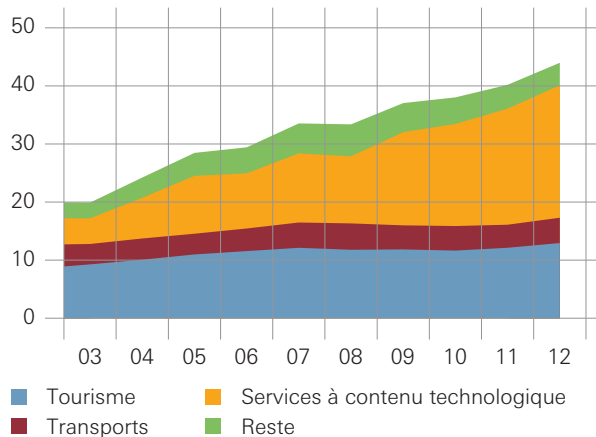
En milliards de francs



Graphique 9

SERVICES, DÉPENSES

En milliards de francs



TOURISME

Le tourisme englobe les séjours de vacances et d'affaires (y compris les cures, les séjours hospitaliers et d'études), le trafic journalier et de transit ainsi que les dépenses de consommation des frontaliers. Les séjours de vacances et d'affaires en constituent la principale composante. L'évolution du tourisme dépend de la conjoncture en Suisse et à l'étranger ainsi que des cours de change. Ces dernières années, l'extension à de nouveaux marchés a également contribué au développement positif des recettes liées au tourisme.

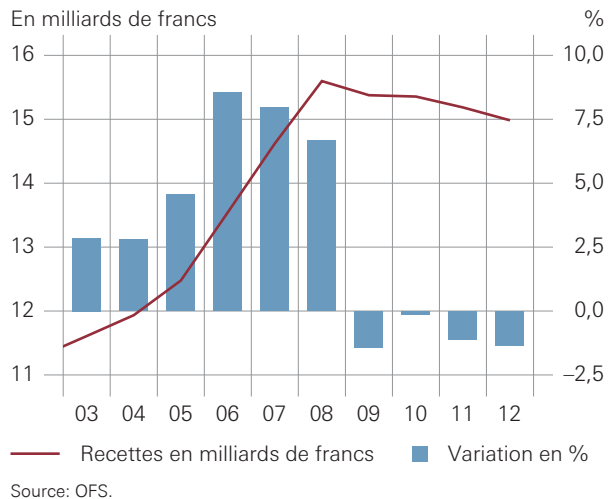
Entre 2003 et 2008, les recettes découlant du tourisme ont fortement progressé, passant de 12 milliards à 16 milliards de francs. En 2009, la récession mondiale a entraîné une faible baisse des recettes, qui se sont inscrites à 15 milliards de francs et demeurent depuis lors à ce niveau. La provenance des hôtes étrangers pour les séjours de vacances et d'affaires s'est quelque peu modifiée sur la période examinée: la part des touristes venant d'Allemagne – le principal pays d'origine – a passé de 32% à 26% et celle des hôtes des Etats-Unis, de 9% à 8%. En revanche, la proportion de touristes venant d'Asie, en particulier d'Inde et de Chine, ainsi que des pays arabes a augmenté.

En 2002, les dépenses liées au tourisme s'établissaient à 9 milliards de francs. Elles ont progressé pour s'inscrire à 12 milliards de francs en 2007 et sont restées relativement stables depuis.

Les recettes issues du tourisme durant l'exercice sous revue étaient similaires à celles de l'année précédente (15 milliards de francs). Les hôtes étrangers en Suisse ont dépensé un peu moins pour les nuitées d'hôtel. Le nombre d'hôtes de l'Union européenne (UE), en particulier d'Allemagne, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de France, a reculé. En revanche, davantage de touristes d'Asie, notamment de Chine, sont venus en Suisse; la croissance la plus forte a de nouveau été enregistrée chez les touristes chinois. Comme en 2011, les recettes tirées des séjours hospitaliers, des cures et des séjours d'études, qui font également partie du tourisme, ont progressé. Celles qui sont liées au trafic journalier de touristes étrangers en Suisse et au trafic de transit ont diminué de 4% par rapport à l'année précédente. Le franc fort a toutefois incité les personnes résidant en Suisse à voyager davantage à l'étranger: dans l'ensemble, les dépenses pour les voyages à l'étranger ont augmenté de 7% en 2012 et s'établissaient à 13 milliards de francs. Parmi ces dépenses, celles pour les séjours de vacances et d'affaires à l'étranger dépassaient de 6% leur niveau de l'année précédente. Pour ce qui est du trafic

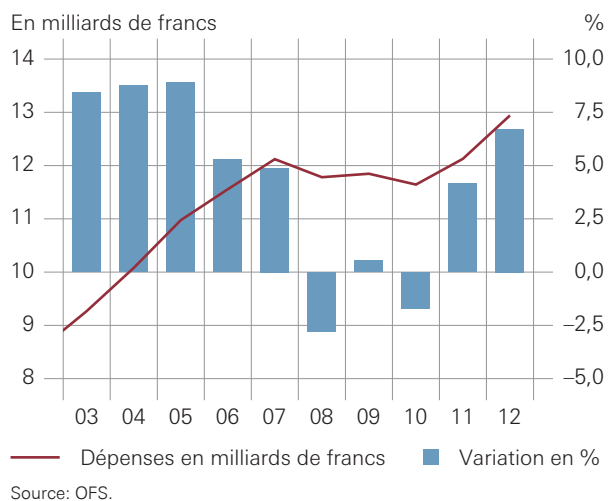
Graphique 10

TOURISME, RECETTES



Graphique 11

TOURISME, DÉPENSES



journalier de touristes suisses à l'étranger (tourisme d'achat principalement), les dépenses ont affiché des taux de croissance encore plus élevés, progressant de 9%.

ASSURANCES

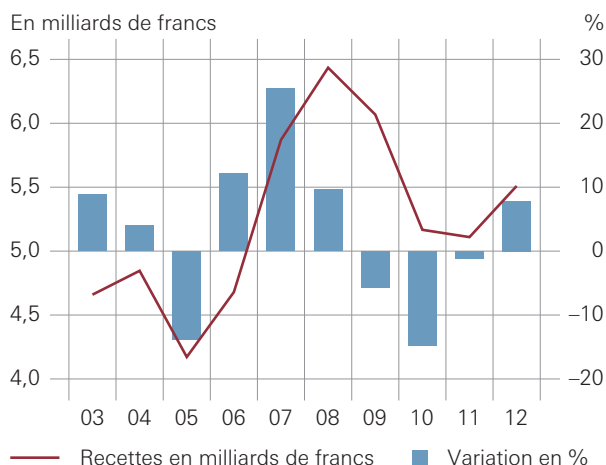
Les compagnies d'assurances servent des prestations (services) en échange du paiement de primes. Une part des recettes tirées de ces primes est donc comptabilisée sous *Services*. Les autres recettes découlant des primes, de même que les prestations versées à la suite de sinistres et les provisions, sont prises en compte dans le poste *Transferts courants*. Les dépenses découlant des primes sont traitées de la même façon. La réassurance joue un rôle prépondérant dans les opérations transfrontières des compagnies d'assurances en Suisse, pays important pour ce type d'opérations. Différents facteurs ont déterminé l'évolution des recettes découlant des primes et, partant, des recettes tirées des exportations de prestations d'assurances: la délocalisation de certaines activités, les acquisitions et les fusions, les augmentations de primes en raison de risques accrus et la hausse de la demande de prestations d'assurances. Une partie des versements de primes à l'étranger est comptabilisée du côté des dépenses. Il s'agit principalement des primes versées aux réassureurs étrangers et des rétrocessions. C'est pourquoi les dépenses sont relativement faibles en termes absolus au regard des recettes.

Les exportations de prestations d'assurances ont passé de 5 milliards de francs en 2003 à 6 milliards en 2008. Les augmentations de primes des compagnies d'assurances ainsi que les acquisitions et l'installation en Suisse de réassureurs étrangers ont conduit à une hausse des recettes découlant des primes. Entre 2009 et 2011, les exportations de prestations d'assurances ont fléchi pour s'établir de nouveau à 5 milliards de francs. Sur la période examinée, les importations de prestations d'assurances ont crû de 1 milliard de francs.

Par rapport à l'année précédente, les primes versées par l'étranger (recettes) ont progressé en 2012. Les recettes liées aux exportations de prestations d'assurances se sont dès lors accrues et s'inscrivaient à 6 milliards de francs, ce qui correspond à une hausse de 8%. Celle-ci tient principalement aux recettes plus élevées des réassureurs. Les primes versées à l'étranger ont elles aussi progressé, tout comme les dépenses liées à l'importation de prestations d'assurances (+15%).

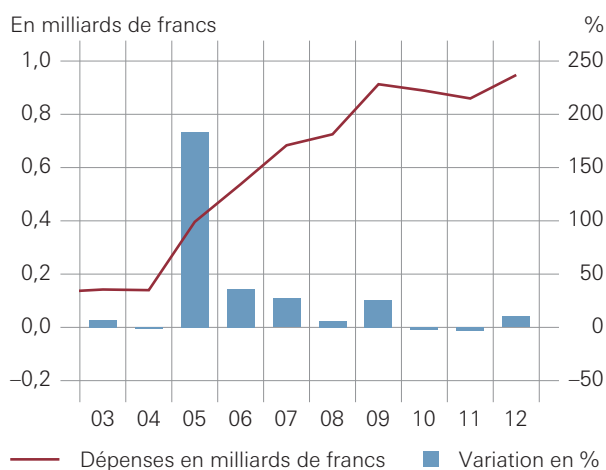
Graphique 12

ASSURANCES, RECETTES



Graphique 13

ASSURANCES, DÉPENSES



COMMERCE DE TRANSIT¹

Par commerce de transit (*merchanting*), on entend tous les échanges internationaux de marchandises dans lesquels une entreprise ayant son siège en Suisse achète des marchandises sur le marché mondial et les revend à l'étranger sans qu'elles passent par la Suisse. Il porte sur les matières premières, les agents énergétiques et les produits finis et semi-finis. La part des agents énergétiques dans le total des marchandises échangées a fluctué entre 50% et 75% de 2006 à 2011 (la subdivision n'existe que depuis 2006). Dans la balance des transactions courantes, les revenus nets du commerce de transit sont comptabilisés en tant que recettes tirées des services.

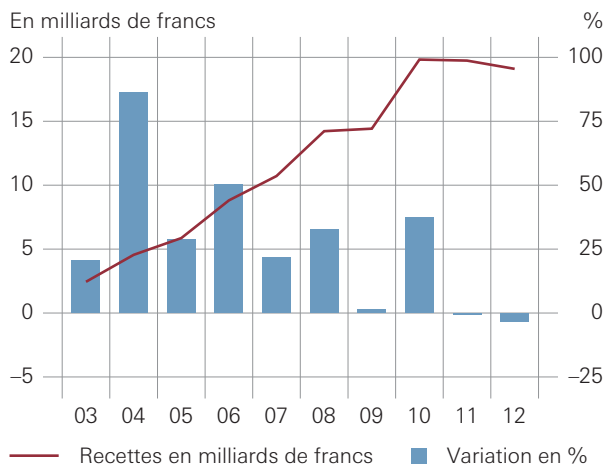
L'évolution des chiffres d'affaires dans le cadre du commerce de transit dépend principalement de la conjoncture mondiale et de la demande étrangère en matières premières et, partant, des prix des marchandises échangées. Ceux-ci ont fortement augmenté ces dernières années. En outre, les entreprises opérant dans ce domaine ont été plus nombreuses à transférer leur siège en Suisse. Dans ce contexte, les recettes issues du commerce de transit ont passé de 2 milliards de francs en 2003 à 20 milliards en 2011.

En 2012, les recettes (revenus nets) issues du commerce de transit (*merchanting*) se sont établies à 19 milliards de francs; elles ont fléchi de 3% par rapport à leur valeur de 2011. Ce recul tient principalement aux prix plus faibles des matières premières.

¹ Voir également le thème spécial *Commerce de transit en Suisse* dans la balance des paiements 2011.

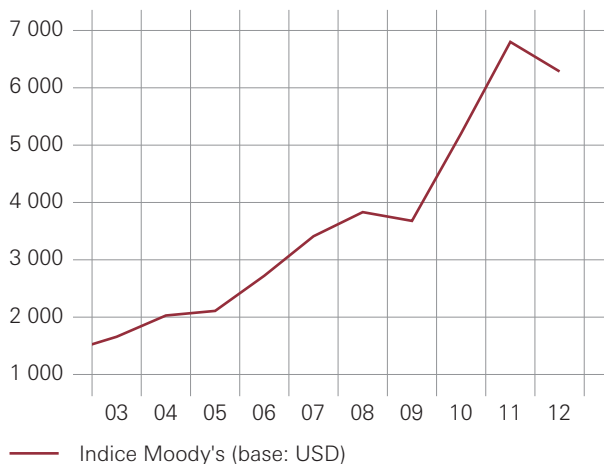
Graphique 14

COMMERCE DE TRANSIT, RECETTES



Graphique 15

INDICE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES



Source: Moody's.

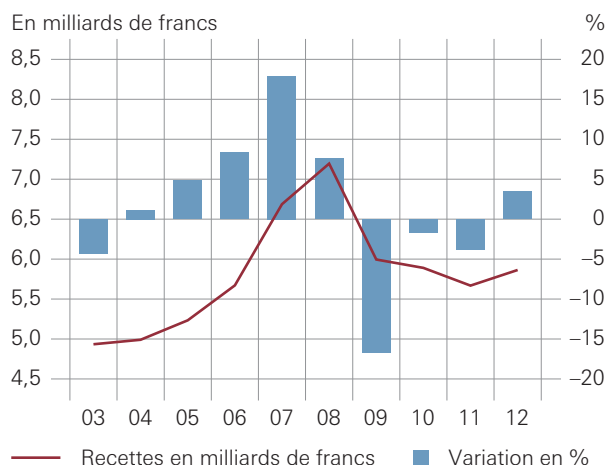
TRANSPORTS

Les recettes et les dépenses de la Suisse dans le domaine des transports internationaux sont déterminées par le trafic aérien. Ce domaine comprend les transports de personnes et de marchandises ainsi que les *Autres services en matière de transports* (entretien, maintenance et location de moyens de transport, indemnisation de l'enregistrement, taxes d'atterrissage, etc.). Sous ce poste ne sont toutefois pas comptabilisées les dépenses dues aux transports de marchandises, qui entrent dans les importations de marchandises. Si, en général, l'évolution des recettes et des dépenses est étroitement liée aux échanges de marchandises et au tourisme, elle a été marquée par les événements survenus dans le secteur aéronautique suisse au cours de la dernière décennie: du fait de l'effondrement de Swissair, puis de la restructuration et de l'intégration de Swiss, la compagnie qui lui a succédé, au sein de Lufthansa, les recettes et les dépenses ont accusé un fort recul jusqu'en 2003, avant de repartir à la hausse jusqu'en 2008, sans toutefois jamais atteindre les niveaux d'avant la chute de Swissair. L'évolution économique négative a entraîné en 2009 un fort fléchissement des recettes comme des dépenses; depuis, leur variation n'est guère notable.

En 2012, les recettes issues des transports s'établissaient à 6 milliards de francs (+3%). Celles tirées des transports de personnes, qui proviennent principalement du trafic aérien, ont progressé de 7%. Celles issues des autres services dans le secteur des transports (par exemple les recettes tirées de la location de moyens de transport ou participations de compagnies ferroviaires étrangères au financement des infrastructures en Suisse) ont fléchi (-4%). Le total des dépenses relatives aux transports s'est inscrit à 4 milliards de francs (+10%). Dans le trafic aérien et ferroviaire, les dépenses ont augmenté tant pour les transports de personnes que pour les autres services dans le secteur des transports.

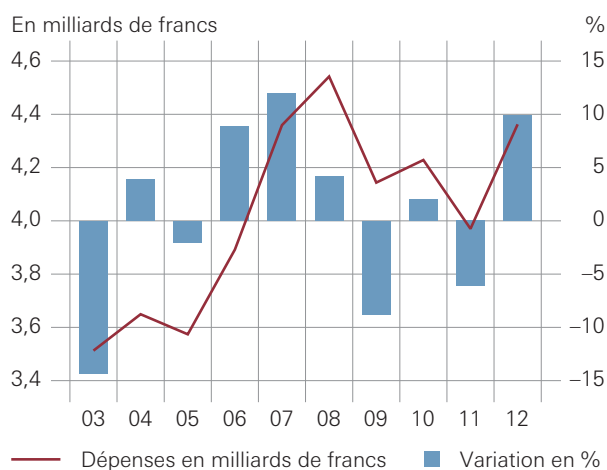
Graphique 16

TRANSPORTS, RECETTES



Graphique 17

TRANSPORTS, DÉPENSES



SERVICES FINANCIERS DES BANQUES

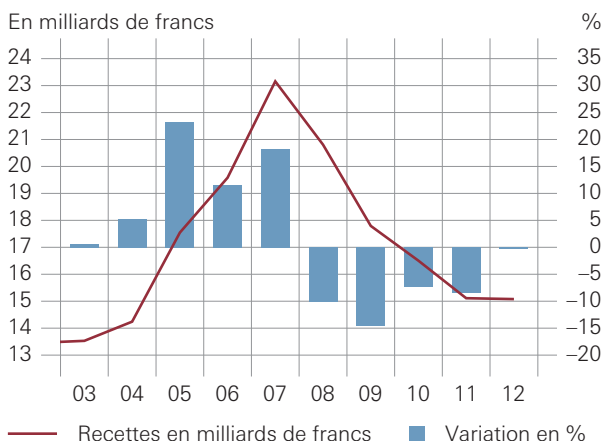
Les services financiers des banques englobent les opérations de commissions et les services financiers fournis contre une rémunération indirecte, comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM)¹. Les opérations de commissions jouent un rôle déterminant dans l'évolution des services financiers des banques. Elles regroupent principalement les courtages sur les opérations boursières et les rémunérations perçues par les banques pour la gestion de fortune et l'émission de titres. L'évolution de ces revenus est étroitement liée aux mouvements sur les marchés des actions. Après l'éclatement de la bulle Internet, les recettes issues des services financiers ont fortement chuté: elles n'étaient plus que de 14 milliards de francs en 2003. Elles se sont ensuite redressées pour atteindre 23 milliards de francs en 2007, principalement grâce à une augmentation des patrimoines sous gestion, engendrée par l'afflux de nouveaux capitaux, ainsi qu'à une hausse des cours des actions et des volumes de transactions. La crise financière a entraîné un important recul des recettes tirées des opérations financières, qui s'établissaient à 15 milliards de francs en 2011.

Les recettes issues des services financiers des banques ont stagné à 15 milliards de francs en 2012. Celles qui sont tirées des opérations de commissions ont accusé un nouveau fléchissement (-6%), principalement en raison de marges plus faibles. En revanche, les SIFIM ont sensiblement progressé (+15%), notamment grâce aux dépôts plus élevés effectués par des clients étrangers auprès de banques en Suisse. Les dépenses relatives aux services financiers ont légèrement reculé. Comme en 2011, l'excédent lié aux services financiers s'établit à 13 milliards de francs.

¹ Voir également le thème spécial *Importance de la place financière dans la balance des transactions courantes* dans la présente publication.

Graphique 18

SERVICES FINANCIERS DES BANQUES, RECETTES



Graphique 19

SWISS MARKET INDEX



Source: SIX Swiss Exchange.

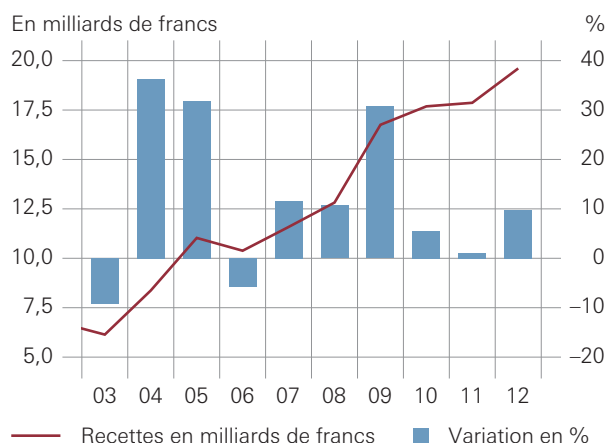
SERVICES À CONTENU TECHNOLOGIQUE

Dans les échanges avec l'étranger de services à contenu technologique, les droits versés pour l'utilisation de licences et de brevets sont déterminants. Il s'agit pour l'essentiel de paiements au sein de groupes. Les recettes et les dépenses au titre de ces services ont beaucoup progressé entre 2003 et 2011, notamment en raison de l'arrivée de multinationales en Suisse. Depuis 2004, les dépenses ont eu tendance à augmenter plus fortement que les recettes, ce qui réduit le solde actif. En 2007, un solde passif a été enregistré pour la première fois. L'évolution des dépenses pourrait s'expliquer en partie par le transfert à l'étranger d'activités de recherche et développement.

Tant les recettes tirées des droits versés pour l'utilisation de licences et de brevets que les dépenses correspondantes ont nettement progressé durant l'exercice sous revue (respectivement +10% pour s'établir à 19 milliards de francs et +14% pour s'inscrire à 22 milliards). Le solde passif était donc de 3 milliards de francs.

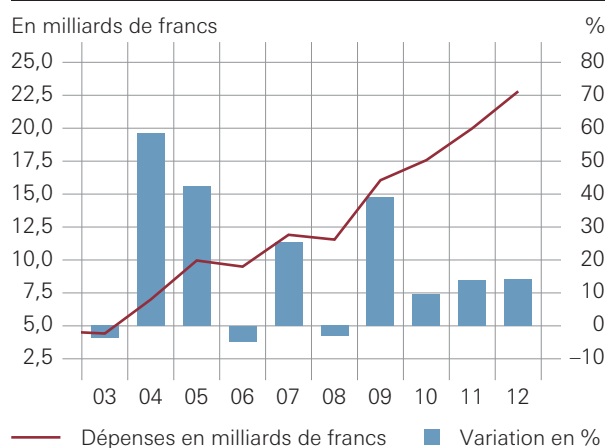
Graphique 20

SERVICES À CONTENU TECHNOLOGIQUE, RECETTES



Graphique 21

SERVICES À CONTENU TECHNOLOGIQUE, DÉPENSES



REVENUS DU TRAVAIL

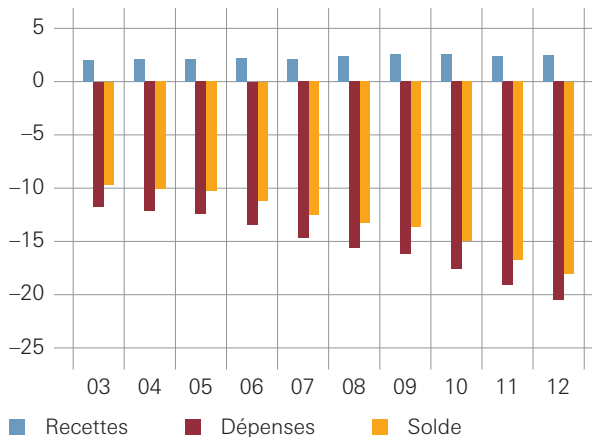
Dans les revenus du travail qui proviennent de l'étranger, les recettes comprennent principalement les salaires versés aux personnes ayant leur domicile en Suisse et y travaillant pour des organisations internationales. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, par conséquent, comme non-résidentes. Dans les dépenses au titre des revenus du travail, les salaires versés aux frontaliers étrangers jouent un rôle déterminant. Entre 2003 et 2011, les recettes au titre des revenus du travail provenant de l'étranger avoisinaient les 2 milliards de francs. Le nombre de frontaliers étrangers ayant passé de 167 000 à 248 000 durant cette période, les salaires versés à l'étranger (dépenses) ont crû en proportion (19 milliards de francs en 2011, contre 12 milliards en 2003). Cette progression s'explique par la conjoncture en Suisse et par la libre circulation des personnes dans le cadre des Accords bilatéraux conclus avec l'UE.

En 2012, les sommes versées à l'étranger au titre des revenus du travail ont augmenté de 7%, passant à 20 milliards de francs. Le nombre de frontaliers étrangers a de nouveau sensiblement progressé (+17 000), du fait de l'évolution conjoncturelle favorable. Les revenus du travail provenant de l'étranger sont restés stables (2 milliards de francs). Le solde passif des revenus du travail s'est ainsi accru de 1 milliard et s'inscrivait à 18 milliards de francs.

Graphique 22

REVENUS DU TRAVAIL

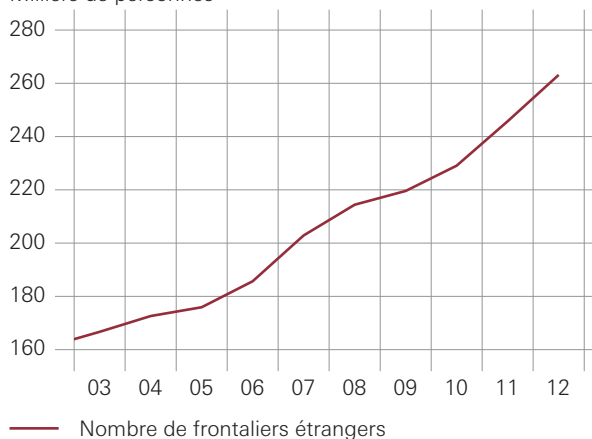
En milliards de francs



Graphique 23

FRONTALIERS

Milliers de personnes



Source: OFS.

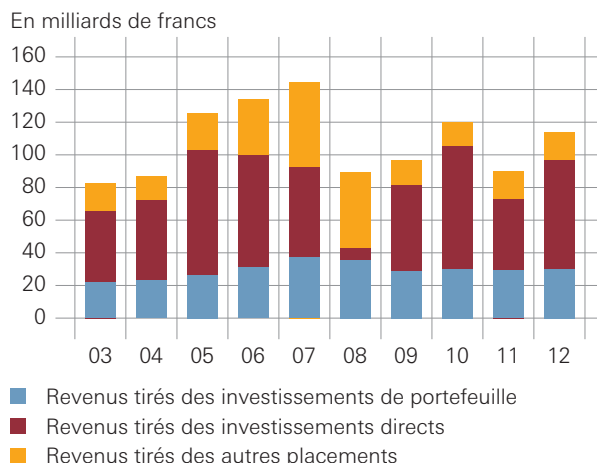
REVENUS DE CAPITAUX

L'évolution des recettes tirées des placements de capitaux suisses à l'étranger et des dépenses liées aux placements de capitaux étrangers en Suisse dépend du volume des fonds investis, du niveau des taux d'intérêt et des résultats des entreprises. Les revenus provenant des investissements directs sont généralement déterminants pour cette évolution. Dans l'ensemble, les recettes tirées des placements de capitaux à l'étranger ont passé de 82 milliards de francs en 2003 à 145 milliards en 2007. En 2008, elles ont reculé à 89 milliards, pour remonter à 120 milliards en 2010. En 2011, elles se sont repliées à 90 milliards, essentiellement en raison de la baisse des revenus tirés des investissements directs des sociétés financières et holdings. Les dépenses liées aux placements étrangers en Suisse ont passé de 40 milliards de francs en 2003 à 129 milliards en 2007. Contrairement aux recettes, elles n'ont que légèrement reculé en 2008, mais ont enregistré une forte chute en 2009, passant à 74 milliards, puis à 67 milliards en 2011.

En 2012, les recettes provenant de placements de capitaux suisses à l'étranger ont augmenté de 24 milliards, pour s'établir à 114 milliards de francs. Cette évolution s'explique principalement par les revenus tirés des investissements directs à l'étranger, qui ont augmenté de 23 milliards de francs, pour s'inscrire à 66 milliards. La progression est marquée surtout chez les sociétés financières et holdings. Les revenus découlant des investissements de portefeuille et ceux des autres placements ont eux aussi légèrement augmenté. Quant aux dépenses liées aux placements de capitaux en Suisse, elles se sont accrues de 7 milliards, passant à 74 milliards de francs. Cette progression a été impulsée principalement par les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse. Les revenus découlant des investissements de portefeuille et ceux des autres placements ont eux aussi légèrement augmenté. Au total, le solde actif dans le domaine des revenus de capitaux a progressé de 17 milliards pour s'établir à 40 milliards de francs.

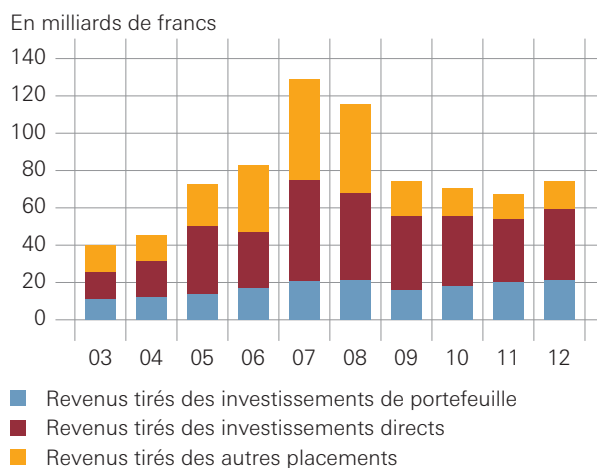
Graphique 24

REVENUS DE CAPITAUX, RECETTES



Graphique 25

REVENUS DE CAPITAUX, DÉPENSES



REVENUS TIRÉS DES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

La structure des investissements en portefeuilles de titres n'est pas la même pour les investisseurs suisses et pour les investisseurs étrangers: les investisseurs suisses détiennent à l'étranger principalement des titres de créance alors que les investisseurs étrangers placent une part importante de leurs fonds en Suisse dans des actions. Cette différence se reflète également dans la composition des recettes et des dépenses liées aux portefeuilles de titres. Le produit des intérêts forme la majeure partie des recettes provenant des placements à l'étranger, tandis que les paiements de dividendes sur des actions suisses sont déterminants pour les dépenses liées aux placements en Suisse.

Le volume des placements suisses en titres d'émetteurs étrangers est nettement plus élevé que celui des placements étrangers en titres d'émetteurs suisses. Par conséquent, les recettes tirées des placements à l'étranger dépassent, en général, les dépenses liées aux placements en Suisse. Contrairement aux dépenses, les recettes sont aussi influencées par l'évolution des cours de change.

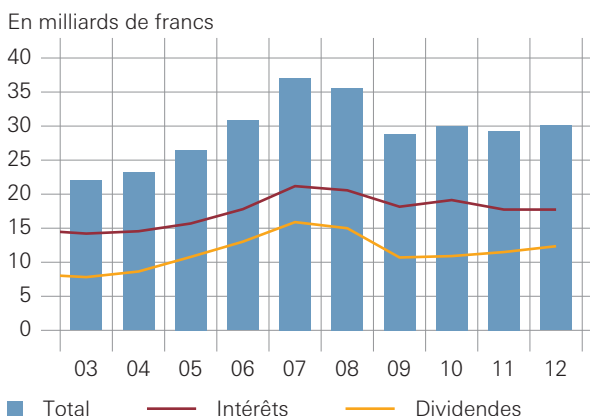
Les recettes s'inscrivaient à 22 milliards de francs en 2003. A partir de 2005, la reprise économique les a amenées à augmenter fortement; elles ont atteint 37 milliards de francs en 2007. La part des dividendes dans les recettes totales a alors passé d'environ un tiers à plus de 40%. La crise financière a conduit, en 2008 et en 2009, à un recul des recettes. Celles-ci se sont redressées en 2010, mais, s'établissant à 30 milliards de francs, elles sont restées bien inférieures au niveau de 2007. Elles ont à nouveau légèrement reculé en 2011. Les dépenses s'inscrivaient, quant à elles, à 11 milliards de francs en 2003. Elles ont ensuite sensiblement augmenté jusqu'en 2008, pour s'établir à 21 milliards de francs. La crise financière ne s'est clairement répercutée sur les dépenses qu'en 2009: elles s'élevaient alors à 16 milliards de francs. Ensuite, elles ont à nouveau progressé pour s'inscrire à 20 milliards de francs en 2011, soit pratiquement à leur niveau d'avant la crise financière. Sur l'ensemble de la période, la part des dividendes dans les dépenses totales a passé d'environ 80% à 90%.

En 2012, les revenus découlant des investissements de portefeuille à l'étranger (recettes) et ceux résultants des investissements de portefeuille en Suisse (dépenses) ont progressé respectivement de 1 milliard de francs. Pour les recettes comme pour les dépenses, cette augmentation s'explique par une hausse du produit des dividendes. Les

Graphique 26

INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE À L'ÉTRANGER

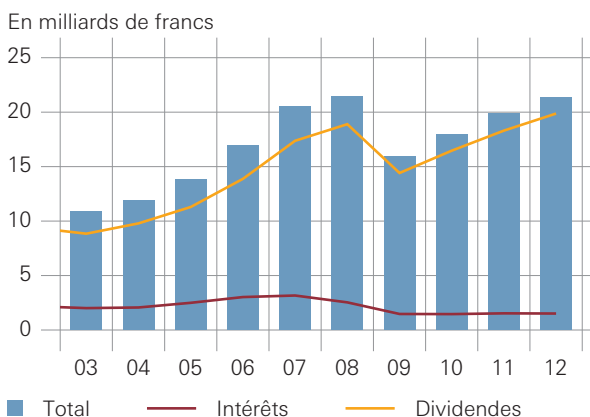
Revenus de capitaux, recettes



Graphique 27

INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE EN SUISSE

Revenus de capitaux, dépenses



revenus résultant des titres de créance sont, quant à eux, restés stables. Les revenus nets se sont inscrits à 9 milliards de francs, comme l'année précédente.

REVENUS TIRÉS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS

DIRECTS

Les revenus au titre des investissements directs constituent le facteur le plus important dans l'évolution du solde de la balance des transactions courantes. Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger étant nettement supérieurs aux stocks d'investissements directs étrangers en Suisse, il en découle généralement un solde actif. En 2008, les pertes des filiales à l'étranger des banques se sont traduites par un niveau exceptionnellement bas des recettes découlant des investissements directs à l'étranger, qui se sont repliées à 7 milliards de francs. En 2005, ces recettes avaient atteint le niveau record de 77 milliards grâce aux revenus élevés des sociétés financières et holdings. Les revenus des autres branches, qui ont évolué de manière plus stable, ont eu un effet compensateur. Si les banques affichaient encore de faibles pertes en 2009, les recettes ont atteint dans l'ensemble 52 milliards de francs, soit pratiquement le niveau de 2007. En 2010, elles se sont inscrites à 75 milliards. En 2011, elles se sont repliées à 44 milliards, essentiellement en raison de la baisse des revenus des sociétés financières et holdings. Ces sociétés ont été déterminantes pour les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses). En 2008, comme les dépenses (46 milliards de francs) demeuraient encore relativement élevées par rapport aux recettes, un solde passif de 39 milliards a été enregistré pour la première fois depuis l'établissement de la balance des transactions courantes. Dès l'année suivante, un solde actif de 13 milliards a toutefois pu être de nouveau dégagé. Il a augmenté en 2010, s'inscrivant à 38 milliards de francs, avant de se replier en 2011, à la suite du fort recul des recettes, pour passer à 10 milliards.

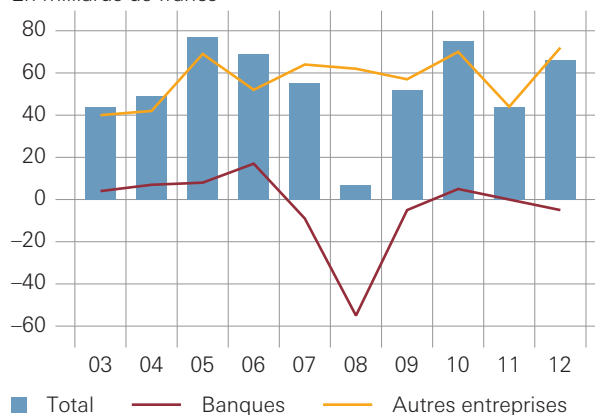
En 2012, les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger (recettes) ont progressé de 23 milliards de francs pour s'établir à 66 milliards. Cette évolution s'explique par l'augmentation des recettes enregistrée surtout par les sociétés financières et holdings, mais aussi par l'industrie. Les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) se sont accrus de 4 milliards pour atteindre 38 milliards de francs. Cette progression est due à celle des recettes des sociétés financières et holdings, ainsi qu'à celle des recettes du groupe de branches *Transports et communications*. Dans l'ensemble, les revenus au titre des investissements directs ont dégagé un solde actif de 28 milliards de francs, contre 10 milliards en 2011.

Graphique 28

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus de capitaux, recettes

En milliards de francs

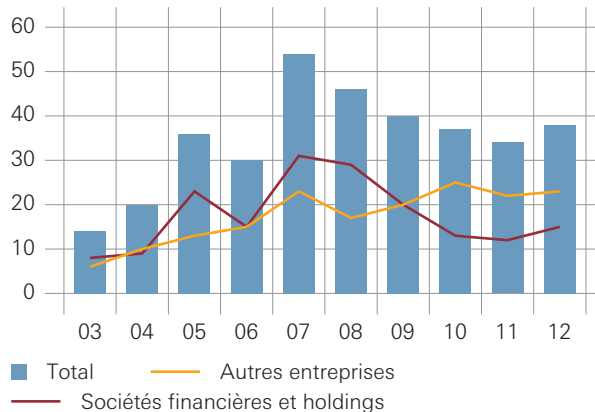


Graphique 29

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus de capitaux, dépenses

En milliards de francs



REVENUS TIRÉS DES AUTRES PLACEMENTS

Entre 2003 et 2011, les opérations d'intérêts des banques ont joué un rôle déterminant dans l'évolution des revenus tirés des autres placements. Depuis 2009, les revenus de la Banque nationale liés aux réserves de devises ont eux aussi exercé une forte influence à cet égard. Les créances sur l'étranger et les engagements envers l'étranger au titre des crédits des banques présentaient de fortes variations, relativement synchrones, qui se sont traduites par d'importantes fluctuations des recettes et des dépenses. Les autres revenus de capitaux englobent également les revenus des opérations de crédit des entreprises, les revenus de capitaux des assurances sur les provisions techniques, les revenus de placements fiduciaires et les modifications des droits des frontaliers étrangers sur les réserves des caisses de pensions. Entre 2003 et 2011, le solde des revenus tirés des autres placements oscillait entre -3 milliards et +2 milliards de francs.

En 2012, les recettes découlant des revenus tirés des autres placements se sont accrues de 1 milliard, atteignant 18 milliards de francs. Cette augmentation s'explique par la hausse des revenus résultant des placements de la Banque nationale et des opérations de crédit des entreprises. Les dépenses liées aux revenus tirés des autres placements ont elles aussi progressé; s'établissant à 15 milliards de francs, elles ont dépassé de 2 milliards leur niveau de l'année précédente. Leur accroissement était imputable à une augmentation des dépenses en rapport avec les opérations de crédit des entreprises et les opérations d'intérêts des banques. En 2012, les revenus tirés des autres placements se sont soldés par un excédent de recettes de 2 milliards de francs.

Graphique 30

REVENUS TIRÉS DES AUTRES PLACEMENTS

En milliards de francs



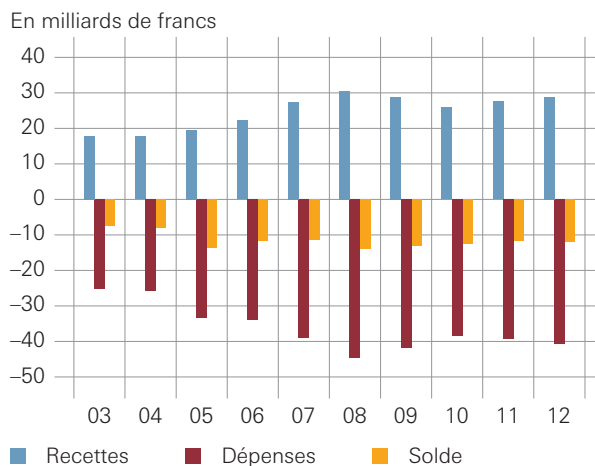
TRANSFERTS COURANTS

L'évolution des transferts courants dépend fortement des compagnies d'assurances (transferts du secteur privé), tant du côté des recettes que de celui des dépenses. Les primes encaissées (sans la part dévolue aux prestations) sont comptabilisées dans les recettes; les montants versés à la suite de sinistres sont pris en compte dans les dépenses. Les virements des immigrés dans leur pays d'origine constituent un autre poste de dépenses important dans les transferts du secteur privé. Les transferts du secteur public comprennent quant à eux les recettes des assurances sociales suisses provenant de l'étranger (cotisations) et les rentes versées à l'étranger. Les recettes et les dépenses du secteur public en font également partie: il s'agit principalement des impôts et des taxes du côté des recettes, et des virements aux organisations internationales du côté des dépenses. En général, les transferts courants affichent un solde passif, qui oscillait entre 8 milliards et 14 milliards de francs durant la période de 2003 à 2011.

En 2012, les transferts courants ont, comme l'année précédente, dégagé un solde passif de 12 milliards de francs. Les recettes, à l'instar des dépenses, ont augmenté de 1 milliard de francs; elles ont atteint 29 milliards de francs et les dépenses, 41 milliards. Du côté des recettes, la progression résulte principalement d'une hausse des primes encaissées par les compagnies d'assurances (transferts du secteur privé). Du côté des dépenses, l'évolution a été déterminée par une augmentation des virements des immigrés dans leur pays d'origine et des dépenses des compagnies d'assurances (transferts du secteur privé). Pour ce qui est des transferts du secteur public, le niveau des recettes et celui des dépenses étaient aussi légèrement supérieurs à ceux de l'année précédente.

Graphique 31

TRANSFERTS COURANTS



MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Ces vingt dernières années, les mouvements de capitaux ont conduit à une exportation de fonds (investissements nets à l'étranger), qui est le pendant du solde traditionnellement actif de la balance suisse des transactions courantes. Ce solde résulte de l'excédent d'épargne de l'économie suisse. Comme l'excédent de recettes de la balance des transactions courantes, le solde des mouvements de capitaux tend à augmenter, mais cette tendance a été interrompue par la crise financière de 2008.

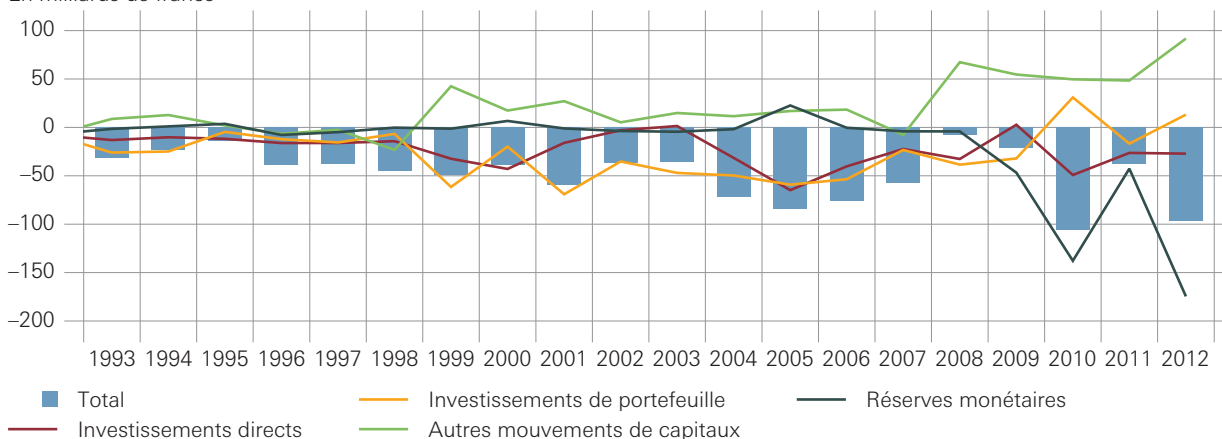
Le solde des mouvements de capitaux découle généralement d'exportations de fonds en vue d'investissements directs et d'investissements de portefeuille. Ces deux catégories d'investissements ont atteint des montants particulièrement élevés dans les années 2005 et 2006, alors que les marchés financiers étaient en plein essor et que la croissance économique était vigoureuse, en Suisse comme à l'étranger. Les *Autres mouvements de capitaux* fluctuent fortement, aussi bien sur le plan du volume que sur celui de la direction des flux. Les opérations transfrontières de crédits et de dépôts des banques commerciales jouent en règle générale un rôle déterminant dans leur évolution. Mais les crédits des entreprises, les opérations fiduciaires ou les crédits de la Banque nationale peuvent parfois prendre une importance considérable. Au cours des vingt dernières années, les réserves monétaires n'ont généralement pas eu une grande influence sur les mouvements de capitaux. Toutefois, un revirement de situation a eu lieu du fait des achats massifs de devises que la Banque nationale a effectués entre 2009 et 2011. Ces trois années-là, les achats de devises ont fortement contribué aux exportations nettes de capitaux.

En 2012 également, les achats de devises de la Banque nationale ont joué un rôle majeur dans les mouvements de capitaux. Les opérations portant sur les réserves monétaires ont débouché sur une exportation de fonds de 175 milliards de francs, contre 43 milliards en 2011. En outre, les flux de capitaux au titre des investissements directs se sont eux aussi soldés par une exportation de fonds (27 milliards de francs, contre 26 milliards en 2011). Les entreprises de l'industrie ont, par leurs investissements dans leurs implantations à l'étranger, contribué en majeure partie à cette exportation nette de capitaux. Par contre, les opérations des banques dans le domaine des crédits et des dépôts ont conduit à une importation de capitaux (58 milliards de francs, contre 49 milliards l'année précédente). De substantielles importations nettes de capitaux ont également résulté des crédits de la Banque nationale (23 milliards de francs) et des investissements de portefeuille (13 milliards). En 2011, ces deux postes s'étaient soldés par des exportations de capitaux de respectivement 9 milliards et 17 milliards de francs. Au total, les mouvements de capitaux ont débouché sur une exportation de fonds de 97 milliards de francs, contre 37 milliards en 2011.

Graphique 32

MOUVEMENTS DE CAPITAUX, SOLDE

En milliards de francs



INVESTISSEMENTS DIRECTS

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Par leurs investissements directs à l'étranger, les entreprises suisses visent principalement à s'implanter sur des marchés. L'accès à des ressources (travail, capital, terrain) est également une incitation décisive. En outre, la situation bénéficiaire des entreprises suisses influe sensiblement sur leur comportement en matière d'investissements. Les investissements directs peuvent être effectués sous forme de capital social (fondation, acquisition, augmentation du capital d'une filiale), de bénéfices réinvestis dans une filiale ou de crédits. On notera également que les investissements directs des sociétés financières et holdings peuvent fluctuer fortement; ces fluctuations sont dues à des facteurs spécifiques à ces sociétés et n'ont souvent aucun lien avec l'évolution générale des investissements directs.

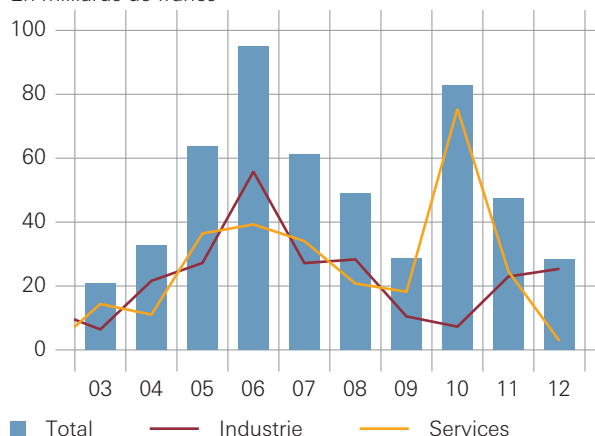
Entre 2003 et 2004, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger sont restées modestes à la suite de l'affaiblissement de la conjoncture et de tensions géopolitiques. Au cours des deux années suivantes, elles se sont vigoureusement accrues et ont atteint, en 2006, leur niveau record, soit 95 milliards de francs, grâce principalement à d'importantes acquisitions effectuées par des entreprises de l'industrie. Dans les années 2007 à 2009, les entreprises suisses ont, du fait de la crise financière, réduit nettement leurs sorties de capitaux au titre des investissements directs. Ce fléchissement a découlé en premier lieu des pertes subies par les banques et les compagnies d'assurances. Les exportations de capitaux ont sensiblement augmenté en 2010, puis reculé tout aussi nettement l'année suivante. Les fluctuations observées ces deux années-là étaient dues en majeure partie aux sociétés financières et holdings. Les pays de l'UE, suivis de ceux de l'Amérique du Nord, ont été les principales destinations des investissements directs suisses; ces deux régions ont bénéficié des deux tiers, voire des trois quarts des flux de capitaux dans ce domaine. Depuis le milieu de la précédente décennie, les entreprises suisses ont mis davantage l'accent sur les pays d'Asie et d'Amérique centrale et du Sud.

En 2012, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 28 milliards de francs. D'une année à l'autre, elles ont diminué de 20 milliards de francs. Cette évolution a découlé des entreprises de services, qui ont investi 3 milliards de francs à l'étranger, contre 25 milliards en 2011. Ce recul est dû en partie aux sociétés financières et holdings, qui ont rapatrié 9 milliards de francs de l'étranger, alors qu'elles

Graphique 33

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

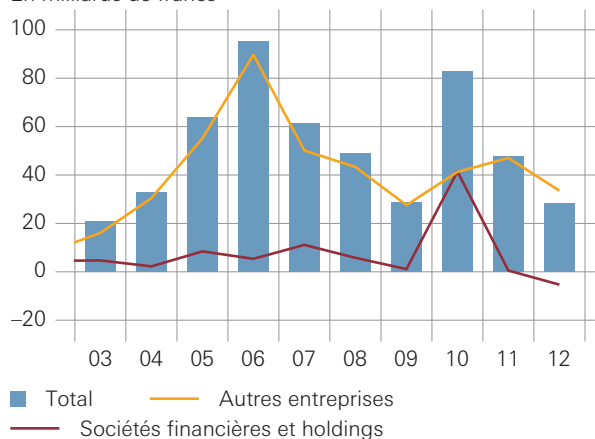
En milliards de francs



Graphique 34

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

En milliards de francs



y avaient investi 1 milliard en 2011. En outre, les entreprises du commerce et les compagnies d'assurances ont elles aussi investi nettement moins qu'en 2011. En revanche, les exportations de capitaux des banques se sont nettement accrues. Elles ont porté sur 5 milliards de francs, contre 1 milliard l'année précédente. Les banques ont surtout renforcé les fonds propres de leurs filiales à l'étranger.

Contrairement au secteur des services, les entreprises de l'industrie ont investi à l'étranger un peu plus qu'en 2011. Leurs exportations de capitaux ont augmenté de 2 milliards pour s'établir à 25 milliards de francs. La progression a découlé principalement du groupe de branches *Métallurgie et machines*. Les entreprises de ce groupe ont exporté des capitaux pour 3 milliards de francs, alors qu'elles avaient effectué des désinvestissements à hauteur de

8 milliards l'année précédente. Les flux de capitaux des autres branches de l'industrie ont par contre stagné ou diminué. Ainsi, le groupe de branches *Autres industries et construction* a investi 4 milliards de francs à l'étranger, soit nettement moins qu'en 2011 (10 milliards). Le groupe de branches *Chimie et plastique* a lui aussi réduit ses exportations de capitaux, qui ont passé de 16 milliards de francs en 2011 à 12 milliards l'année suivante. Il est cependant resté, et de loin, le plus gros investisseur de l'industrie.

Une fois encore, les entreprises suisses ont investi majoritairement outre-mer. Un tiers de leurs sorties de capitaux est allé vers l'Asie (11 milliards de francs), un autre tiers a bénéficié aux pays d'Amérique centrale et du Sud (11 milliards également), et le dernier tiers a été investi en Europe (12 milliards). Parmi les pays d'Amérique centrale et du Sud, les principaux bénéficiaires ont été le Brésil (4 milliards de francs) et les centres financiers offshore de cette région (5 milliards). Du côté de l'Asie, les entreprises suisses ont investi notamment 5 milliards de francs à Singapour, 4 milliards à Hong Kong et 2 milliards en Chine. Par contre, elles ont rapatrié 5 milliards de francs des Etats-Unis et 4 milliards d'Australie. En 2011, ces deux pays avaient bénéficié d'afflux de fonds atteignant respectivement 11 milliards et 5 milliards de francs. Ces rapatriements ont découlé d'opérations portant sur des crédits au sein de groupes.

Les investissements directs au Royaume-Uni (28 milliards de francs) ont joué un rôle prépondérant dans les flux de capitaux vers les pays de l'UE. Ce montant élevé a découlé surtout de restructurations au sein de grands groupes. Par contre, des désinvestissements ont été effectués dans d'autres pays qui, au sein de l'UE, sont importants pour les investissements directs suisses. Les rapatriements les plus élevés ont concerné les filiales aux Pays-Bas (-15 milliards de francs) et au Luxembourg (-6 milliards), deux pays abritant de nombreuses sociétés holdings. Mais les entreprises suisses ont également désinvesti en Espagne (-1 milliard de francs) et en Allemagne (-1 milliard également). Au total, elles ont investi 10 milliards de francs dans les pays de l'UE, contre 9 milliards en 2011.

INVESTISSEMENTS DIRECTS

En milliards de francs

Tableau 3

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Investissements directs suisses à l'étranger | 49.1 | 28.7 | 82.7 | 47.6 | 28.2 |
| Capital social | 48.6 | 8.4 | 22.1 | 12.1 | 15.2 |
| Bénéfices réinvestis | -25.9 | 27.6 | 36.0 | 7.8 | 22.5 |
| Crédits | 26.4 | -7.3 | 24.6 | 27.6 | -9.5 |
| Investissements directs étrangers en Suisse | 16.5 | 31.4 | 33.5 | 21.2 | 1.1 |
| Capital social | -0.8 | 19.9 | 8.2 | 2.4 | -15.8 |
| Bénéfices réinvestis | -1.4 | 26.0 | 10.5 | 11.9 | 11.3 |
| Crédits | 18.7 | -14.5 | 14.8 | 7.0 | 5.7 |

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

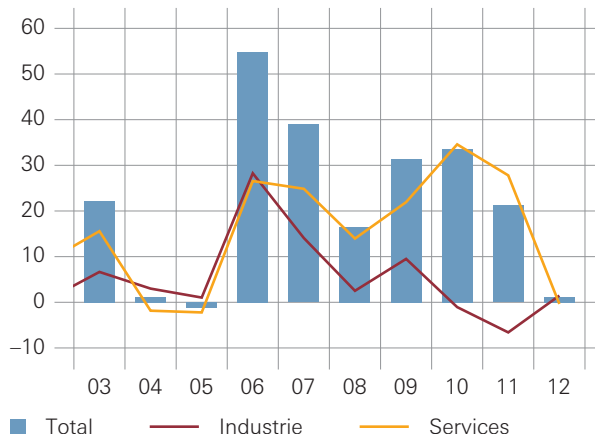
Au cours des dix dernières années, les opérations des sociétés financières et holdings ont fortement influé sur les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse. Après avoir relativement peu investi en Suisse au début des années 2000, puis presque plus en 2004, les entreprises étrangères ont même rapatrié des fonds en 2005. L'évolution observée en 2004 et en 2005 est due à des rapatriements de capitaux effectués par les sociétés financières et holdings, leurs investisseurs ayant voulu tirer profit d'une amnistie fiscale, limitée dans le temps, aux Etats-Unis. En 2006, les investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 55 milliards de francs, un montant record. Tant les entreprises de l'industrie que celles des services ont contribué à ce record. Les flux de capitaux vers la Suisse ont ensuite fléchi, passant à 40 milliards de francs en 2007, puis à 16 milliards en 2008, année qui a été marquée par la crise. Ils ont de nouveau augmenté en 2009 pour atteindre 31 milliards de francs, puis ont porté sur 34 milliards en 2010. Ces deux années-là, les sociétés financières et holdings ont été les principales bénéficiaires des flux de capitaux. En 2011, les investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 21 milliards de francs, soit un montant relativement peu élevé, car les acquisitions et augmentations de capital n'ont pas été très importantes. Les investissements étrangers en Suisse sont venus surtout de l'UE et de l'Amérique du Nord. Des transferts, parfois substantiels, ont été enregistrés entre ces deux régions du fait de modifications dans la structure de groupes étrangers.

En 2012, les importations de capitaux en vue d'investissements directs en Suisse se sont établies à 1 milliard de francs seulement. Un montant aussi faible n'avait plus été observé depuis sept ans. En 2011, les entreprises étrangères avaient investi 21 milliards de francs en Suisse. Ce recul est dû principalement à la composante *Capital social*. Après avoir augmenté en 2011 de 2 milliards le capital social de leurs filiales en Suisse, les investisseurs étrangers l'ont réduit en rapatriant 16 milliards de francs. Les opérations portant sur des crédits au sein de groupes ont débouché sur une importation de capitaux de 6 milliards de francs, soit un montant légèrement inférieur à celui de l'année précédente (7 milliards). De même, les bénéfices réinvestis ont diminué, passant de 12 milliards à 11 milliards de francs d'une année à l'autre.

Graphique 35

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

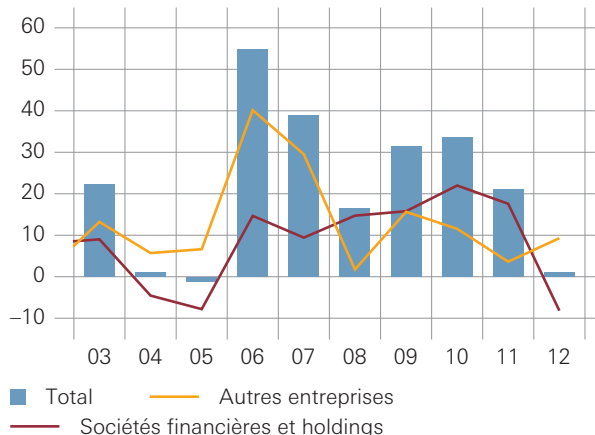
En milliards de francs



Graphique 36

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

En milliards de francs



Les entreprises du groupe de branches *Transports et communications*, qui ont reçu un afflux de fonds de 5 milliards de francs, ont été les principales bénéficiaires des investissements directs étrangers. L'afflux de fonds a été également élevé dans les entreprises du commerce (4 milliards de francs). Par contre, les sociétés financières et holdings et les entreprises des *Autres services* ont enregistré des désinvestissements à hauteur de respectivement 8 milliards et 1 milliard de francs. Quant aux entreprises de l'industrie, elles ont bénéficié d'un afflux de fonds (1 milliard de francs), contrairement aux deux années précédentes. Ces fonds ont été investis principalement dans des entreprises de la métallurgie et des machines. Du côté des autres groupes de branches de l'industrie, les afflux et reflux de fonds se sont approximativement compensés.

Les entreprises établies dans l'UE ont investi 11 milliards de francs en Suisse. Ces fonds sont venus essentiellement des Pays-Bas (7 milliards de francs) et de France (4 milliards). Par contre, les entreprises établies en Belgique ont réduit de 3 milliards de francs leurs investissements directs en Suisse. Mais les désinvestissements les plus importants (–10 milliards de francs) sont dus aux entreprises des pays du reste de l'Europe, en particulier des centres financiers offshore de cette région. Les investissements effectués par les entreprises des autres régions du monde ont été modestes.

INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Dans l'ensemble, les investissements de portefeuille suisses à l'étranger atteignent des montants bien supérieurs à ceux des investissements de portefeuille étrangers en Suisse. Cette caractéristique découle de l'excédent d'épargne que dégage l'économie suisse et du volume relativement restreint des émissions sur le marché intérieur des capitaux.

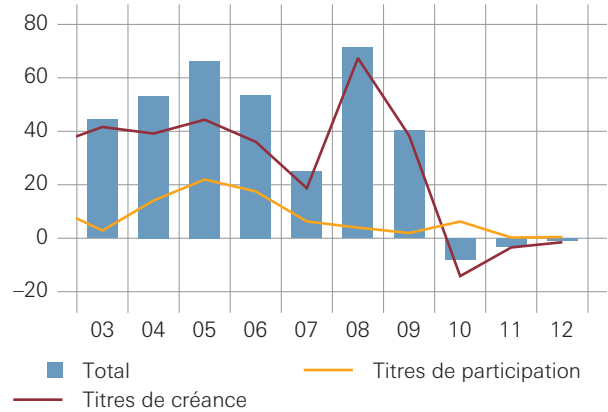
Ces dix dernières années, les investisseurs suisses ont acquis en majorité des titres de créance d'émetteurs étrangers (emprunts obligataires et papiers monétaires). Les placements en titres de participation (actions et parts de placements collectifs) sont généralement restés inférieurs au tiers du total. En 2008, les investissements suisses en titres d'émetteurs étrangers ont atteint un montant particulièrement élevé, soit plus de 70 milliards de francs, à la suite des mesures adoptées pour renforcer le système financier lors de la crise. En 2010 et en 2011, les investisseurs suisses ont, pour la première fois, vendu beaucoup plus de titres d'émetteurs étrangers (titres de créance) qu'ils n'en ont acheté; leurs opérations se sont ainsi soldées par des importations de capitaux de respectivement 8 milliards et 3 milliards de francs.

Contrairement aux investisseurs suisses, les investisseurs étrangers ont marqué une nette préférence pour les actions dans leurs achats de titres d'émetteurs suisses. Au cours des dix dernières années, les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont fortement fluctué. Leur niveau élevé de 2008, soit 33 milliards de francs, a découlé des fonds que les grandes banques suisses se sont procurés en vendant leurs propres actions qu'elles détenaient dans leur portefeuille et en augmentant leur capital par l'émission d'actions. En 2010 également, un montant élevé (23 milliards de francs) a afflué vers la Suisse; mais, contrairement aux années précédentes, les investisseurs étrangers ont alors acquis surtout des papiers monétaires, notamment des Bons émis par la Banque nationale. En 2011 par contre, ils ont rapatrié 20 milliards de francs à la suite de ventes nettes de titres, mais aussi de remboursements et de rachats de papiers monétaires, principalement des Bons émis par la Banque nationale.

Graphique 37

INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE À L'ÉTRANGER

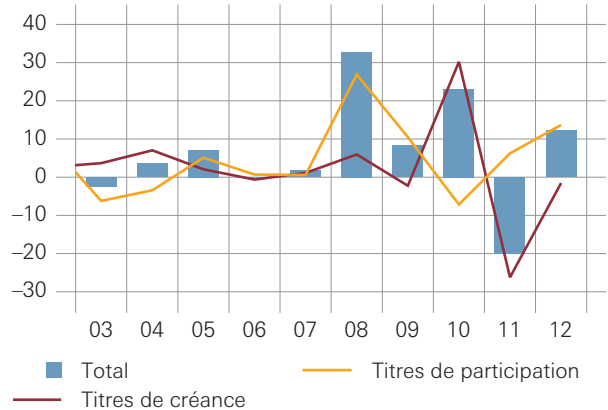
En milliards de francs



Graphique 38

INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE EN SUISSE

En milliards de francs



En 2012, les investisseurs suisses ont vendu davantage de titres d'émetteurs étrangers qu'ils n'en ont acquis (investissements de portefeuille à l'étranger). Il en a découlé une importation de capitaux de 1 milliard de francs. Les deux années précédentes, les opérations effectuées par des résidents sur des titres d'émetteurs étrangers avaient déjà débouché sur des ventes nettes. Du côté des titres de créance, les investisseurs suisses ont, en 2012, vendu des obligations pour 3 milliards de francs et acquis des papiers monétaires pour 1 milliard. Leurs ventes ont porté sur des titres libellés en francs et en euros, et leurs achats se sont concentrés surtout sur des titres en dollars des Etats-Unis. Du côté des titres de participation, des parts de placements collectifs ont été vendues pour 3 milliards de francs, mais des actions ont été acquises à hauteur de 4 milliards. Les ventes ont concerné surtout des titres en euros, tandis que les investissements ont été effectués dans les autres monnaies.

Les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont débouché sur une importation de capitaux de 12 milliards de francs en 2012. Les investisseurs étrangers ont placé 14 milliards de francs en titres de participation d'émetteurs suisses. Ils ont investi 12 milliards de francs en actions et 2 milliards en parts de placements collectifs. Simultanément, ils ont vendu des papiers monétaires pour 1 milliard de francs. Les fonds ont été placés principalement en titres libellés en francs et en dollars des Etats-Unis, alors que des titres en euros ont été vendus.

PRODUITS DÉRIVÉS ET STRUCTURÉS

Les achats et ventes de produits dérivés et structurés et les paiements nets effectués et reçus en rapport avec ces produits entrent sous ce poste. Les produits dérivés sont des contrats portant sur des opérations à terme, dont la valeur varie en fonction d'une ou de plusieurs variables (sous-jacents). Les paiements nets effectués et reçus en rapport avec des dérivés des entreprises et des compagnies d'assurances sont recensés; les dérivés des banques ne sont toutefois pas pris en considération. Les produits structurés sont des créances combinant deux ou plusieurs instruments financiers: placements de base (actions, obligations, etc.) et dérivés. Les certificats qui ne font que reproduire l'évolution du cours d'un sous-jacent entrent également dans les produits structurés.

Ce poste figure dans la balance des paiements depuis 2006. Les opérations sur produits dérivés ont fortement augmenté, en 2008, du fait surtout d'une extension du cercle des participants à l'enquête. Elles ont reculé d'environ deux tiers en 2009 et sont restées approximativement à un niveau inchangé les deux années suivantes. Dans le domaine des produits structurés, les opérations se sont maintenues à un bas niveau depuis 2006.

En 2012 comme l'année précédente, ce poste s'est soldé par une importation de capitaux de 5 milliards de francs. Les fonds ainsi importés ont découlé des ventes de produits structurés d'émetteurs étrangers par des investisseurs suisses et d'afflux de fonds dans le domaine des produits dérivés.

PRODUITS DÉRIVÉS ET STRUCTURÉS¹

En milliards de francs

Tableau 4

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|------------|-------------|-------------|------------|------------|
| Produits dérivés | | | | | |
| Paiements nets à l'étranger | -58.8 | -20.2 | -23.0 | -25.5 | -36.0 |
| Paiements nets de l'étranger | 62.8 | 18.6 | 22.7 | 26.0 | 37.5 |
| Solde | 4.0 | -1.7 | -0.3 | 0.5 | 1.5 |
| Produits structurés | | | | | |
| Investissements suisses dans des produits d'émetteurs étrangers | 8.5 | 0.7 | 0.3 | 3.8 | 3.5 |
| Investissements étrangers dans des produits d'émetteurs suisses | -5.1 | 3.5 | 1.2 | 0.2 | 0.0 |
| Solde | 3.3 | 4.2 | 1.6 | 4.0 | 3.5 |
| Produits dérivés et structurés, solde | 7.4 | 2.5 | 1.3 | 4.5 | 5.0 |

¹ Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

AUTRES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

CRÉDITS DES BANQUES COMMERCIALES

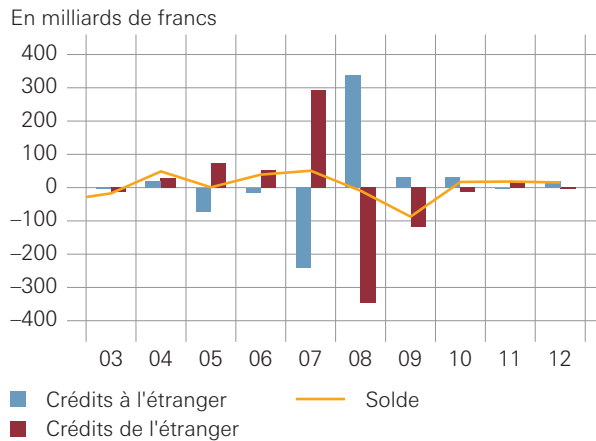
Les mouvements de capitaux des banques commerciales portent sur les opérations de crédits et de dépôts avec des banques et la clientèle à l'étranger. Les opérations interbancaires y jouent un rôle prépondérant. Les opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger ne constituent généralement qu'une faible part de l'ensemble de ces mouvements de capitaux. Les banques ont importé des capitaux au cours des dix dernières années, sauf en 2003. Entre 2003 et 2006, ces opérations se sont maintenues à un niveau relativement bas. En 2007, les banques ont massivement accru leurs crédits à l'étranger (exportations de capitaux) et leurs crédits de l'étranger (importations de capitaux). En 2008, étant donné la crise financière, elles ont fortement réduit leurs crédits à l'étranger et leurs crédits de l'étranger, ce qui a entraîné une inversion des flux de capitaux. Ce repli a continué au cours des deux années suivantes. Ainsi, les créances et les engagements découlant des opérations interbancaires transfrontières ont reculé de plus de la moitié depuis 2007. En 2011, les créances et les engagements résultant des opérations interbancaires ont de nouveau augmenté. Dans le domaine des opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger, les années 2008 et, surtout, 2009 ont été marquées par de fortes évolutions. La clientèle à l'étranger a en effet diminué ses placements fiduciaires à l'étranger pour accroître ses dépôts dans des banques en Suisse. Ces remaniements ont entraîné, en 2009, une importation de capitaux à hauteur de 130 milliards de francs. Les opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger se sont soldées par une exportation de capitaux de 3 milliards de francs en 2010 et par une importation de capitaux de 31 milliards l'année suivante.

Dans les opérations de crédits et de dépôts avec des banques et la clientèle à l'étranger, les banques ont importé des capitaux pour un montant net de 58 milliards de francs en 2012 (49 milliards l'année précédente). Cette importation de capitaux a résulté, à hauteur de 42 milliards de francs, des opérations avec la clientèle. Les banques ont reçu des dépôts de la clientèle à l'étranger pour 60 milliards de francs (engagements) et accordé des crédits pour 18 milliards (créances). Quant aux opérations interbancaires, elles se sont soldées par une importation de capitaux de 15 milliards de francs, les banques ayant réduit de 19 milliards leurs créances et de 4 milliards leurs engagements.

Graphique 39

CRÉDITS DES BANQUES COMMERCIALES

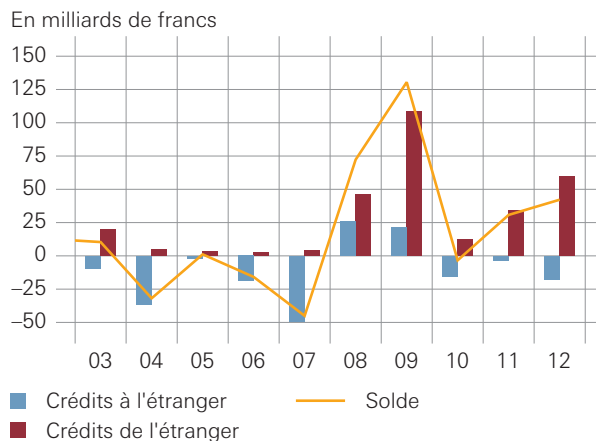
Opérations interbancaires



Graphique 40

CRÉDITS DES BANQUES COMMERCIALES

Opérations avec la clientèle



CRÉDITS DES ENTREPRISES

Ce poste regroupe divers éléments. Les flux financiers des entreprises, hors investissements directs et investissements de portefeuille, y sont recensés. Une partie de ces flux découle des capitaux que les entreprises suisses placent dans des banques à l'étranger ou recueillent auprès de telles banques. Les opérations effectuées au sein de groupes par les sociétés financières (crédits, hors investissements directs) revêtent elles aussi une grande importance. Ce poste comprend également des créances et engagements résultant des opérations transfrontières des compagnies d'assurances.

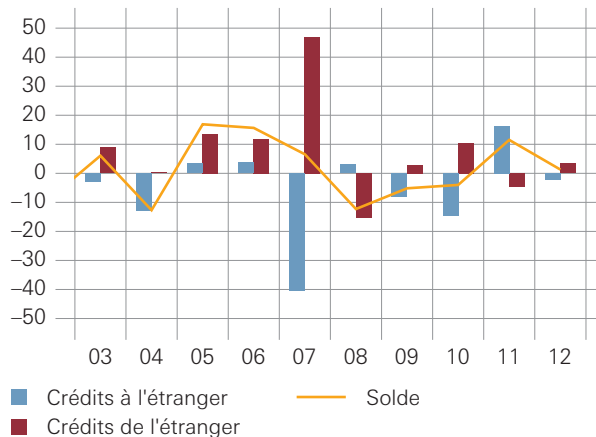
A l'exception de l'année 2007, les flux de capitaux au titre des crédits des entreprises ont porté sur des montants plutôt faibles. Les fortes exportations et importations de capitaux de 2007 ont été effectuées principalement par les sociétés financières et holdings et les entreprises du commerce.

En 2012, les entreprises établies en Suisse ont accordé des crédits à l'étranger pour un montant net de 2 milliards de francs (créances); simultanément, elles ont pris des crédits à l'étranger pour un montant net de 3 milliards de francs (engagements). Ainsi, elles ont au total importé des capitaux pour 1 milliard de francs, contre 12 milliards en 2011. Les créances sur l'étranger ont progressé en particulier dans les sociétés financières et holdings, mais ont diminué dans les entreprises du commerce et dans celles de la chimie et du plastique. Quant à l'accroissement des engagements envers l'étranger, il est dû surtout aux sociétés financières et holdings et aux compagnies d'assurances. Les entreprises du commerce ont réduit non seulement leurs créances sur l'étranger, mais aussi leurs engagements envers l'étranger.

Graphique 41

CRÉDITS DES ENTREPRISES

En milliards de francs



CRÉDITS DE LA BANQUE NATIONALE

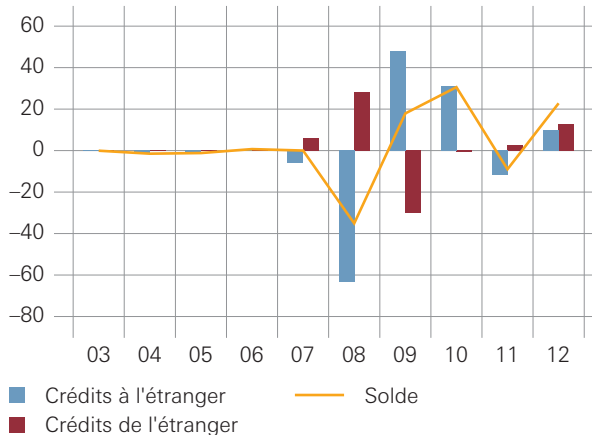
Les crédits de la Banque nationale englobent les créances et engagements en rapport avec les swaps et les pensions de titres, mais aussi d'autres créances et engagements (hors réserves monétaires) vis-à-vis d'instituts d'émission et de banques commerciales à l'étranger. Jusqu'en 2006, de telles opérations ont porté sur de faibles montants. Dans la seconde moitié de 2007 et, surtout, en 2008, la Banque nationale a, du fait de la crise financière, approvisionné généreusement les marchés en liquidités par des swaps et des pensions de titres. Elle a ainsi exporté des capitaux pour des montants élevés. Dans les années 2009 et 2010, le volume des swaps et des pensions de titres a été réduit, d'où des importations nettes de capitaux. En 2011, les crédits de la Banque nationale ont de nouveau débouché sur une exportation de capitaux.

En 2012, la Banque nationale a réduit ses créances sur l'étranger et accru ses engagements envers des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger. Au total, elle a ainsi importé des capitaux à hauteur de 23 milliards de francs, alors qu'elle en avait exporté pour 9 milliards l'année précédente.

Graphique 42

CRÉDITS DE LA BANQUE NATIONALE

En milliards de francs



AUTRES INVESTISSEMENTS

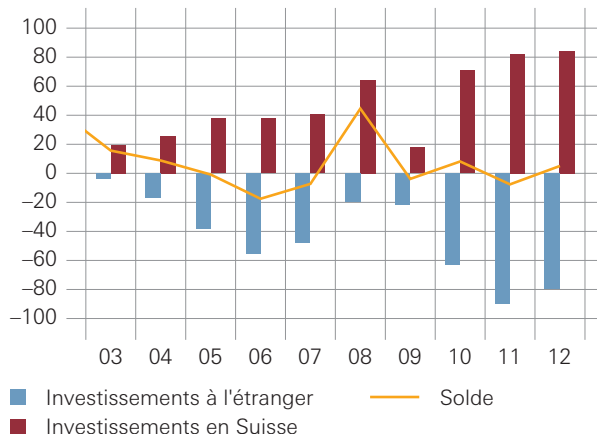
Ce poste regroupe divers éléments – investissements suisses à l'étranger et investissements étrangers en Suisse – qui ne peuvent être attribués à aucune autre catégorie de mouvements de capitaux. Les fonds fiduciaires qui sont placés à l'étranger pour le compte de résidents (créances) et ceux qui sont placés en Suisse pour le compte de non-résidents (engagements) y figurent. Les importations de métaux précieux (exportations de capitaux) et les exportations de tels métaux (importations de capitaux) sont elles aussi comptabilisées sous ce poste. En outre, divers autres éléments qui ne peuvent être rangés clairement dans une catégorie déterminée de mouvements de capitaux sont pris en compte ici. Au cours des dix dernières années, les importations et exportations de métaux précieux se sont fortement accrues à la suite surtout de hausses de prix. Les faibles montants sur lesquels les investissements à l'étranger ont porté au début et à la fin de la précédente décennie sont dus principalement aux résidents qui ont réduit leurs créances sous forme de placements fiduciaires à l'étranger. Entre 2003 et 2011, les autres investissements se sont soldés le plus souvent par des importations de capitaux.

Dans les échanges de métaux précieux avec l'étranger, les importations se sont établies, en 2012, à un montant inférieur à celui de l'année précédente, tandis que les exportations ont augmenté. Ces opérations ont débouché sur une exportation de capitaux de 6 milliards de francs (17 milliards en 2011). Les autres composantes de ce poste ont entraîné une importation nette de capitaux de 12 milliards de francs. Au total, les autres investissements se sont soldés par une importation de capitaux de 5 milliards de francs, alors qu'une exportation nette de capitaux de 7 milliards avait été enregistrée l'année précédente.

Graphique 43

AUTRES INVESTISSEMENTS

En milliards de francs



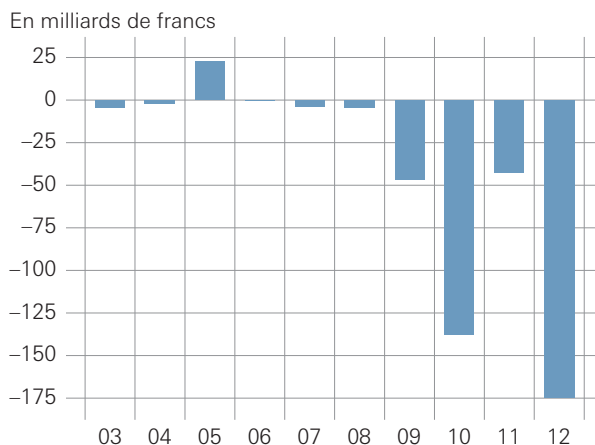
RÉSERVES MONÉTAIRES

Les réserves monétaires sont constituées principalement d'or et de placements de devises. En 2005, le produit des ventes d'or de la Banque nationale a été attribué à la Confédération et aux cantons. Ces opérations ont entraîné une diminution des réserves monétaires. A partir de 2009, la Banque nationale a effectué de substantiels achats de devises, d'où de fortes exportations de capitaux et des accroissements importants des réserves monétaires.

Mesurées aux transactions effectuées, les réserves monétaires ont augmenté de 175 milliards de francs en 2012, après avoir progressé de 43 milliards l'année précédente.

Graphique 44

RÉSERVES MONÉTAIRES



Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

ERREURS ET OMISSIONS NETTES

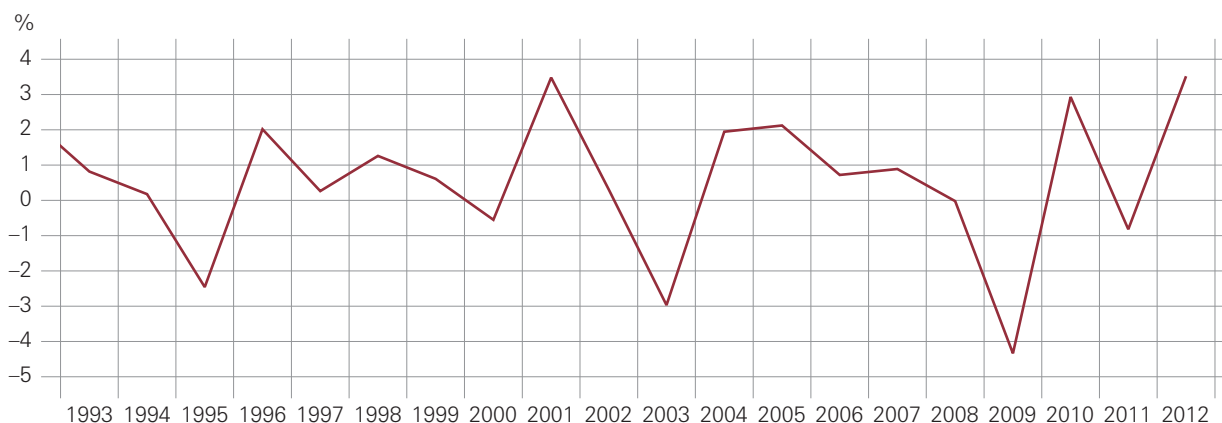
En théorie, la balance des paiements devrait être équilibrée, puisqu'elle est dressée selon le système d'enregistrement en partie double. Toutes les transactions sont en effet comptabilisées une fois du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et une fois du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Dans la pratique cependant, on constate une différence entre le total des recettes et le total des dépenses, différence qui est due à des lacunes et à des erreurs dans les relevés statistiques. Si, par exemple, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais que le flux financier correspondant n'est pas enregistré, le montant manquant apparaît dans les erreurs et omissions nettes.

Au cours des vingt dernières années, ce poste s'est soldé plus souvent par des valeurs positives que par des valeurs négatives. Une valeur positive indique soit une sous-estimation des recettes de la balance des transactions courantes ou des importations de capitaux, soit une surestimation des dépenses de la balance des transactions courantes ou des exportations de capitaux.

En 2012, les erreurs et omissions nettes se sont établies à 32 milliards de francs. Ce montant représente 3,5% de l'ensemble des transactions enregistrées dans la balance des paiements.

Graphique 45

ERREURS ET OMISSIONS NETTES, EN % DU TOTAL DES TRANSACTIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



IMPORTANCE DE LA PLACE FINANCIÈRE DANS LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

INTRODUCTION

La Suisse dispose à Zurich et à Genève de deux places financières d'importance internationale qui réalisent de nombreuses activités avec l'étranger. Certaines d'entre elles se reflètent dans la balance des transactions courantes. Les commentaires suivants décrivent la place financière dans l'optique de cette balance. Ils mettent l'accent sur la contribution correspondante des banques et des assurances avant et après l'éclatement de la crise financière.

OPÉRATIONS DES BANQUES ET DES ASSURANCES AVANT ET DEPUIS LA CRISE FINANCIÈRE

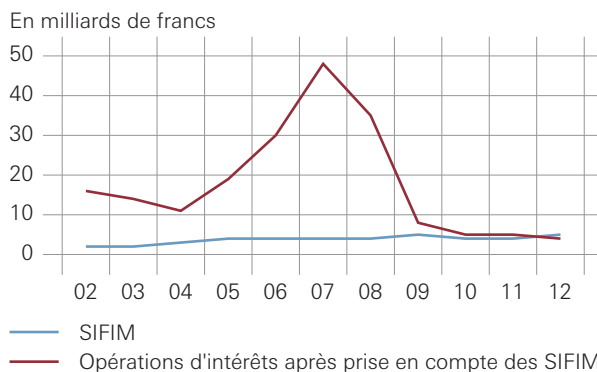
Les banques et les assurances privées (ci-après les assurances) sont des acteurs importants de la place financière suisse du point de vue de la balance des transactions courantes. La clientèle bancaire joue également un rôle dans la balance en question, car les revenus qu'elle tire des titres d'investissements de portefeuille transfrontières y sont recensés. Ces placements étant étroitement liés à l'activité de gestion de fortune des banques, les clients bancaires sont considérés dans le présent texte comme étant eux aussi des acteurs de la place financière suisse.

La balance des transactions courantes illustre certaines opérations à l'étranger de ces acteurs à travers les recettes issues des services, des revenus de capitaux et des transferts courants. Les recettes que les banques, leur clientèle et les assurances retirent de ces activités sont répertoriées dans le tableau 5. Leur représentation diffère cependant de celle de la balance des transactions courantes, car la ventilation est faite par groupe de bénéficiaires. Dans ce tableau, les recettes moyennes des années 2009 à 2012 reflètent la période postérieure à l'éclatement de la crise financière en 2008, tandis que celles des années 2002 à 2007 représentent la période antérieure à la crise. On renonce ci-après à utiliser la mention «moyenne».

Les assurances ont réalisé 9% des recettes totales de la balance des transactions courantes, soit les recettes les plus fortes de la place financière depuis l'éclatement de la crise (voir tableau 5). Les recettes de la clientèle bancaire issue des investissements de portefeuille représentent 6%: il s'agit des intérêts et des dividendes sur des titres d'émetteurs étrangers que la clientèle bancaire résidente a en dépôt dans des banques en Suisse. Ces dernières génèrent, quant à elles, 5% des recettes de la balance des transactions courantes. Avant la crise (2002–2007), elles enregistraient les recettes les plus élevées, avec une part de 12%, devant les assurances (8%).

Graphique 46

RECETTES DES SERVICES D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE DANS LES OPÉRATIONS POUR LA CLIENTÈLE BANCAIRE (SIFIM), RECETTES DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS APRÈS PRISE EN COMPTE DES SIFIM



La baisse des recettes des banques après l'éclatement de la crise financière tient principalement à la faiblesse des taux d'intérêt et au recul massif des opérations interbancaires. Les créances sur l'étranger et les engagements envers l'étranger au titre des crédits des banques ont sensiblement diminué depuis la crise financière. Contrairement aux opérations interbancaires, le volume des crédits accordés à la clientèle à l'étranger n'a que légèrement fléchi sur la même période. Celui des dépôts de la clientèle à l'étranger a même augmenté.

La rémunération des banques pour leurs services liés aux opérations de crédits et de dépôts est évaluée à partir des taux d'intérêt des portefeuilles de crédits et de dépôts de la clientèle. Il s'agit de services que les banques ne facturent pas explicitement à leur clientèle, leur indemnisation étant comprise implicitement dans les taux d'intérêt. La rémunération de ces services (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM) est calculée sur la base d'un modèle en vue d'être prise en compte dans la balance des transactions courantes¹. Depuis 2009, les SIFIM sont relativement stables et leur niveau est supérieur à celui d'avant la crise (voir graphique 46). En revanche, les recettes issues des opérations d'intérêts après prise en compte des SIFIM² ont chuté de manière significative, notamment en raison du recul des opérations interbancaires, passant de 23 milliards de francs par an (2002–2007) à 6 milliards de francs par an (2009–2012): depuis la crise, elles ne représentent plus que 1% des recettes de la balance des transactions courantes, contre 7% auparavant.

¹ Voir l'encadré présentant l'évaluation des SIFIM, page 48.

² Voir l'encadré présentant l'évaluation des opérations d'intérêts après prise en compte des SIFIM, page 49.

RECETTES DES BANQUES, DE LA CLIENTÈLE BANCAIRE ET DES ASSURANCES DANS LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES, EN MILLIARDS DE FRANCS ET EN % DES RECETTES TOTALES DE CELLE-CI

Moyenne des valeurs annuelles 2009–2012 (depuis la crise) et 2002–2007 (avant la crise)

Tableau 5

| | Depuis la crise 2009–2012 | | Avant la crise 2002–2007 | |
|--|------------------------------|------------|-----------------------------|------------|
| | En milliards de francs | En % | En milliards de francs | En % |
| Total des recettes de la balance des transactions courantes | 426.1 | 100 | 354.2 | 100 |
| Recettes des banques | 21.8 | 5 | 44.2 | 12 |
| Services: | 16.1 | 4 | 16.9 | 5 |
| Commissions bancaires (services financiers) | 11.6 | 3 | 13.8 | 4 |
| SIFIM (services financiers) | 4.5 | 1 | 3.1 | 1 |
| Revenus de capitaux: | 5.7 | 1 | 27.3 | 8 |
| Investissements de portefeuille | 0.7 | 0 | 0.6 | 0 |
| Investissements directs | -0.6 | -0.1 | 3.6 | 1 |
| Opérations d'intérêts après prise en compte des SIFIM | 5.5 | 1 | 23.1 | 7 |
| Recettes des clients bancaires | 26.8 | 6 | 25.3 | 7 |
| Revenus de capitaux: | | | | |
| Investissements de portefeuille | 26.4 | 6 | 24.3 | 7 |
| Opérations fiduciaires | 0.4 | 0 | 1.0 | 0 |
| Recettes des assurances | 38.1 | 9 | 27.5 | 8 |
| Services: | | | | |
| Prestations d'assurances* | 5.4 | 1 | 4.8 | 1 |
| Revenus de capitaux: | 11.0 | 3 | 6.5 | 2 |
| Investissements directs | 10.6 | 2 | 6.3 | 2 |
| Autres placements** | 0.4 | 0 | 0.2 | 0 |
| Transferts courants*** | 21.6 | 5 | 16.2 | 5 |

* Part des primes dévolue aux prestations

** Intérêts sur les réserves placées par les assurances à l'étranger

*** Primes sans la part dévolue aux prestations plus règlements de sinistres reçus

La baisse concerne non seulement les recettes provenant des opérations d'intérêts après prise en compte des SIFIM, mais également les commissions bancaires – et donc, pour l'essentiel, les recettes des banques issues de la gestion de fortune – qui ont passé de 14 milliards de francs par an avant la crise à 12 milliards par an après celle-ci. Le graphique 47 montre les commissions bancaires ainsi que les recettes issues de services d'intermédiation financière fournis à la clientèle bancaire (SIFIM) et provenant des assurances (prestations d'assurances³) au fil du temps. Les SIFIM et les prestations d'assurances

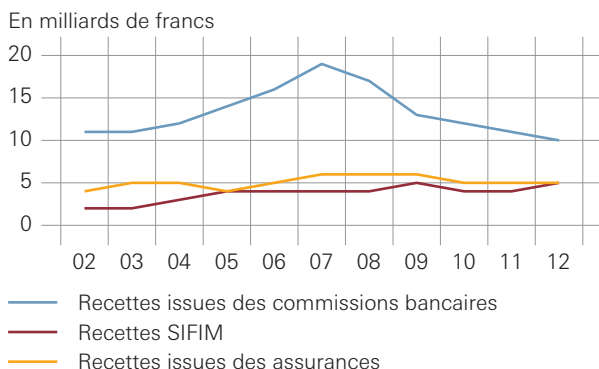
ont progressé entre 2002 et 2012, alors que les recettes issues des commissions bancaires n'ont cessé de diminuer depuis 2007; en 2012, elles étaient même inférieures à leur niveau de 2002.

Après l'éclatement de la crise, les banques ont subi des pertes de 0,6 milliard de francs par an sur leurs participations dans des entreprises (investissements directs) à l'étranger. Avant la crise, ces investissements directs généraient des revenus de 3,6 milliards par an (voir tableau 5). Le graphique 48 montre cependant que les activités des filiales étrangères des banques étaient, dans l'ensemble, déficitaires ces onze dernières années: la somme des pertes dépassait le total des bénéfices. En revanche, les revenus des assurances provenant de leurs investissements directs à l'étranger ont toujours été positifs sur la même période.

3 Les prestations d'assurances représentent la part des primes dévolue aux prestations. Celle-ci fait partie des primes collectées par les assurances, qui sont ainsi rémunérées pour la prise en charge des risques dans la fourniture des prestations et pour les prestations de gestion. Cette part est évaluée d'après les recettes de primes des assurances, car ces dernières ne facturent pas explicitement leurs prestations aux preneurs d'assurance.

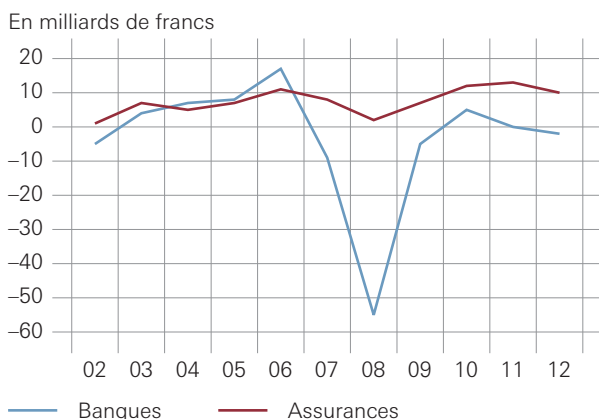
Graphique 47

RECETTES PROVENANT DES COMMISSIONS BANCAIRES, DES SERVICES D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE (SIFIM) ET DES SERVICES D'INTERMÉDIATION EN ASSURANCES



Graphique 48

REVENUS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (FILIALES) À L'ÉTRANGER DES BANQUES ET DES ASSURANCES

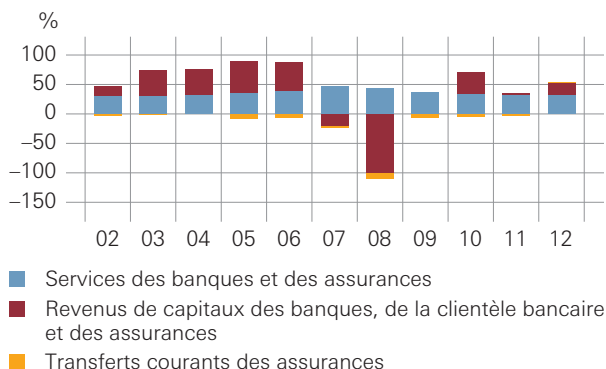


CONTRIBUTION DE LA PLACE FINANCIÈRE À LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES AVANT ET DEPUIS LA CRISE FINANCIÈRE

Les acteurs de la place financière suisse recourent également aux services de banques et d'assurances à l'étranger, ce qui y entraîne des dépenses en faveur de l'étranger. De plus, des investisseurs non résidents effectuent des placements dans des titres suisses et des investissements directs dans des banques et des assurances en Suisse; les revenus réalisés conduisent là aussi à des paiements à l'étranger. Le solde entre les recettes et les dépenses permet de chiffrer la contribution de la place financière au solde actif de la balance des transactions courantes.

Graphique 49

SOLDES DES SERVICES, DES REVENUS DE CAPITAUX ET DES TRANSFERTS COURANTS DE LA PLACE FINANCIÈRE EN % DU SOLDE ACTIF MOYEN DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES DE LA PÉRIODE



L'excédent de recettes de la place financière suisse a contribué de manière déterminante au solde actif de la balance suisse des transactions courantes. Il représentait 62%⁴ de celui-ci dans les années précédant la crise (voir tableau 7), mais uniquement 42%⁵ après celle-ci (voir tableau 6).

Alors que la contribution des revenus de capitaux au solde actif de la balance des transactions courantes a fortement fluctué, celle des services de la place financière est demeurée constante au fil du temps (voir graphique 49). L'excédent des services a toujours représenté environ 30% du solde actif.

4 Voir tableau 7: $(20 + 17,5 - 2) / 57 \times 100 = 62\%$, soit réparti selon les acteurs: banques 31%; clients bancaires 21% et assurances 10%.

5 Voir tableau 6: $(18,9 + 11,7 - 1,8) / 67,5 \times 100 = 42\%$, soit réparti selon les acteurs: banques 17%; clients bancaires 13% et assurances 12%.

CONTRIBUTION DE LA PLACE FINANCIÈRE À LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES DEPUIS LA CRISE

Moyenne des valeurs annuelles 2009–2012 en milliards de francs

Tableau 6

| | Recettes | Dépenses | Solde |
|---|--------------|---------------|-------------|
| Balance des transactions courantes | 426.1 | -358.6 | 67.5 |
| dont: Services des banques et des assurances | 21.6 | -2.7 | 18.9 |
| Services financiers des banques | 16.1 | -1.8 | 14.3 |
| Commissions bancaires | 11.6 | -1.8 | 9.9 |
| SIFIM | 4.5 | | 4.5 |
| Assurances* | 5.4 | -0.9 | 4.5 |
| dont: Revenus de capitaux des banques, des assurances et des clients bancaires | 43.5 | -31.8 | 11.7 |
| Investissements directs | 10.0 | -4.7 | 5.3 |
| Banques | -0.6 | -1.7 | -2.3 |
| Assurances | 10.6 | -2.9 | 7.6 |
| Investissements de portefeuille | 27.2 | -18.3 | 8.9 |
| Banques | 0.7 | | 0.7 |
| Clients bancaires | 26.4 | -18.3 | 8.2 |
| Autres placements | 6.3 | -8.9 | -2.6 |
| Opérations d'intérêts après compensation des SIFIM | 5.5 | -6.5 | -1.0 |
| Activité fiduciaire | 0.4 | | 0.4 |
| Assurances | 0.4 | -2.4 | -2.0 |
| dont: Transferts courants des assurances** | 21.6 | -23.4 | -1.8 |

* Part des primes dévolue aux prestations

** Recettes: recettes de primes sans la part dévolue aux prestations plus règlements de sinistres reçus
Dépenses: paiements de primes sans la part dévolue aux prestations plus règlements de sinistres versés

CONTRIBUTION DE LA PLACE FINANCIÈRE À LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES AVANT LA CRISE

Moyenne des valeurs annuelles 2002–2007 en milliards de francs

Tableau 7

| | Recettes | Dépenses | Solde |
|---|--------------|---------------|-------------|
| Balance des transactions courantes | 354.2 | -297.2 | 57.0 |
| dont: Services des banques et des assurances | 21.7 | -1.7 | 20.0 |
| Services financiers des banques | 16.9 | -1.3 | 15.6 |
| Commissions bancaires | 13.8 | -1.3 | 12.5 |
| SIFIM | 3.1 | | 3.1 |
| Assurances* | 4.8 | -0.3 | 4.4 |
| dont: Revenus de capitaux des banques, des assurances et des clients bancaires | 59.1 | -41.5 | 17.5 |
| Investissements directs | 9.9 | -3.0 | 6.9 |
| Banques | 3.6 | -2.1 | 1.5 |
| Assurances | 6.3 | -0.9 | 5.4 |
| Investissements de portefeuille | 24.8 | -13.4 | 11.4 |
| Banques | 0.6 | | 0.6 |
| Clients bancaires | 24.3 | -13.4 | 10.8 |
| Autres placements | 24.3 | -25.1 | -0.8 |
| Opérations d'intérêts après compensation des SIFIM | 23.1 | -23.3 | -0.2 |
| Activité fiduciaire | 1.0 | | 1.0 |
| Assurances | 0.2 | -1.8 | -1.6 |
| dont: Transferts courants des assurances** | 16.2 | -18.3 | -2.0 |

* Part des primes dévolue aux prestations

** Recettes: recettes de primes sans la part dévolue aux prestations plus règlements de sinistres reçus

Dépenses: paiements de primes sans la part dévolue aux prestations plus règlements de sinistres versés

RÉSUMÉ

Les banques, les assurances et la clientèle bancaire font partie des acteurs de la place financière suisse dans la balance des transactions courantes: certaines opérations des banques et assurances helvétiques avec l'étranger y sont comptabilisées. Cette balance reproduit également les revenus de la clientèle bancaire provenant des titres d'investissements de portefeuille transfrontières, qui sont étroitement liés à l'activité de gestion de fortune des banques.

La place financière suisse continue de jouer un rôle important dans la balance des transactions courantes, même si sa contribution était plus importante avant la crise.

Entre 2009 et 2012, les recettes des banques, des clients bancaires et des assurances représentaient un cinquième des recettes totales de la balance des transactions courantes, contre 27% entre 2002 et 2007. Après l'éclatement de la crise, la contribution de la place financière à la balance des transactions courantes provenant des services, des revenus de capitaux et des transferts courants s'établissait à 42% du solde actif correspondant. Cette part était de 62% avant la crise.

Le poids des acteurs de la place financière avant et après l'éclatement de la crise a changé: les banques réalisaient la plupart des recettes avant la crise; ce sont désormais les assurances. Les recettes de la clientèle bancaire issues des investissements de portefeuille n'ont guère varié au fil du temps (voir tableau 5).

Depuis 2007, les recettes des banques tirées des commissions bancaires – et donc, pour l'essentiel, celles issues de la gestion de fortune – sont en recul constant. Entre 2009 et 2012, les banques ont subi des pertes de 0,6 milliard de francs par an sur les participations à l'étranger. Mais le principal fléchissement de leurs recettes tient aux opérations d'intérêts après prise en compte des SIFIM: ces recettes ont chuté, passant de 23 milliards de francs par an avant la crise à 6 milliards par an après celle-ci, en raison du niveau plus faible des taux d'intérêt et du recul marqué des opérations interbancaires.

EVALUATION DES SIFIM ET DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS APRÈS PRISE EN COMPTE DES SIFIM

SIFIM

Les SIFIM correspondent à la rémunération estimée des banques pour leurs prestations liées aux opérations de crédits et de dépôts de la clientèle. Un taux de référence est fixé pour évaluer⁶ cette rémunération en relation avec l'octroi de crédits et la réception de dépôts par les banques. Il est compris entre les intérêts effectifs que celles-ci appliquent aux crédits et aux dépôts. Il représente les coûts d'opportunité si le prêt était conclu directement entre le prêteur et le preneur de crédit, c'est-à-dire sans banques comme intermédiaires.

La rémunération de la prestation bancaire concernée est évaluée en tant que différence entre les coûts d'opportunité (taux de référence) et les intérêts effectifs des crédits et des dépôts. Lors de l'octroi d'un crédit, elle se calcule en fonction du taux d'intérêt effectif le plus élevé du crédit par rapport au taux de référence que le preneur de crédit est disposé à payer pour les services de la banque (p. ex. montant du crédit selon les besoins du client). Pour les services liés aux opérations de dépôts, elle résulte d'un taux d'intérêt que la banque accorde au client sur ses dépôts, qui est inférieur au taux de référence. Le déposant est disposé à renoncer au montant de cet intérêt pour pouvoir bénéficier des prestations de la banque en relation avec les dépôts (p. ex. disponibilité permanente de fonds grâce aux moyens de paiement électroniques).

La différence entre le taux de référence et les intérêts effectifs des crédits et des dépôts est estimée en fonction des portefeuilles de crédits et de dépôts des banques envers les clients. Les portefeuilles des banques dans les opérations interbancaires ne jouent aucun rôle, car les SIFIM ne s'appliquent qu'aux prestations avec la clientèle. La valeur totale des SIFIM équivaut à la somme de ces deux résultats.

6 Voir à ce sujet «Services financiers. Une nouvelle mesure des services indirectement mesurés», Office fédéral de la statistique, 2007.

OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS APRÈS PRISE EN COMPTE DES SIFIM

Les opérations d'intérêts après prise en compte des SIFIM sont comptabilisées sous les revenus de capitaux. Elles englobent les intérêts tirés des portefeuilles de crédit et de dépôt des clients et ceux provenant des opérations interbancaires.

Les recettes équivalent à la différence entre les recettes d'intérêts effectives sur les crédits aux clients et aux banques et les SIFIM liés aux crédits à la clientèle. Les dépenses correspondent à la somme des dépenses d'intérêts effectives sur les dépôts des clients et des banques plus les SIFIM liés aux dépôts de la clientèle. La différence entre les recettes d'intérêts sur les crédits et les dépenses d'intérêts sur les dépôts est égale au solde d'intérêts après prise en compte des SIFIM.

ADAPTATION DES STATISTIQUES DANS LES DOMAINES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, DE LA POSITION EXTÉRIEURE NETTE ET DES INVESTISSEMENTS DIRECTS AUX NOUVELLES NORMES INTERNATIONALES ET À L'ACCORD BILATÉRAL Y AFFÉRENT AVEC L'UNION EUROPÉENNE

En raison des modifications apportées aux normes statistiques internationales, la Banque nationale suisse (BNS) remanie actuellement les statistiques dans les domaines de la balance des paiements, de la position extérieure nette et des investissements directs. En outre, l'accord bilatéral conclu entre la Suisse et l'Union européenne (UE) en matière de statistiques requiert un développement de ces statistiques, notamment en ce qui concerne la ventilation par pays. Enfin, la BNS profite de l'occasion qui lui est donnée pour procéder à des harmonisations avec les standards en vigueur à l'échelle internationale, mais pas encore mis en œuvre en Suisse.

Le commentaire ci-après traite des normes statistiques révisées et de l'accord bilatéral susmentionné; il fournit par ailleurs des précisions concernant les nouvelles exigences. Les répercussions sur les données et les publications y sont aussi abordées dans les grandes lignes.

NOUVELLES NORMES STATISTIQUES

Les organisations internationales ont révisé les fondements méthodologiques de l'établissement des statistiques dans les domaines de la balance des paiements, de la position extérieure nette et des investissements directs. La norme statistique pour la balance des paiements et la position extérieure nette – à savoir le *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI* – a fait l'objet d'un processus de mise à jour sur plusieurs années, qui a abouti à la publication, en 2009, de la sixième édition du *Manuel* (MBP6). Parallèlement, le manuel de l'OCDE sur les statistiques d'investissement direct a été révisé en collaboration avec le FMI dans le cadre du MBP6 et publié dans sa quatrième édition en 2008 (BD4). Ces deux manuels sont en conformité avec les normes révisées du système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN 2008) et avec le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010).

MOTIFS DE LA RÉVISION DES NORMES STATISTIQUES

La précédente révision du *Manuel de la balance des paiements* remonte à 1993. Depuis, l'avance de la mondialisation et l'évolution de l'industrie financière ont engendré de nombreux phénomènes, qui posent de nouveaux défis à la statistique. Ainsi, la forte augmentation des entités à vocation spéciale

(*Special Purpose Entities* ou SPE) au sein de groupes multinationaux a encore accru la complexité des investissements directs au niveau mondial, et ce au détriment de la pertinence des données. Il fallait en outre aligner les normes du FMI en matière de balance des paiements sur celles du système de comptabilité nationale de l'ONU. Certaines modifications du nouveau *Manuel* ont été apportées dans un souci d'harmonisation des normes afférentes à la balance des paiements avec le SCN 2008. La révision des manuels permet de mieux tenir compte de l'évolution économique à l'étranger et d'améliorer la cohérence des données statistiques.

ACCORD BILATÉRAL EN MATIÈRE DE STATISTIQUES

En 2004, la Suisse a conclu avec l'UE les Accords bilatéraux II portant sur la réglementation de divers domaines, y compris celui des statistiques (accord bilatéral en matière de statistiques). Cet accord concerne les statistiques qui revêtent de l'importance pour la coopération entre les parties contractantes. La statistique de la balance des paiements a été intégrée audit accord en 2011. Ainsi, la Suisse s'est engagée à transmettre, à partir de 2015, des données sur la balance des paiements et sur la position extérieure nette de même que des informations détaillées concernant les échanges de services et les investissements directs, conformément aux exigences de l'UE vis-à-vis d'Eurostat. La plupart des données seront ventilées par pays. (Pour l'instant, une telle ventilation géographique s'applique uniquement dans des cas isolés.)

RÉVISION DES ENQUÊTES DE LA BNS

Du fait des exigences supplémentaires, les enquêtes menées en vue de dresser la balance des transactions courantes sont devenues complètement obsolètes sur le plan conceptuel; elles ont donc été complétées par de nouvelles composantes et données géographiques. Par ailleurs, le cercle des entreprises appelées à participer aux enquêtes a été étendu de façon à recenser toutes les branches importantes du commerce extérieur. Les enquêtes révisées trimestrielles en vue de dresser la balance des transactions courantes ont été introduites en 2012, les enquêtes annuelles, en 2013.

Le concept des enquêtes sur les mouvements de capitaux fait actuellement l'objet d'un remaniement complet. Les modifications concernent d'une part la reprise de nouveautés méthodologiques du MBP6 et du BD4 et, d'autre part, l'extension de la ventilation par pays dans les enquêtes trimestrielles. Le cercle des entreprises devant fournir des données sera maintenu. Les enquêtes révisées sur les mouvements de capitaux seront introduites en 2014 et en 2015.

DÉTAIL DES MODIFICATIONS

Les normes régissant actuellement la balance des paiements resteront inchangées. Le cadre réglementaire a été étendu, ce qui s'est traduit en particulier par une augmentation du nombre des composantes. Ainsi, le degré de précision de la statistique s'accroît. En outre, certains concepts fondamentaux ont été remaniés, ce qui conduit à une présentation différente des données.

Nouveaux libellés

- En allemand, *Ertragsbilanz* deviendra *Leistungsbilanz*. En français, *Balance des transactions courantes* restera en usage.
- L'expression *Services de production manufacturière* se substituera à celle de *Perfectionnement à façon*.
- Le poste *Revenus du travail et de capitaux* se nommera *Revenus primaires*, et le poste *Transferts courants* deviendra *Revenus secondaires*.
- Les *Bénéfices réinvestis* dans la balance des transactions courantes continueront à être désignés ainsi, mais leur écriture de contrepartie dans les mouvements de capitaux sera dénommée *Réinvestissement de bénéfiques*.
- Le solde des transactions courantes et des transferts en capital s'intitulera *Capacité (+)/ besoin (-) de financement*, comme dans les comptes financiers.
- Dans les mouvements de capitaux, les importations de capitaux (opérations au crédit) seront remplacées par *Acquisition nette d'actifs financiers*, et les exportations de capitaux (opérations au débit), par *Accroissement net des passifs*.
- Dans la balance des paiements et la position extérieure nette, les catégories *Investissements directs suisses à l'étranger* et *Investissements directs étrangers en Suisse* disparaîtront en raison des changements décrits dans la section «Nouveaux concepts».
- Le poste *Emprunts obligataires et notes* sera renommé *Titres de créance à long terme*, et le poste *Papiers monétaires* deviendra *Titres de créance à court terme*.

Nouvelle convention pour les signes +/- dans la balance des paiements

- Le signe moins (-) pour les dépenses dans la balance des transactions courantes et les exportations de capitaux (opérations au débit) disparaîtra. Dans la balance des transactions courantes et dans les transferts en capital, les recettes (opérations au crédit) et les dépenses (opérations au débit) seront précédées du signe plus (+).
Dans les mouvements de capitaux, les opérations au débit s'appelleront *Acquisition*

nette d'actifs financiers, et les opérations au crédit, *Accroissement net des passifs*.

L'acquisition nette d'actifs financiers sera précédée du signe plus (+), tout comme l'accroissement net des passifs.

Le signe moins (-) sera utilisé pour les soldes dans la balance des transactions courantes lorsque les dépenses excéderont les recettes.

Dans les mouvements de capitaux, il sera utilisé pour les soldes si l'accroissement net des passifs est supérieur à l'acquisition nette d'actifs financiers.

- Les erreurs et omissions nettes résultent de la différence entre le solde des mouvements de capitaux déduction faite de la capacité/ du besoin de financement (solde de la balance des transactions courantes + solde des transferts en capital).

Nouveaux concepts

- Le concept des investissements directs a été complètement remanié, ce qui a entraîné une série de modifications.
 - L'une d'entre elles porte sur la comptabilisation en termes bruts des mouvements de capitaux et des revenus dans la balance des paiements ainsi que des actifs et des passifs dans la position extérieure. En effet, dans la balance des paiements et dans la position extérieure, les investissements directs seront à l'avenir présentés en termes bruts (par actifs/ passifs), et non plus, comme aujourd'hui, selon le principe directionnel¹.
Actuellement, sous *Investissements directs suisses à l'étranger*, une compensation est effectuée entre les créances des investisseurs directs sur leurs filiales et les engagements de ces investisseurs envers leurs filiales. De même, sous *Investissements directs étrangers en Suisse*, une compensation est effectuée entre les engagements des filiales en Suisse envers leurs investisseurs directs à l'étranger et les créances sur leurs investisseurs directs à l'étranger.
A l'avenir, il y aura deux positions qui s'intituleront *Investissements directs, actifs* et *Investissements directs, passifs*. Les *Investissements directs, actifs* recenseront tous les actifs au sein de groupes que des entreprises domiciliées en Suisse détiennent à l'étranger. Ils engloberont les participations

¹ Dans la statistique des investissements directs, qui est établie séparément de la balance des paiements et de la position extérieure nette, le principe directionnel continuera à s'appliquer. La présentation dans la balance des paiements et la position extérieure nette d'une part, et celle dans la statistique des investissements directs, d'autre part, différeront et ne seront donc plus directement comparables. Toutefois, l'harmonisation de ces statistiques sera possible à l'aide d'informations supplémentaires.

à l'étranger et les créances sur des entreprises du groupe à l'étranger. Sous *Investissements directs, passifs* figureront les participations d'investisseurs étrangers à des entreprises en Suisse ainsi que les engagements envers des entreprises du groupe à l'étranger. Dans les mouvements de capitaux de la balance des paiements, les opérations résultant de ces positions seront désignées respectivement par *Acquisition nette d'actifs financiers* et *Accroissement net des passifs*. Dans les revenus des capitaux (balance des transactions courantes), tous les produits (à encaisser) provenant des actifs seront comptabilisés comme recettes, et tous les produits (à payer) issus des passifs, comme dépenses.

- Par exemple, si un investisseur direct en Suisse a une créance et un engagement vis-à-vis d'une filiale à l'étranger, la créance figurera à l'avenir sous *Actifs*, et l'engagement, sous *Passifs*, alors que, jusque-là, créances et engagements étaient compensés sous *Investissements directs suisses à l'étranger*. Il en va de même pour les produits des intérêts sur ces crédits.

L'adaptation de la présentation des investissements directs dans la balance des paiements et dans la position extérieure engendrera une modification des revenus de capitaux et des flux de fonds ainsi qu'une nette augmentation des stocks d'investissements directs. Par contre, les soldes des mouvements de capitaux, des revenus de capitaux et de la position extérieure nette n'en seront pas modifiés.

- Le calcul du bénéfice se basera uniformément sur le concept du résultat opérationnel. (Jusqu'à présent, la statistique suisse n'avait pas défini de concept.)
- Les crédits que les sociétés d'assurances accordent au sein de leurs groupes seront inclus dans les investissements directs. (Jusque-là, cette position faisait défaut dans la statistique suisse.)
- La ventilation par pays des fonds propres des participations à l'étranger a été adaptée aux normes internationales. A l'avenir, seuls les fonds propres dans le pays de la participation directe seront comptabilisés.
- Le concept de commerce de transit (*merchandising*) a été remanié et harmonisé avec le concept de services de production manufacturière. La production à l'étranger est mentionnée pour la première fois dans le Manuel de la balance des paiements. Son traitement a été adapté aux concepts de commerce de transit et de services de production manufacturière.

- Le commerce de transit dans le cadre duquel les transitaires achètent des marchandises à l'étranger et les y revendent sans qu'elles soient dédouanées dans le pays de résidence figurera dans les marchandises et non plus dans les services. En outre, le solde du commerce de transit ainsi que les recettes et dépenses brutes seront mentionnés. Les dépenses seront enregistrées comme recettes négatives dans les recettes des exportations de marchandises. Le commerce de transit restera, comme il l'est actuellement, une composante autonome.
- La rémunération des services de production manufacturière, poste dans lequel les marchandises sont traitées par un tiers sur mandat et pour le compte du donneur d'ordre, figurera à l'avenir dans la rubrique des services et non plus dans celle des marchandises. Si les marchandises sont achetées et revendues à l'étranger, les charges seront enregistrées comme dépenses dans les services de production manufacturière. Par contre, l'achat et la vente de marchandises doivent être pris en compte dans les échanges de marchandises.

Nouveautés dans les composantes et les contenus

- Dans les investissements directs, les crédits entre sociétés sœurs seront indiqués séparément à l'avenir. Actuellement, ils figurent sous les autres crédits au sein de groupes.
- Les droits de tirage spéciaux attribués par le FMI aux pays membres dans le cadre d'un relèvement des quotes-parts seront considérés comme des engagements et enregistrés en tant qu'accroissement net des passifs de la Banque nationale dans les mouvements de capitaux (autres mouvements de capitaux) et en tant que passifs dans la position extérieure nette.
- En outre, plusieurs des modifications qui ont été apportées aux normes régissant la balance des paiements sont déjà appliquées dans la balance suisse des paiements. Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) dans les opérations de crédits et de dépôts des banques doivent figurer dans les services financiers. De leur côté, les bénéfices réinvestis qui sont tirés des placements collectifs de capitaux sont à comptabiliser, conformément au MBP6, en tant que revenus des investisseurs. Ces réglementations ont été introduites en Suisse il y a un certain temps déjà, et ce à des fins d'harmonisation avec la pratique en vigueur dans l'Union européenne.

Changements dans la classification

- Négoce de métaux précieux sous forme brute
Depuis que la statistique de la balance des paiements est dressée, soit depuis 1985, les échanges de métaux précieux sous forme brute sont comptabilisés dans les mouvements de capitaux. Il s'agit là principalement d'opérations sur or. L'adaptation de la balance des paiements au MBP6 entraînera un changement de classification pour les métaux précieux, qui seront enregistrés non plus dans les mouvements de capitaux, mais sous le poste *Marchandises*.
- Actuellement pris en considération dans les services, le commerce de transit figurera à l'avenir sous *Marchandises*.
- Les services de production manufacturière et les réparations seront recensés dans les services et non plus dans les marchandises.
- Les services de poste et de messagerie seront inclus dans les transports et ne seront plus mentionnés avec les services de télécommunications.
- Les services de télécommunications seront regroupés avec les services informatiques et les services d'information, et ne figureront plus avec les services de poste et de messagerie.
- Les résultats de la recherche et développement – les brevets par exemple – entreront non plus dans les transferts en capital, mais dans les services de recherche et développement. Seuls les achats et ventes de droits patrimoniaux non financiers non produits figureront encore dans les transferts en capital (ressources naturelles, droits des marques, droits d'utilisation des ressources naturelles, etc.).
- Les modifications des droits sur les caisses de pensions seront comptabilisées sous les revenus secondaires. Dans la statistique suisse, elles entrent actuellement dans les revenus de capitaux (revenus primaires).
- Dans le domaine des participations à des compagnies d'assurances (investissements directs), les réserves techniques des filiales figureront dans les stocks d'investissements directs (ce qui est déjà le cas aujourd'hui dans la statistique suisse).
- Les prêts assimilables à des fonds propres qui sont octroyés à des filiales seront enregistrés sous les crédits. Actuellement, ils sont indiqués dans le poste *Capital social* des investissements directs.
- Les versements exceptionnels (superdividendes) seront comptabilisés en tant que retraits de capital social dans les mouvements de capitaux, et non plus sous les revenus de capitaux dans la balance des transactions courantes.

- Les produits structurés, qui figurent actuellement sous les instruments financiers dérivés, seront recensés dans les investissements de portefeuille, sous *Titres de créance*.

Classification des secteurs institutionnels

La classification actuelle des secteurs institutionnels sera étendue. Les banques centrales, les banques commerciales et les collectivités publiques continueront à être considérées comme des secteurs. Le poste *Autres secteurs* englobera à l'avenir les autres sociétés financières et les secteurs restants (sociétés non financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages). Selon la classification d'Eurostat, qui est légèrement différente de celle du MBP6, les fonds du marché monétaire entrent dans le secteur des banques commerciales.

Les revenus primaires et secondaires, les investissements de portefeuille et les autres mouvements de capitaux seront ventilés par secteurs.

RÉPERCUSSIONS DES NOUVEAUTÉS SUR LES DONNÉES ET LES PUBLICATIONS

Le passage du MBP5 au MBP6 aura de fortes répercussions sur la balance des transactions courantes, notamment sur les balances partielles des marchandises et des services. Dans les mouvements de capitaux et dans la position extérieure nette, il influera sensiblement sur les investissements directs et sur les autres mouvements de capitaux.

Dans la balance des transactions courantes, les marchandises seront touchées principalement par le changement de classification du commerce de transit (jusque-là dans les services) et des métaux précieux sous forme brute (jusque-là dans les mouvements de capitaux). Ce transfert entraînera une augmentation des exportations et des importations, et le solde des échanges de marchandises progressera lui aussi. Dans les services, par contre, le changement de classification influera négativement sur les recettes et sur le solde actif de la balance des services. La révision des enquêtes afférentes à la balance des transactions courantes et l'extension du cercle des entreprises participantes déboucheront en revanche sur un accroissement des recettes et des dépenses dans les échanges de services.

La nouvelle présentation en termes bruts des investissements directs selon l'approche par actifs/passifs entraînera une modification des flux de fonds dans les mouvements de capitaux et une augmentation des stocks dans la position extérieure. Le solde des mouvements de capitaux et la position extérieure nette vis-à-vis de l'étranger ne seront toutefois pas modifiés par la comptabilisation en

termes bruts. Le transfert des métaux précieux sous forme brute des mouvements de capitaux vers les marchandises influera fortement tant sur les flux de capitaux que sur le solde des mouvements de capitaux. Il n'est pas encore possible de mesurer l'étendue des répercussions des autres modifications sur les investissements directs (superdividendes, résultats des entreprises, crédits des assurances, prêts assimilables à des fonds propres). Le fait de comptabiliser l'attribution de droits de tirage spéciaux (DTS) en tant qu'engagement entraîne une augmentation des afflux de capitaux, au moment de l'attribution, et réduit la position extérieure nette vis-à-vis de l'étranger. Le tableau ci-annexé permet de comparer la balance des paiements telle qu'elle se présentera selon le MBP6 avec celle d'aujourd'hui, selon le MBP5. Pour cette comparaison, seules les modifications de forme qui résultent de la nouvelle classification ont été prises en considération. Les adaptations portant sur le contenu qui découleront des résultats des enquêtes révisées ne peuvent, quant à elles, pas encore être effectuées.

REMANIEMENT DES PUBLICATIONS

Les publications afférentes à la balance des paiements et à la position extérieure intégreront les nouvelles normes statistiques à partir de 2014. Dans la balance des paiements, la présentation, la méthodologie et le contenu seront sensiblement modifiés et ne pourront plus être comparés avec les données diffusées actuellement. La Banque nationale renonce à publier, en 2014, le rapport annuel concernant la balance suisse des paiements en 2013, étant donné que ce rapport ne pourrait être établi que selon les anciennes normes.

Les nombreuses modifications seront introduites en trois étapes à partir de 2014:

- A compter du premier trimestre 2014 (parution fin juin 2014), la balance des paiements et la position extérieure seront publiées conformément aux nouvelles normes régissant la balance des paiements. En outre, la balance des transactions courantes englobera les résultats des enquêtes révisées pour les années 2012 et 2013, exception faite des revenus tirés des investissements directs, qui seront encore calculés selon l'ancienne méthode jusqu'à l'introduction des nouvelles enquêtes sur les mouvements de capitaux.
- A partir du troisième trimestre 2014, les résultats des enquêtes révisées sur les mouvements de capitaux, y compris les revenus de capitaux sur les investissements directs, seront intégrés dans la balance des paiements.
- Les composantes de la balance des paiements, presque toutes ventilées par pays, seront publiées dès le premier trimestre 2015. Les investissements de portefeuille, les instruments financiers dérivés, les réserves monétaires et la position extérieure n'entreront pas dans la ventilation par pays.

CALCUL RÉTROACTIF

Afin d'assurer la comparabilité des nouvelles données avec les anciennes et de mettre des séries chronologiques longues à la disposition des utilisateurs de données, la BNS adaptera la classification des anciennes séries aux nouvelles normes régissant la balance des paiements. En outre, les séries qui seront fortement modifiées à la suite de l'extension du cercle des établissements devant fournir des données ou qui seront disponibles pour la première fois du fait de l'enquête portant sur de nouvelles composantes feront l'objet d'un calcul rétroactif remontant aussi loin que possible.

**PRÉSENTATION PRO FORMA DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 2012 SELON LE MBP6 ET LE MBP5
(SANS PRISE EN COMPTE DES MODIFICATIONS RÉSULTANT DE LA RÉVISION DES ENQUÊTES)**

En milliards de francs

Tableau 8

| Libellés et classification selon le MBP6 | Signe (+/-) dans le MBP6 | Signe (+/-) dans le MBP5 | Libellés et classification selon le MBP5 | Changements résultant du passage du MBP5 au MBP6 |
|--|--------------------------------|--------------------------------|---|---|
| Balance des transactions courantes | | | Balance des transactions courantes | |
| Marchandises | | | Marchandises | Entrées: commerce de transit, métaux précieux sous forme brute |
| Crédit | 310 | 212 | Crédit | Sorties: services de production manufacturière, réparations |
| Débit | 282 | -196 | Débit | |
| Solde | 28 | 16 | Solde | |
| Services | | | Services | Entrées: services de production manufacturière, réparations |
| Crédit | 70 | 85 | Crédit | Sorties: commerce de transit |
| Débit | 45 | -44 | Débit | |
| Solde | 25 | 41 | Solde | |
| Revenus primaires | | | Revenus du travail et de capitaux | Sorties: modification des droits des ménages sur la réserve des caisses de pensions |
| Crédit | 116 | 116 | Crédit | |
| Débit | 92 | -95 | Débit | |
| Solde | 25 | 22 | Solde | |
| Revenus secondaires | | | Transferts courants | Entrées: modification des droits des ménages sur la réserve des caisses de pensions |
| Crédit | 29 | 29 | Crédit | |
| Débit | 44 | -41 | Débit | |
| Solde | -15 | -12 | Solde | |
| Solde de la balance des transactions courantes | 62 | 66 | Solde de la balance des transactions courantes | |
| Transferts en capital | | | Transferts en capital | |
| Transferts en capital | | | Transferts en capital | Brevets: changement de classification impossible |
| Crédit | 0 | 0 | Crédit | |
| Débit | 2 | -2 | Débit | |
| Solde | -2 | -2 | Solde | |
| Solde des transferts en capital | -2 | -2 | Solde des transferts en capital | |
| Capacité/besoin de financement selon la balance des transactions courantes et les transferts en capital | 60 | 64 | Solde de la balance des transactions courantes + solde des transferts en capital | |
| Investissements directs | | | Investissements directs | Passage à la présentation par actifs/passifs (comptabilisation en termes bruts des crédits au sein de groupes) |
| Acquisition nette d'actifs financiers | 29 | -28 | A l'étranger | Entrées: immobilier |
| Accroissement net des passifs | 2 | 1 | En Suisse | |
| Solde | 27 | -27 | Solde | |
| Investissements de portefeuille | | | Investissements de portefeuille | Entrées: produits structurés |
| Acquisition nette d'actifs financiers | -6 | 1 | A l'étranger | |
| Accroissement net des passifs | 12 | -12 | En Suisse | |
| Solde | -17 | 13 | Solde | |
| Instruments financiers dérivés | | | Produits dérivés et options sur actions | Sorties: produits structurés |
| Acquisition nette d'actifs financiers | -37 | 41 | Exportations | |
| Accroissement net des passifs | -36 | -36 | Importations | |
| Solde | -1 | 5 | Solde | |
| Autres mouvements de capitaux | | | Autres mouvements de capitaux | Sorties: métaux précieux sous forme brute, immobilier |
| Acquisition nette d'actifs financiers | -17 | -70 | Exportations de capitaux | |
| Accroissement net des passifs | 76 | 157 | Importations de capitaux | |
| Solde | -93 | 87 | Solde | |
| Réserves monétaires | | | Réserves monétaires | |
| Acquisition nette d'actifs financiers | 175 | -175 | Exportations de capitaux | |
| Solde | 175 | -175 | Solde | |
| Solde des mouvements de capitaux | 90 | -97 | Solde des mouvements de capitaux | |
| Erreurs et omissions nettes (solde des mouvements de capitaux moins la capacité/le besoin de financement) | 32 | 32 | Erreurs et omissions nettes [(solde de la balance des transactions courantes + solde des transferts en capital + solde des mouvements de capitaux)*-1] | |

COMMENTAIRES

MODIFICATIONS PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

–

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

COMMERCE SPÉCIAL

Exportations fob et importations cif, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), hors métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Il en va de même, depuis 2002, de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour.

AUTRES MARCHANDISES

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, marchandises pour/de réparation, achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de marchandises, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

TOURISME

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, chiffres d'affaires des boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

SERVICES (HORS TOURISME)

Services d'assurance dans les opérations des «assurances sociales privées» et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce de transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers des banques (commissions et services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts: services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM]), services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), services fournis ou reçus par les administrations publiques (achats de marchandises et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats), administration des sociétés de domicile,

avocats, fiduciaires, services culturels, recettes de l'Etat au titre des droits de timbre.

REVENUS DU TRAVAIL

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés aux assurances sociales (AVS, AI et APG), à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés aux assurances sociales (AVS, AI et APG) et à l'AC.

REVENUS DE CAPITAUX

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM]); opérations d'intérêts des banques avant prise en compte des SIFIM (à titre indicatif), revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération, autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.), variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

TRANSFERTS COURANTS DU SECTEUR PRIVÉ

Transferts effectués par les émigrés suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts vers l'étranger effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (hors services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

TRANSFERTS COURANTS DU SECTEUR PUBLIC

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des émigrés et par des frontaliers étrangers, recettes de l'Etat au titre de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières et de la retenue d'impôt UE. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres

transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

SOURCES (POUR LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES)

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

TRANSFERTS EN CAPITAL

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital, achats et ventes d'actifs non financiers non produits.

MOUVEMENTS DE CAPITAUX

INVESTISSEMENTS DIRECTS

Il y a investissement direct quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou en Suisse, ou fonde une filiale ou une succursale. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Ces données proviennent des relevés trimestriels et annuels que les entreprises remettent à la Banque nationale.

INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui n'entrent pas dans les investissements directs ni dans les réserves monétaires. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les informations sur les achats des banques et des entreprises sont tirées des relevés fournis par ces sociétés sur leurs actifs à l'étranger. Quant aux informations sur les achats de la Banque nationale, elles proviennent de ses propres données. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs) qui n'entrent pas dans les investissements directs. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-

dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les passifs envers l'étranger.

PRODUITS DÉRIVÉS ET STRUCTURÉS

Les produits dérivés comprennent des opérations à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles (opérations à terme *sec*, *futures*, *swaps*). Exportations de capitaux: paiements à des contreparties à l'étranger en relation avec des opérations sur produits dérivés. Importations de capitaux: recettes perçues de contreparties à l'étranger en rapport avec des opérations sur produits dérivés. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Les produits structurés recouvrent des titres de créance standardisés combinant les propriétés de deux ou plusieurs instruments financiers pour constituer un nouveau produit. Ils sont offerts sur le marché sous différentes variantes. Une des classifications les plus fréquentes subdivise les produits structurés en produits de participation (certificats), d'optimisation du rendement (certificats, convertibles) et de protection du capital (avec ou sans cap). Placements à l'étranger: placements de résidents en produits structurés d'émetteurs étrangers. Placements en Suisse: placements de non-résidents en produits structurés d'émetteurs suisses. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats moins les ventes et les remboursements. Les données sont tirées des relevés des banques sur les achats nets de la clientèle suisse et étrangère.

AUTRES MOUVEMENTS DE CAPITAUX: CRÉDITS DES BANQUES COMMERCIALES

Crédits accordés à l'étranger: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits accordés par l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs

en Suisse sur les actifs à l'étranger et les passifs envers l'étranger.

AUTRES MOUVEMENTS DE CAPITAUX:

CRÉDITS DES ENTREPRISES

Crédits accordés à l'étranger: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits accordés par l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

AUTRES MOUVEMENTS DE CAPITAUX:

CRÉDITS DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

Crédits à court et long terme que les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes) et les assurances sociales ont octroyés à l'étranger. Engagements à court et long terme des collectivités publiques et des assurances sociales envers l'étranger.

AUTRES MOUVEMENTS DE CAPITAUX:

CRÉDITS DE LA BANQUE NATIONALE

Variation des crédits d'aide monétaire, variation des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger, variation des avoirs découlant de swaps passés avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger et variation des autres créances et engagements vis-à-vis de l'étranger.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des relevés des comptoirs en Suisse des banques. Variation des créances et engagements des fonds de placement vis-à-vis de l'étranger: les données sont tirées des relevés des fonds de placement. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que ventes d'or de la BNS au secteur privé. Les importations de métaux précieux à des fins industrielles et commerciales comptabilisées dans la balance des

transactions courantes sont portées en déduction. Variation de la participation de la Banque nationale versée à la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Variation des participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Achats d'immeubles à l'étranger par des résidents. Flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger. Variation du stock de billets de banque suisses à l'étranger. Les autres investissements englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

RÉSERVES MONÉTAIRES

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992) et des moyens de paiement internationaux (DTS). A la suite de l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans les limites de l'accord conclu entre banques centrales, 1 300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées fin mars 2005. Dans le cadre du second accord sur l'or conclu en 2004 entre banques centrales, la Banque nationale a vendu, en 2007 et en 2008, 250 tonnes d'or supplémentaires au secteur privé à l'étranger. Ces ventes d'or ne sont pas comptabilisées sous le poste Réserves monétaires. Seules les opérations sur or passées avec d'autres banques centrales doivent y figurer. La balance des paiements distingue deux étapes dans les ventes d'or au secteur privé: le transfert de réserves monétaires vers de l'or non monétaire (démonétisation), puis la vente d'or non monétaire au secteur privé à l'étranger. Le transfert n'est pas indiqué dans la balance des paiements. Les ventes d'or non monétaire sont comptabilisées dans la balance des paiements en tant qu'importations de capitaux, sous Autres investissements. Le produit des ventes d'or est placé en devises.

ERREURS ET OMISSIONS NETTES

ERREURS ET OMISSIONS

Voir Fondements méthodologiques.

FONDEMENTS JURIDIQUES

FONDEMENTS JURIDIQUES DES ENQUÊTES SERVANT À ÉTABLIR LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE NETTE

En vertu de la loi qui la régit (loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale) et de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à cette loi (OBN), la Banque nationale suisse est habilitée à mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette. Selon l'annexe à l'OBN, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES

DÉFINITION

La balance des paiements est un état statistique qui récapitule de manière systématique, pour une période donnée, les transactions d'une économie avec le reste du monde. La notion de transaction englobe les flux de marchandises, de services, de revenus et de capitaux d'investissement direct, les transferts (voir ci-après), ainsi que la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers. La balance des paiements est établie d'après les principes du Manuel de la balance des paiements édité par le Fonds monétaire international (5^e édition).

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de marchandises et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

TRANSFERTS

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, c'est-à-dire sans contrepartie (par exemple aide au développement), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les marchandises, services

et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

MOUVEMENTS DE CAPITAUX

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), des produits dérivés et structurés, d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques commerciales et des entreprises) et sur les réserves monétaires internationales.

POSTE RÉSIDUEL (ERREURS ET OMISSIONS)

Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique, il est toutefois difficile d'appliquer pleinement ce principe. Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des flux venant de l'étranger (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des flux vers l'étranger (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Cette différence découle de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent être concernées. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

RELATIONS ENTRE LES BALANCES

PARTIELLES

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Ces trois balances sont reliées entre elles. En théorie (c'est-à-dire hors erreurs statistiques constituant le poste résiduel), la somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital est égale au solde, avec le signe inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est donc nulle.

La capacité ou le besoin de financement des Comptes nationaux (CN) correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

| Balance des paiements | CN | | | |
|--|---|---|--|-----------------------------------|
| + Marchandises + Services = Solde des marchandises et services | Contribution de l'extérieur au produit intérieur brut | Contribution de l'extérieur au revenu national brut | Solde des investissements et de l'épargne intérieurs | Capacité ou besoin de financement |
| + Revenus = Solde des marchandises, des services et des revenus | | | | |
| + Transferts courants = Solde de la balance des transactions courantes | | | | |
| + Transferts en capital = Solde de la balance des transactions courantes et des transferts en capital | | | | |
| Solde des mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires | | | | |

DÉFINITION DES GROUPES DE BRANCHES¹

| | |
|---|--|
| Textile et habillement | 17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir |
| Chimie et plastique | 23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques |
| Métallurgie et machines | 27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport |
| Electronique, énergie, optique et horlogerie | 31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau |
| Autres industries et construction | 01: Agriculture, chasse et services annexes; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction |
| Commerce | 50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques |
| Sociétés financières et holdings | 65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances |
| Banques | 65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques) |
| Assurances | 66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire) |
| Transports et communications | 60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications |
| Autres services | 55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux |

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

DÉFINITION DES PAYS ET DES RÉGIONS DANS LA STATISTIQUE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS¹

Définition des pays

| | |
|----------------------------|---|
| France | Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon. |
| Portugal | Y compris les Açores et Madère. |
| Espagne | Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries. |
| Royaume-Uni | Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord. |
| Norvège | Y compris Svalbard et Jan Mayen. |
| Etats-Unis | Y compris Porto Rico et Navassa. |
| Nouvelle-Zélande | Y compris les îles Chatham, Kermadec, Auckland, Campbell, Antipodes, Bounty et Snares, mais sans l'île de Ross (Antarctique). |
| Malaisie | Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan). |
| Taiwan | Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu. |
| Inde | Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar. |
| Emirats arabes unis | Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaiwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah. |
| Maroc | Y compris le Sahara occidental. |

Définition des régions

| | |
|--|--|
| UE | Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède; y compris Bulgarie et Roumanie depuis 2007. |
| Reste de l'Europe | Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Ne comprend pas la Principauté de Liechtenstein, qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques. |
| Centres financiers offshore d'Europe | Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man. |
| Amérique du Nord | Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland. |
| Asie | Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens occupés, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen. |
| Amérique centrale et du Sud | Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago, et, depuis 2011, également Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque, sans Aruba. |
| Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud | Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, également Aruba, sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque. |
| Afrique | Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe; depuis 2011, également Soudan du Sud. |
| Océanie (et régions polaires) | Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna. |

¹ La définition des pays et des régions correspond à la géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2007 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues, qui peut être consultée, au format XLS, sur le site de la BNS www.snb.ch, à la rubrique Publications.

Tableaux

| Page | Tableau |
|------------|---|
| A4 | 1.1 Balance suisse des paiements, aperçu |
| A6 | 2.1 Marchandises |
| A7 | 3.1 Services |
| A9 | 4.1 Revenus du travail et de capitaux |
| A10 | 5.1 Transferts courants |
| A11 | 6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs |
| A12 | 6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays |
| A14 | 7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs |
| A15 | 7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays |
| A16 | 8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres |
| A17 | 8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie |
| A18 | 9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie |
| A19 | 10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches |
| A20 | Informations complémentaires sur la balance des paiements et les thèmes spéciaux |

Explication des signes et remarques

EXPLICATION DES SIGNES

-
- Donnée absolument nulle.
 - . Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
 - 195** Donnée nouvelle ou révisée (chiffres en caractères gras).
-

REMARQUES

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en août, à l'occasion de la publication du rapport sur la balance des paiements. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en décembre lors de la parution du rapport sur l'évolution des investissements directs. Le rapport publié en août sur la balance des paiements contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Les révisions tiennent compte des données parvenues après coup et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur la balance des paiements.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la balance des paiements sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistiques/Balance suisse des paiements (rapport annuel). Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Balance suisse des paiements, aperçu¹

En milliards de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Balance des transactions courantes | | | | | |
| Balance des transactions courantes, solde | 11.9 | 58.5 | 84.4 | 52.5 | 66.3 |
| Marchandises, solde | 15.1 | 16.4 | 13.2 | 14.4 | 15.5 |
| Commerce spécial ² , solde | 19.4 | 20.3 | 19.5 | 23.5 | 23.8 |
| Recettes | 206.3 | 180.5 | 193.5 | 197.9 | 200.6 |
| Dépenses | - 186.9 | - 160.2 | - 174.0 | - 174.4 | - 176.8 |
| Autres postes, solde | - 4.3 | - 3.9 | - 6.3 | - 9.1 | - 8.3 |
| Services, solde | 50.2 | 45.9 | 48.9 | 44.1 | 41.2 |
| Tourisme, solde | 3.8 | 3.5 | 3.7 | 3.1 | 2.0 |
| Recettes | 15.6 | 15.4 | 15.4 | 15.2 | 15.0 |
| Dépenses | - 11.8 | - 11.8 | - 11.6 | - 12.1 | - 12.9 |
| Services financiers des banques, solde | 18.5 | 15.7 | 14.7 | 13.4 | 13.5 |
| Recettes | 20.8 | 17.8 | 16.5 | 15.1 | 15.1 |
| Dépenses | - 2.3 | - 2.1 | - 1.8 | - 1.7 | - 1.6 |
| Autres services, solde | 27.9 | 26.7 | 30.5 | 27.6 | 25.6 |
| Revenus du travail et de capitaux, solde | - 39.4 | 9.2 | 34.7 | 5.7 | 21.6 |
| Revenus du travail, solde | - 13.2 | - 13.6 | - 15.0 | - 16.7 | - 18.0 |
| Recettes | 2.4 | 2.5 | 2.6 | 2.4 | 2.5 |
| Dépenses | - 15.6 | - 16.2 | - 17.6 | - 19.1 | - 20.5 |
| Revenus de capitaux, solde | - 26.2 | 22.8 | 49.7 | 22.4 | 39.6 |
| Recettes | 89.5 | 96.8 | 120.0 | 89.7 | 114.0 |
| Investissements de portefeuille | 35.6 | 28.9 | 30.0 | 29.2 | 30.1 |
| Investissements directs | 7.1 | 52.4 | 75.3 | 43.8 | 66.4 |
| Autres placements | 46.8 | 15.6 | 14.7 | 16.7 | 17.5 |
| Dépenses | - 115.7 | - 74.0 | - 70.3 | - 67.2 | - 74.4 |
| Investissements de portefeuille | - 21.4 | - 15.9 | - 17.9 | - 19.8 | - 21.4 |
| Investissements directs | - 46.2 | - 39.7 | - 37.5 | - 33.9 | - 37.9 |
| Autres placements | - 48.1 | - 18.4 | - 14.9 | - 13.5 | - 15.1 |
| Transferts courants, solde | - 14.0 | - 13.1 | - 12.4 | - 11.8 | - 11.9 |
| Transferts en capital | | | | | |
| Transferts en capital, solde | - 3.8 | - 3.8 | - 4.6 | - 8.4 | - 1.9 |
| Mouvements de capitaux | | | | | |
| Mouvements de capitaux, solde | - 7.9 | - 21.5 | - 106.3 | - 37.4 | - 96.8 |
| Investissements directs, solde | - 32.6 | 2.7 | - 49.2 | - 26.4 | - 27.1 |
| Investissements directs suisses à l'étranger | - 49.1 | - 28.7 | - 82.7 | - 47.6 | - 28.2 |
| Capital social | - 48.6 | - 8.4 | - 22.1 | - 12.1 | - 15.2 |
| Bénéfices réinvestis | 25.9 | - 27.6 | - 36.0 | - 7.8 | - 22.5 |
| Crédits | - 26.4 | 7.3 | - 24.6 | - 27.6 | 9.5 |
| Investissements directs étrangers en Suisse | 16.5 | 31.4 | 33.5 | 21.2 | 1.1 |
| Capital social | - 0.8 | 19.9 | 8.2 | 2.4 | - 15.8 |
| Bénéfices réinvestis | - 1.4 | 26.0 | 10.5 | 11.9 | 11.3 |
| Crédits | 18.7 | - 14.5 | 14.8 | 7.0 | 5.7 |
| Investissements de portefeuille, solde | - 38.5 | - 32.1 | 31.0 | - 16.8 | 13.2 |
| Investissements de portefeuille suisses à l'étranger | - 71.3 | - 40.3 | 7.9 | 3.2 | 1.0 |
| Titres de créance | - 67.4 | - 38.4 | 14.2 | 3.4 | 1.5 |
| Emprunts obligataires et notes | - 70.7 | - 45.2 | - 5.1 | 5.8 | 2.8 |
| Papiers monétaires | 3.3 | 6.8 | 19.2 | - 2.4 | - 1.3 |
| Titres de participation | - 4.0 | - 2.0 | - 6.3 | - 0.3 | - 0.4 |
| Investissements de portefeuille étrangers en Suisse | 32.8 | 8.3 | 23.1 | - 20.0 | 12.2 |
| Titres de créance | 6.0 | - 2.2 | 30.2 | - 26.2 | - 1.5 |
| Emprunts obligataires et notes | 5.3 | 0.0 | 0.6 | - 4.3 | - 0.1 |
| Papiers monétaires | 0.6 | - 2.3 | 29.7 | - 21.9 | - 1.4 |
| Titres de participation | 26.9 | 10.5 | - 7.1 | 6.2 | 13.7 |

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|------|------|------|------|------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |

Mouvements de capitaux (suite)

| | | | | | |
|--|--------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| Produits dérivés et structurés, solde | 7.4 | 2.5 | 1.3 | 4.5 | 5.0 |
| Autres mouvements de capitaux, solde | 60.0 | 52.1 | 48.4 | 43.9 | 86.8 |
| Crédits des banques commerciales, solde | 62.8 | 43.2 | 13.6 | 49.0 | 57.6 |
| Crédits à l'étranger | 362.8 | 53.8 | 14.9 | - 5.9 | 1.5 |
| Crédits à des banques | 336.6 | 32.1 | 30.5 | - 2.3 | 19.0 |
| Autres crédits | 26.1 | 21.7 | - 15.6 | - 3.6 | - 17.5 |
| Crédits de l'étranger | - 299.9 | - 10.6 | - 1.3 | 54.9 | 56.1 |
| Crédits de banques | - 346.1 | - 119.4 | - 13.6 | 20.6 | - 3.6 |
| Autres crédits | 46.2 | 108.7 | 12.3 | 34.3 | 59.7 |
| Crédits des entreprises ³ , solde | - 12.3 | - 5.2 | - 4.0 | 11.5 | 1.3 |
| Crédits à l'étranger | 3.0 | - 8.0 | - 14.5 | 16.3 | - 2.1 |
| Crédits de l'étranger | - 15.3 | 2.8 | 10.5 | - 4.8 | 3.4 |
| Crédits des collectivités publiques, solde | 5.4 | 0.0 | 0.1 | - 0.7 | - 0.3 |
| Crédits de la Banque nationale, solde | - 35.1 | 17.9 | 30.6 | - 9.0 | 22.8 |
| Autres investissements, solde | 39.2 | - 3.9 | 8.0 | - 6.9 | 5.4 |
| Réserves monétaires, total | - 4.1 | - 46.8 | - 137.8 | - 42.6 | - 174.6 |

Erreurs et omissions nettes

| | | | | | |
|--|--------------|---------------|-------------|--------------|-------------|
| Erreurs et omissions nettes, poste résiduel | - 0.2 | - 33.2 | 26.6 | - 6.7 | 32.3 |
|--|--------------|---------------|-------------|--------------|-------------|

¹ Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux dans tous les autres postes.

² Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés sous *Autres postes* jusqu'en 2001.

³ Les crédits au sein de groupes figurent sous *Investissements directs*.

2.1 Marchandises

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Variation en % |
|---|---------|---------|---------|----------------|----------------|-------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Commerce spécial ¹ | | | | | | |
| Recettes | 206 330 | 180 534 | 193 480 | 197 907 | 200 612 | 1.4 |
| Dépenses | 186 884 | 160 187 | 173 991 | 174 388 | 176 781 | 1.4 |
| Solde | 19 447 | 20 347 | 19 489 | 23 519 | 23 831 | . |
| dont | | | | | | |
| Energie électrique | | | | | | |
| Recettes | 5 456 | 4 714 | 5 060 | 5 687 | 6 026 | 6.0 |
| Dépenses | 3 366 | 3 167 | 3 736 | 4 671 | 5 255 | 12.5 |
| Solde | 2 090 | 1 547 | 1 323 | 1 016 | 771 | . |
| Autres marchandises ² | | | | | | |
| Recettes | 10 667 | 7 786 | 10 573 | 10 821 | 11 775 | 8.8 |
| Dépenses | 15 005 | 11 687 | 16 883 | 19 937 | 20 100 | 0.8 |
| Solde | - 4 339 | - 3 901 | - 6 310 | - 9 116 | - 8 324 | . |
| Total | | | | | | |
| Recettes | 216 997 | 188 320 | 204 053 | 208 728 | 212 388 | 1.8 |
| Dépenses | 201 889 | 171 874 | 190 874 | 194 325 | 196 881 | 1.3 |
| Solde | 15 108 | 16 446 | 13 179 | 14 403 | 15 507 | . |

¹ Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans *Autres marchandises*.
Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour.

² Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans *Commerce spécial*.

3.1 Services

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Variation en % |
|--|--------|--------|---------------|---------------|---------------|-------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Tourisme, total | | | | | | |
| Recettes | 15 598 | 15 377 | 15 356 | 15 185 | 14 984 | - 1.3 |
| Dépenses | 11 782 | 11 847 | 11 644 | 12 128 | 12 942 | 6.7 |
| Solde | 3 816 | 3 530 | 3 712 | 3 058 | 2 042 | . |
| Voyages de vacances et d'affaires | | | | | | |
| Recettes | 10 584 | 10 134 | 10 493 | 10 433 | 10 222 | - 2.0 |
| Dépenses | 9 362 | 9 455 | 8 896 | 9 222 | 9 773 | 6.0 |
| Solde | 1 222 | 679 | 1 596 | 1 211 | 448 | . |
| Trafic journalier et de transit et autres services touristiques | | | | | | |
| Recettes | 3 261 | 3 510 | 2 934 | 2 684 | 2 588 | - 3.6 |
| Dépenses | 2 396 | 2 367 | 2 722 | 2 880 | 3 139 | 9.0 |
| Solde | 865 | 1 143 | 212 | - 196 | - 551 | . |
| Dépenses de consommation des travailleurs étrangers | | | | | | |
| Recettes | 1 753 | 1 733 | 1 929 | 2 069 | 2 174 | 5.1 |
| Dépenses | 24 | 25 | 25 | 26 | 29 | 13.1 |
| Solde | 1 728 | 1 708 | 1 904 | 2 043 | 2 145 | . |
| Assurances privées | | | | | | |
| Recettes | 6 435 | 6 068 | 5 167 | 5 110 | 5 509 | 7.8 |
| Dépenses | 725 | 913 | 889 | 859 | 986 | 14.7 |
| Solde | 5 710 | 5 155 | 4 278 | 4 250 | 4 524 | . |
| Commerce de transit | | | | | | |
| Recettes | 14 225 | 14 422 | 19 827 | 19 746 | 19 100 | - 3.3 |
| Transports, total | | | | | | |
| Recettes | 7 195 | 5 995 | 5 890 | 5 668 | 5 864 | 3.4 |
| Dépenses | 4 542 | 4 144 | 4 228 | 3 970 | 4 362 | 9.9 |
| Solde | 2 653 | 1 851 | 1 662 | 1 698 | 1 501 | . |
| Personnes | | | | | | |
| Recettes | 3 364 | 2 736 | 2 998 | 3 040 | 3 260 | 7.2 |
| Dépenses | 2 630 | 2 293 | 2 444 | 2 475 | 2 733 | 10.4 |
| Solde | 734 | 443 | 554 | 565 | 527 | . |
| Marchandises | | | | | | |
| Recettes | 1 214 | 961 | 1 040 | 1 025 | 1 060 | 3.4 |
| Dépenses ¹ | — | — | — | — | — | . |
| Solde | 1 214 | 961 | 1 040 | 1 025 | 1 060 | . |
| Autres services en matière de transports | | | | | | |
| Recettes | 2 617 | 2 298 | 1 853 | 1 604 | 1 544 | - 3.7 |
| Dépenses | 1 912 | 1 851 | 1 785 | 1 495 | 1 630 | 9.0 |
| Solde | 706 | 447 | 68 | 108 | - 86 | . |
| Postes, messageries et télécommunications | | | | | | |
| Recettes | 1 329 | 1 443 | 1 495 | 1 216 | 736 | - 39.5 |
| Dépenses | 1 053 | 1 133 | 1 100 | 903 | 664 | - 26.5 |
| Solde | 276 | 310 | 395 | 314 | 72 | . |

3.1 Services (suite)

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Variation en % |
|---|--------|--------|---------------|----------------|----------------|-------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Autres services, total | | | | | | |
| Recettes | 38 823 | 39 663 | 39 193 | 37 388 | 38 977 | 4.3 |
| Dépenses | 15 280 | 19 007 | 20 165 | 22 329 | 25 031 | 12.1 |
| Solde | 23 542 | 20 656 | 19 028 | 15 059 | 13 946 | . |
| Services financiers des banques | | | | | | |
| Recettes | 20 808 | 17 794 | 16 502 | 15 112 | 15 079 | - 0.2 |
| Dépenses | 2 304 | 2 056 | 1 795 | 1 682 | 1 583 | - 5.9 |
| Solde | 18 504 | 15 738 | 14 708 | 13 429 | 13 495 | . |
| Services à contenu technologique | | | | | | |
| Recettes | 12 818 | 16 755 | 17 686 | 17 867 | 19 606 | 9.7 |
| Dépenses | 11 547 | 16 052 | 17 575 | 19 989 | 22 798 | 14.1 |
| Solde | 1 271 | 703 | 112 | - 2 121 | - 3 192 | . |
| dont | | | | | | |
| Licences et brevets | | | | | | |
| Recettes | 12 334 | 16 237 | 17 256 | 17 454 | 19 191 | 10.0 |
| Dépenses | 11 250 | 15 715 | 17 303 | 19 686 | 22 491 | 14.2 |
| Solde | 1 084 | 522 | - 48 | - 2 232 | - 3 300 | . |
| Divers services | | | | | | |
| Recettes | 5 197 | 5 115 | 5 004 | 4 409 | 4 293 | - 2.6 |
| Dépenses | 1 430 | 899 | 796 | 658 | 650 | - 1.2 |
| Solde | 3 767 | 4 216 | 4 208 | 3 752 | 3 643 | . |
| Total | | | | | | |
| Recettes | 83 604 | 82 967 | 86 927 | 84 314 | 85 170 | 1.0 |
| Dépenses | 33 382 | 37 043 | 38 025 | 40 189 | 43 984 | 9.4 |
| Solde | 50 222 | 45 924 | 48 901 | 44 125 | 41 186 | . |

¹ Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de marchandises.

4.1 Revenus du travail et de capitaux

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Variation en % |
|---|----------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Revenus du travail | | | | | | |
| Recettes | 2 394 | 2 542 | 2 596 | 2 406 | 2 477 | 2.9 |
| Dépenses | 15 632 | 16 182 | 17 561 | 19 120 | 20 491 | 7.2 |
| Solde | - 13 237 | - 13 640 | - 14 965 | - 16 714 | - 18 014 | . |
| Revenus de capitaux, total | | | | | | |
| Recettes | 89 489 | 96 806 | 119 976 | 89 666 | 113 952 | 27.1 |
| Dépenses | 115 683 | 73 975 | 70 264 | 67 227 | 74 370 | 10.6 |
| Solde | - 26 194 | 22 831 | 49 712 | 22 439 | 39 582 | . |
| Investissements de portefeuille | | | | | | |
| Recettes | 35 557 | 28 857 | 30 038 | 29 232 | 30 087 | 2.9 |
| Dépenses | 21 433 | 15 887 | 17 923 | 19 833 | 21 385 | 7.8 |
| Solde | 14 124 | 12 970 | 12 115 | 9 399 | 8 703 | . |
| Investissements directs | | | | | | |
| Recettes | 7 099 | 52 384 | 75 279 | 43 783 | 66 381 | 51.6 |
| Dépenses | 46 169 | 39 714 | 37 481 | 33 897 | 37 892 | 11.8 |
| Solde | - 39 071 | 12 670 | 37 798 | 9 886 | 28 490 | . |
| Autres placements | | | | | | |
| Recettes | 46 834 | 15 565 | 14 658 | 16 651 | 17 484 | 5.0 |
| Dépenses | 48 081 | 18 374 | 14 860 | 13 497 | 15 094 | 11.8 |
| Solde | - 1 248 | - 2 809 | - 201 | 3 154 | 2 390 | . |
| dont | | | | | | |
| Opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des SIFIM¹ | | | | | | |
| Recettes | 35 002 | 8 033 | 5 059 | 4 740 | 4 348 | - 8.3 |
| Dépenses | 36 961 | 9 209 | 5 971 | 5 211 | 5 707 | 9.5 |
| Solde | - 1 959 | - 1 175 | - 912 | - 471 | - 1 359 | . |
| Pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM¹ | | | | | | |
| Recettes | 37 548 | 9 945 | 6 568 | 6 220 | 5 876 | - 5.5 |
| Dépenses | 35 378 | 6 293 | 3 248 | 2 567 | 2 513 | - 2.1 |
| Solde | 2 170 | 3 651 | 3 320 | 3 653 | 3 363 | . |
| Total | | | | | | |
| Recettes | 91 884 | 99 348 | 122 572 | 92 072 | 116 429 | 26.5 |
| Dépenses | 131 315 | 90 156 | 87 825 | 86 347 | 94 861 | 9.9 |
| Solde | - 39 431 | 9 192 | 34 747 | 5 726 | 21 568 | . |

¹ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM: il s'agit de services financiers que les banques fournissent contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts. Les SIFIM figurent avec les commissions bancaires dans les services financiers des banques.

5.1 Transferts courants

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Variation en % |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Transferts du secteur privé, total | | | | | | |
| Recettes | 25 856 | 23 680 | 20 402 | 21 889 | 22 824 | 4.3 |
| Dépenses | 36 554 | 33 484 | 29 514 | 30 033 | 31 191 | 3.9 |
| dont | | | | | | |
| Transferts effectués par des immigrés | 5 075 | 5 351 | 5 615 | 6 057 | 6 324 | 4.4 |
| Solde | - 10 698 | - 9 804 | - 9 113 | - 8 144 | - 8 368 | . |
| Transferts du secteur public, total | | | | | | |
| Recettes | 4 640 | 5 114 | 5 487 | 5 695 | 5 914 | 3.8 |
| Dépenses | 7 976 | 8 387 | 8 794 | 9 338 | 9 462 | 1.3 |
| Solde | - 3 336 | - 3 273 | - 3 307 | - 3 643 | - 3 548 | . |
| Assurances sociales | | | | | | |
| Recettes | 1 670 | 1 990 | 2 256 | 2 411 | 2 598 | 7.8 |
| Dépenses | 5 066 | 5 416 | 5 618 | 5 865 | 5 866 | 0.0 |
| Solde | - 3 396 | - 3 427 | - 3 363 | - 3 454 | - 3 267 | . |
| Etat | | | | | | |
| Recettes | 2 970 | 3 124 | 3 231 | 3 284 | 3 316 | 1.0 |
| Dépenses | 2 910 | 2 970 | 3 175 | 3 473 | 3 597 | 3.6 |
| Solde | 61 | 154 | 56 | - 189 | - 281 | . |
| Total | | | | | | |
| Recettes | 30 496 | 28 794 | 25 889 | 27 584 | 28 738 | 4.2 |
| Dépenses | 44 530 | 41 871 | 38 308 | 39 371 | 40 654 | 3.3 |
| Solde | - 14 033 | - 13 077 | - 12 419 | - 11 787 | - 11 916 | . |

6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Industrie | 28 320 | 10 495 | 7 283 | 22 958 | 25 383 |
| Textile et habillement ^{5, 6} | 38 | - 3 145 | - 7 134 | 115 | 713 |
| Chimie et plastique | 6 022 | 1 632 | - 1 855 | 16 249 | 12 471 |
| Métallurgie et machines | 4 186 | 374 | - 248 | - 8 143 | 2 629 |
| Electronique, énergie, optique et horlogerie | 9 053 | 6 384 | 9 364 | 5 064 | 5 170 |
| Autres industries et construction ⁷ | 9 022 | 5 250 | 7 156 | 9 672 | 4 400 |
| Services | 20 780 | 18 209 | 75 447 | 24 598 | 2 833 |
| Commerce | 6 445 | 11 617 | 13 062 | 7 728 | - 264 |
| Sociétés financières et holdings | 20 701 | - 5 726 | 42 409 | 1 433 | - 8 705 |
| dont | | | | | |
| en mains suisses ⁸ | 14 912 | - 6 853 | 965 | 904 | - 3 397 |
| en mains étrangères ⁹ | 5 789 | 1 127 | 41 444 | 530 | - 5 308 |
| Banques | 1 095 | 3 310 | 4 535 | 1 405 | 5 181 |
| Assurances | - 7 994 | 6 374 | 13 306 | 11 701 | 4 515 |
| Transports et communications ¹⁰ | 955 | 214 | 500 | 786 | 1 738 |
| Autres services ¹¹ | - 423 | 2 421 | 1 635 | 1 546 | 367 |
| Total | 49 100 | 28 703 | 82 730 | 47 556 | 28 216 |
| Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹ | 43 312 | 27 576 | 41 286 | 47 027 | 33 523 |

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse, soit constituée par le flottant.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont la majorité du capital est en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|-----------------|--------------|---------------|---------------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Europe | 26 728 | 4 926 | 22 168 | 9 180 | 12 398 |
| UE ⁵ | 16 199 | 9 736 | 20 228 | 8 715 | 10 465 |
| Reste de l'Europe ⁶ | 10 530 | - 4 810 | 1 940 | 465 | 1 934 |
| Pays sélectionnés | | | | | |
| Etats baltes ⁷ | - 7 | 42 | 35 | - 6 | 92 |
| Belgique | 292 | - 1 592 | 1 378 | 2 707 | 2 007 |
| Bulgarie | - 9 | - 146 | 102 | 9 | 8 |
| Danemark | - 842 | - 23 | 7 | 234 | 155 |
| Allemagne | 5 392 | 4 378 | 3 171 | 6 548 | - 754 |
| Finlande | 664 | 433 | 137 | 346 | 193 |
| France ⁸ | 3 083 | - 68 | 4 338 | 767 | - 3 478 |
| Grèce | 672 | - 781 | - 528 | - 698 | 149 |
| Irlande | - 3 782 | 51 | 2 414 | - 1 620 | 570 |
| Italie | 919 | - 699 | - 160 | - 1 118 | 520 |
| Croatie | 178 | 37 | - 43 | 164 | - 36 |
| Luxembourg | 14 718 | - 4 921 | 41 | - 2 317 | - 5 519 |
| Pays-Bas | 4 641 | 6 056 | 3 614 | 592 | - 14 672 |
| Norvège | 303 | 147 | 116 | 243 | 348 |
| Autriche | - 2 763 | 703 | - 296 | 231 | 1 280 |
| Pologne | 329 | 290 | - 262 | 399 | 135 |
| Portugal | - 44 | - 157 | 186 | 22 | 36 |
| Roumanie | 468 | - 126 | 311 | 566 | 72 |
| Fédération de Russie | 456 | - 744 | 1 134 | 2 310 | 1 189 |
| Suède | 2 182 | 721 | 1 347 | 1 329 | 1 134 |
| Slovaquie | 23 | 49 | 22 | 21 | 16 |
| Espagne | - 313 | 1 239 | 308 | 690 | - 1 130 |
| République tchèque | 124 | 226 | 164 | 12 | 194 |
| Turquie | 474 | 37 | 37 | 197 | - 32 |
| Ukraine | 465 | 348 | 305 | 467 | 244 |
| Hongrie | 189 | - 253 | - 243 | 2 757 | 1 863 |
| Royaume-Uni ⁹ | - 11 679 | 5 856 | 7 258 | - 2 842 | 27 810 |
| Centres financiers offshore ¹⁰ | 8 529 | - 4 374 | 235 | - 3 152 | 716 |
| Amérique du Nord | 26 352 | 8 648 | 23 015 | 11 765 | - 3 017 |
| Canada | - 2 692 | 3 321 | - 997 | 463 | 1 909 |
| Etats-Unis | 29 044 | 5 327 | 24 013 | 11 302 | - 4 926 |
| Amérique centrale et du Sud | - 10 574 | 6 250 | 27 967 | 4 059 | 11 466 |
| dont | | | | | |
| Argentine | 192 | 507 | - 505 | 1 575 | 90 |
| Bolivie | 0 | 36 | - 43 | 121 | - 45 |
| Brésil | 778 | 154 | 8 319 | 1 256 | 3 837 |
| Chili | 437 | 174 | 204 | 361 | 266 |
| Costa Rica | 124 | 33 | - 411 | 45 | 287 |
| Equateur | - 64 | 19 | - 38 | 40 | 124 |
| Guatemala | - 27 | 18 | 83 | - 49 | - 22 |
| Colombie | 53 | 221 | 207 | - 343 | 177 |
| Mexique | 398 | - 574 | 3 334 | 295 | 787 |
| Pérou | 358 | 347 | 1 | 237 | 53 |
| Uruguay | 323 | - 175 | 197 | 291 | 847 |
| Venezuela | 315 | 399 | 144 | 381 | 454 |
| Centres financiers offshore ¹¹ | - 13 493 | 4 511 | 15 754 | - 91 | 4 605 |

| 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------|------|------|------|------|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |

| | | | | | |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Asie | - 232 | 8 199 | 8 675 | 16 769 | 11 492 |
| dont | | | | | |
| Bangladesh | 65 | 10 | - 3 | 18 | 17 |
| Chine | 1 401 | 1 202 | 1 824 | 5 365 | 2 219 |
| Hong Kong | 63 | 826 | 451 | 469 | 3 538 |
| Inde | 1 207 | 877 | 1 839 | 714 | 710 |
| Indonésie | 643 | 318 | 722 | - 221 | 481 |
| Israël | 358 | 178 | 400 | - 63 | 83 |
| Japon | 1 371 | 1 945 | 317 | 2 934 | 406 |
| Corée du Sud | 839 | 638 | 277 | 95 | 444 |
| Malaisie | 95 | 87 | 140 | 160 | 1 527 |
| Pakistan | 42 | 329 | 15 | 33 | 50 |
| Philippines | 11 | 79 | 272 | 58 | 1 082 |
| Arabie saoudite | 479 | 124 | - 91 | 301 | 179 |
| Singapour | - 16 376 | 1 464 | 2 388 | 2 138 | 4 551 |
| Sri Lanka | 12 | 2 | 25 | 24 | 16 |
| Taiwan | 111 | 122 | 69 | 307 | 289 |
| Thaïlande | 5 | 70 | 344 | 218 | 470 |
| Emirats arabes unis | 7 967 | - 809 | - 1 757 | 3 752 | - 4 014 |
| Vietnam | 158 | 8 | 20 | 75 | 65 |
| Afrique | 3 797 | 920 | 1 618 | 1 126 | 274 |
| dont | | | | | |
| Egypte | 171 | 51 | 202 | - 148 | - 24 |
| Côte d'Ivoire | 3 | 114 | 118 | 17 | 41 |
| Kenya | 5 | - 9 | - 175 | 35 | 22 |
| Maroc | 63 | 108 | 58 | 37 | - 25 |
| Nigéria | 59 | 62 | 70 | 31 | 66 |
| Afrique du Sud | 3 739 | - 245 | 127 | 198 | 132 |
| Tunisie | 7 | 28 | 10 | 37 | 6 |
| Océanie | 3 030 | - 240 | - 714 | 4 657 | - 4 398 |
| dont | | | | | |
| Australie | 2 870 | - 121 | - 650 | 4 537 | - 4 353 |
| Nouvelle-Zélande | 178 | - 8 | - 70 | 86 | - 8 |
| Ensemble des pays | 49 100 | 28 703 | 82 730 | 47 556 | 28 216 |

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Industrie | 2 518 | 9 503 | - 1 052 | - 6 595 | 1 465 |
| Chimie et plastique | 944 | 2 883 | 2 416 | 1 874 | 180 |
| Métallurgie et machines | 1 041 | 754 | - 261 | - 7 645 | 788 |
| Electronique, énergie, optique et horlogerie | - 705 | 3 972 | - 1 588 | - 699 | 502 |
| Autres industries et construction | 1 238 | 1 894 | - 1 620 | - 125 | - 5 |
| Services | 13 958 | 21 935 | 34 586 | 27 799 | - 361 |
| Commerce | - 5 319 | 4 139 | 10 871 | 10 926 | 4 141 |
| Sociétés financières et holdings | 14 723 | 15 793 | 21 986 | 17 581 | - 8 189 |
| Banques ⁴ | 2 518 | 2 287 | 310 | 853 | - 810 |
| Assurances | 1 267 | 1 288 | 1 299 | - 1 365 | 199 |
| Transports et communications ⁵ | - 187 | - 521 | - 33 | 348 | 5 408 |
| Autres services ⁶ | 957 | - 1 051 | 154 | - 545 | - 1 110 |
| Total | 16 476 | 31 437 | 33 534 | 21 204 | 1 104 |

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-----------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Europe | - 9 604 | 79 371 | 12 533 | - 5 972 | 801 |
| UE ⁴ | - 8 442 | 78 587 | 13 639 | - 10 612 | 10 627 |
| Reste de l'Europe ⁵ | - 1 162 | 783 | - 1 106 | 4 640 | - 9 827 |
| Pays sélectionnés | | | | | |
| Belgique | - 2 289 | - 3 408 | 1 444 | 111 | - 3 028 |
| Danemark | 511 | - 395 | - 4 627 | - 1 189 | - 1 525 |
| Allemagne | 180 | 1 311 | - 3 368 | 1 296 | - 423 |
| France ⁶ | - 2 925 | 3 761 | 3 659 | - 4 952 | 3 960 |
| Italie | 1 191 | - 144 | - 915 | - 1 273 | 140 |
| Luxembourg | 4 011 | 23 353 | 11 404 | - 4 843 | - 730 |
| Pays-Bas | - 16 151 | 34 381 | 2 153 | 2 856 | 6 715 |
| Autriche | 7 539 | 7 132 | 1 645 | 2 477 | - 497 |
| Suède | 666 | 1 527 | - 677 | 208 | - 409 |
| Espagne | 74 | - 745 | 1 185 | - 1 397 | - 114 |
| Royaume-Uni ⁷ | - 3 947 | 6 743 | - 470 | - 10 311 | - 1 223 |
| Amérique du Nord | 21 168 | - 36 251 | - 2 044 | 10 838 | 182 |
| Canada | - 661 | - 125 | - 28 | - 48 | - 152 |
| Etats-Unis | 21 829 | - 36 126 | - 2 016 | 10 886 | 332 |
| Amérique centrale et du Sud | 5 143 | - 10 964 | 22 122 | 4 321 | - 334 |
| dont | | | | | |
| Centres financiers offshore ⁸ | 5 134 | - 7 126 | 8 010 | - 670 | 21 |
| Asie, Afrique et Océanie | - 231 | - 718 | 924 | 12 017 | 455 |
| dont | | | | | |
| Israël | 34 | 21 | 36 | 1 289 | - 1 231 |
| Japon | - 498 | 87 | 198 | 2 358 | 156 |
| Ensemble des pays | 16 476 | 31 437 | 33 534 | 21 204 | 1 104 |

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres¹

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Investissements de portefeuille suisses | | | | | |
| à l'étranger | - 71 345 | - 40 340 | 7 907 | 3 180 | 1 031 |
| Titres de créance | - 67 369 | - 38 384 | 14 165 | 3 441 | 1 476 |
| Emprunts obligataires et <i>notes</i> | - 70 692 | - 45 220 | - 5 055 | 5 797 | 2 751 |
| Papiers monétaires | 3 324 | 6 836 | 19 221 | - 2 356 | - 1 275 |
| Titres de participation | - 3 976 | - 1 956 | - 6 258 | - 261 | - 445 |
| Actions | - 19 323 | - 8 636 | - 5 082 | - 4 756 | - 3 866 |
| Placements collectifs | 15 347 | 6 680 | - 1 176 | 4 495 | 3 421 |
| Investissements de portefeuille étrangers | | | | | |
| en Suisse | 32 832 | 8 275 | 23 065 | - 19 982 | 12 154 |
| Titres de créance | 5 958 | - 2 231 | 30 213 | - 26 219 | - 1 525 |
| Emprunts obligataires et <i>notes</i> | 5 347 | 44 | 561 | - 4 327 | - 79 |
| Collectivités publiques | 2 334 | - 2 471 | 110 | - 728 | - 51 |
| Autres | 3 013 | 2 515 | 451 | - 3 599 | - 28 |
| Papiers monétaires | 611 | - 2 275 | 29 653 | - 21 891 | - 1 447 |
| Titres de participation | 26 874 | 10 506 | - 7 148 | 6 237 | 13 679 |
| Actions | 12 413 | 8 873 | - 7 593 | 575 | 11 902 |
| Placements collectifs | 14 461 | 1 633 | 445 | 5 662 | 1 777 |
| Solde | - 38 513 | - 32 066 | 30 972 | - 16 802 | 13 185 |

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|-----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Investissements de portefeuille suisses | | | | | |
| à l'étranger | - 71 345 | - 40 340 | 7 907 | 3 180 | 1 031 |
| Titres de créance | - 67 369 | - 38 384 | 14 165 | 3 441 | 1 476 |
| CHF | - 11 428 | - 27 270 | - 3 319 | 15 702 | 12 445 |
| EUR | - 33 598 | - 8 758 | 20 735 | 3 377 | 18 098 |
| USD | - 18 469 | - 3 163 | 9 659 | - 5 394 | - 25 538 |
| Autres | - 3 866 | 799 | - 12 907 | - 10 246 | - 3 531 |
| Titres de participation | - 3 976 | - 1 956 | - 6 258 | - 261 | - 445 |
| CHF | 5 393 | 5 691 | 31 | 2 096 | - 845 |
| EUR | 3 952 | - 6 524 | 713 | 3 327 | 4 528 |
| USD | - 6 091 | 559 | - 3 268 | - 2 687 | 542 |
| Autres | - 7 226 | - 1 687 | - 3 724 | - 3 004 | - 4 666 |
| Investissements de portefeuille étrangers | | | | | |
| en Suisse | 32 832 | 8 275 | 23 065 | - 19 982 | 12 154 |
| Titres de créance | 5 958 | - 2 231 | 30 213 | - 26 219 | - 1 525 |
| CHF | 4 101 | - 3 645 | 30 836 | - 27 103 | - 1 564 |
| EUR | 1 548 | 158 | 1 612 | 1 546 | - 411 |
| USD | 2 452 | - 30 | - 2 143 | - 193 | 117 |
| Autres | - 2 143 | 1 278 | - 94 | - 468 | 336 |
| Titres de participation | 26 874 | 10 506 | - 7 148 | 6 237 | 13 679 |
| CHF | 14 132 | 6 153 | - 7 775 | 1 133 | 10 881 |
| EUR | 7 563 | 192 | - 2 366 | 610 | - 1 265 |
| USD | 4 742 | 3 538 | 2 288 | 4 484 | 4 090 |
| Autres | 437 | 620 | 706 | 4 | - 23 |
| Solde | - 38 513 | - 32 066 | 30 972 | - 16 802 | 13 185 |

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------------------------------|------------------|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Crédits à l'étranger | 362 780 | 53 826 | 14 918 | - 5 909 | 1 463 |
| CHF | 17 683 | 7 169 | 1 383 | - 9 657 | 17 165 |
| USD | 116 832 | - 4 555 | 18 779 | - 45 661 | - 17 513 |
| EUR | 28 541 | - 18 139 | 4 057 | - 12 281 | - 1 280 |
| Autres monnaies | 191 353 | 70 796 | - 9 669 | 63 221 | - 184 |
| Toutes les monnaies | 354 408 | 55 272 | 14 550 | - 4 378 | - 1 812 |
| Métaux précieux | 8 371 | - 1 446 | 368 | - 1 531 | 3 276 |
| Crédits de l'étranger | - 299 949 | - 10 645 | - 1 271 | 54 935 | 56 137 |
| CHF | - 5 679 | 2 834 | 18 213 | 54 915 | 49 695 |
| USD | - 134 639 | - 2 202 | - 6 477 | 42 609 | - 4 513 |
| EUR | 3 195 | 6 355 | - 11 962 | - 11 585 | 9 944 |
| Autres monnaies | - 154 984 | - 18 821 | - 1 808 | - 30 889 | - 1 552 |
| Toutes les monnaies | - 292 106 | - 11 834 | - 2 034 | 55 049 | 53 574 |
| Métaux précieux | - 7 843 | 1 190 | 764 | - 114 | 2 563 |
| Solde | 62 831 | 43 181 | 13 647 | 49 026 | 57 601 |
| CHF | 12 004 | 10 003 | 19 596 | 45 258 | 66 860 |
| USD | - 17 807 | - 6 757 | 12 302 | - 3 053 | - 22 027 |
| EUR | 31 737 | - 11 783 | - 7 905 | - 23 866 | 8 664 |
| Autres monnaies | 36 369 | 51 975 | - 11 477 | 32 332 | - 1 736 |
| Toutes les monnaies | 62 302 | 43 438 | 12 515 | 50 671 | 51 762 |
| Métaux précieux | 529 | - 256 | 1 132 | - 1 645 | 5 839 |

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches^{1, 2, 3}

En millions de francs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Crédits à l'étranger | 3 010 | - 7 953 | - 14 542 | 16 290 | - 2 086 |
| Industrie | - 1 611 | 2 486 | - 783 | - 150 | 698 |
| Chimie et plastique | - 255 | 954 | - 356 | - 165 | 1 013 |
| Métallurgie et machines | 190 | 412 | - 66 | 591 | - 59 |
| Electronique, énergie, optique et horlogerie | - 1 580 | 1 484 | - 792 | - 731 | 180 |
| Autres industries et construction | 34 | - 365 | 430 | 154 | - 436 |
| Services | 4 621 | - 10 439 | - 13 758 | 16 440 | - 2 784 |
| Commerce | 3 211 | - 6 137 | - 3 110 | - 353 | 2 282 |
| Sociétés financières et holdings | - 4 635 | - 1 437 | - 10 255 | 15 004 | - 4 326 |
| Assurances | 4 741 | - 3 457 | - 388 | 1 216 | - 914 |
| Transports et communications | - 134 | 475 | - 353 | 180 | 5 |
| Autres services | 1 438 | 118 | 347 | 393 | 168 |
| Crédits de l'étranger | - 15 303 | 2 795 | 10 547 | - 4 785 | 3 381 |
| Industrie | 4 281 | - 3 892 | - 6 764 | 3 218 | - 1 329 |
| Chimie et plastique | 65 | - 1 557 | 1 307 | 212 | - 504 |
| Métallurgie et machines | 1 342 | - 109 | - 1 058 | - 745 | - 1 591 |
| Electronique, énergie, optique et horlogerie | 1 588 | - 1 172 | - 261 | 902 | - 47 |
| Autres industries et construction | 1 286 | - 1 055 | - 6 752 | 2 849 | 813 |
| Services | - 19 583 | 6 688 | 17 311 | - 8 003 | 4 710 |
| Commerce | - 8 622 | 7 568 | 6 795 | 7 698 | - 4 300 |
| Sociétés financières et holdings | 6 456 | 1 876 | 7 136 | - 11 511 | 5 829 |
| Assurances | - 16 197 | 1 923 | 5 011 | - 3 095 | 3 469 |
| Transports et communications | - 1 222 | - 4 530 | - 1 605 | - 864 | 65 |
| Autres services | 2 | - 150 | - 25 | - 231 | - 353 |
| Solde | - 12 293 | - 5 158 | - 3 995 | 11 505 | 1 295 |
| Industrie | 2 669 | - 1 407 | - 7 548 | 3 068 | - 631 |
| Services | - 14 962 | - 3 751 | 3 553 | 8 437 | 1 926 |

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs.

³ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Informations complémentaires sur la balance des paiements et les thèmes spéciaux

De plus amples informations concernant la balance des paiements figurent sur le site Internet de la BNS, à l'adresse www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistiques.

Les tableaux du rapport sur la balance des paiements peuvent être consultés, sur le site Internet susmentionné, à la rubrique Balance suisse des paiements (rapport annuel); ils portent également sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement. Par ailleurs, les thèmes spéciaux qui ont paru dans d'anciens rapports sur la balance des paiements sont disponibles sous Archives¹. Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble des thèmes spéciaux traités depuis 2002.

De plus, la BNS fournit des données sur la balance des paiements dans deux autres publications, elles aussi présentées sur son site Internet, en format PDF, à l'adresse www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistiques. Le rapport Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles) paraît trois mois après la fin de chaque trimestre. Le Bulletin mensuel de statistiques économiques (version Internet) contient les données les plus récentes sur la balance des paiements. En outre, des séries chronologiques longues afférentes à ces deux publications sont disponibles sous forme électronique.

| Année | Thème spécial |
|-------|--|
| 2002 | Evolution à long terme du solde de la balance courante |
| 2003 | Adaptation de la balance des transactions courantes aux comptes nationaux selon le SEC95 |
| 2005 | Balance des transactions courantes et excédent d'épargne nationale |
| 2006 | Quels facteurs sont responsables de la récente hausse de l'excédent de la balance des transactions courantes? |
| 2010 | Evolution à long terme de la balance commerciale |
| 2011 | Commerce de transit en Suisse |
| 2012 | Importance de la place financière suisse pour la balance des transactions courantes Adaptation des statistiques dans les domaines de la balance des paiements, de la position extérieure nette et des investissements directs aux nouvelles normes internationales et à l'accord bilatéral y afférent avec l'Union européenne |

¹ Adresse électronique des Archives: www.snb.ch/fr/i/about/stat/statpub/bop/id/statpub_bop_hist

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Conception

Interbrand AG, Zurich

Impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Imprimé en

août 2013

ISSN 1661-1497 (version imprimée)
ISSN 1661-1500 (version électronique)

Accès aux publications

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet à l'adresse www.snb.ch, Publications.

Le calendrier des publications figure sous www.snb.ch, Médias/Calendrier.

Une grande partie des publications peut être obtenue sur papier, sous forme d'exemplaires isolés ou d'abonnement, à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque,
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84
Fax: +41 44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

**Droit d'auteur/copyright ©**

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2013